

هكذا من الامم المتحدة

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

N° 13237 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- JEUDI 20 AOUT 1987

SERVICES

Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12
Abonnement	12

istes du FLNKS préparent marche interdite

Des militants du Front libérateur national (FLNKS) ont annoncé qu'ils préparent une marche interdite à Paris, le 27 août, pour protester contre la loi relative à la détermination de la nationalité.

Des militants

Des militants du Front libérateur national (FLNKS) ont annoncé qu'ils préparent une marche interdite à Paris, le 27 août, pour protester contre la loi relative à la détermination de la nationalité.

not à Liban

Des militants du Front libérateur national (FLNKS) ont annoncé qu'ils préparent une marche interdite à Paris, le 27 août, pour protester contre la loi relative à la détermination de la nationalité.

NONE CARRERE d'ITALIEN

Ce qui se passe en Italie



Des militants du Front libérateur national (FLNKS) ont annoncé qu'ils préparent une marche interdite à Paris, le 27 août, pour protester contre la loi relative à la détermination de la nationalité.

Elections-surprises au Danemark

M. Poul Schlüter, le premier ministre danois, a créé la surprise en fixant au 8 septembre la date des prochaines élections législatives. On s'attendait certes à une anticipation sur le terme normal de la législature, en janvier 1988, mais voilà qui laisse peu de temps aux partis pour la campagne électorale.

Le chef du gouvernement minoritaire de centre droit a eu, en outre, maintes occasions depuis qu'il a accédé au pouvoir en 1982, de remettre en jeu son mandat. Dans ce pays pragmatique, mise en minorité ne veut pas dire démission et M. Schlüter ne le fit qu'une fois, en 1984 : la majorité était encore introuvable, ce qui n'empêcha pas le premier ministre de se maintenir au pouvoir et de continuer à préparer l'austérité à un électoral habitué pendant des décennies aux largesses d'une gestion social-démocrate.

Le moment choisi est en fait le plus propice pour la coalition. D'abord, il prend de court le Parti social-démocrate qui devait tenir fin septembre son grand congrès « pré-électoral ». D'autre part, les sondages sont actuellement favorables au gouvernement, alors que les experts prédisent pour les mois à venir une dégradation de la situation économique qui pourrait ébranler sa popularité. Le gouvernement vient d'annoncer une série de mesures destinées à encourager des exportations qui avaient déjà tendance à croître. Il n'en reste pas moins que les signes de reprise économique ne se sont pas confirmés (certains annoncent une hausse du taux de chômage, qui passerait de 8 à 10 % dans les prochains mois) et que la dette extérieure (environ 250 milliards de francs pour un pays de 5 millions d'habitants) reste très préoccupante. Il faudra d'autre part envisager de nouvelles compressions dans le budget social de 1988.

L'autour majeur de M. Poul Schlüter est que le parti social-démocrate ne pourrait espérer reprendre le pouvoir qu'en faisant alliance avec des formations plus à gauche restées plus fidèles que lui aux dogmes de la social-démocratie, auxquels la plupart des Danois se sont résolus à renoncer.

Ces formations défendent en politique étrangère des idées radicales qui apparaissent comme aventureuses à un pays profondément attaché à la CEE et à l'OTAN, en dépit des accès d'indiscipline qu'il a fait subir à ses partenaires ces dernières années.

A plusieurs reprises - et c'est une autre des caractéristiques atypiques de ce pays - on a eu l'impression qu'en matière de politique étrangère, et notamment lors du débat sur les euro-missiles, c'était l'opposition qui gouvernait à Copenhague. Le Parti radical, qui soutient le gouvernement dans le domaine de la politique économique, le faisait en effet sur les questions de sécurité. Le coup de maître de M. Poul Schlüter serait de se donner les moyens de mettre un terme à cette anomalie. Mais il ne faut pas rêver, nul ne s'attend à une victoire aussi nette, dans un pays où les scores sont traditionnellement serrés et l'instabilité chronique, mais pas paralysante.

Quant au fait que le premier ministre mette ainsi en jeu son gouvernement au moment où son pays est, jusqu'à la fin de décembre, à la présidence de la CEE, il n'est pas non plus inédit. Le Danemark ne s'était-il pas déjà offert une grave crise gouvernementale l'année même où, venant d'entrer dans la CEE, il en assurait pour la première fois la présidence ?

La crise de la NASA et les succès soviétiques

L'avenir du programme spatial divise les experts américains

Des polémiques sont en cours, aux Etats-Unis, au sujet de l'avenir de la conquête spatiale. Un rapport commandé à l'astronaute Sally Ride vient de les relancer. Après les déconvenues des dernières années et le drame de Challenger, les spécialistes s'opposent sur la manière de rattraper le terrain perdu par rapport aux Soviétiques. Ces derniers peuvent faire valoir de nombreux succès en attendant de célébrer le trentième anniversaire du premier satellite artificiel, le Spoutnik.

Alors que les Soviétiques vont de succès en succès dans l'espace, les milieux spatiaux américains sont agités par des polémiques et la NASA vit des crises internes. Conscients qu'ils ont bel et bien perdu la position dominante qui fut la leur, les Américains souhaitent donner une nouvelle vigueur à leur programme spatial civil. Mais comment ? Quels objectifs ambitieux peuvent-ils se donner ?

Un groupe d'experts, placé sous la responsabilité de Sally Ride, la première astronaute américaine, a été chargé de répondre à cette question.

La conclusion du rapport que ces spécialistes viennent de remettre à l'administrateur de la NASA, M. James Fletcher, est très claire : les Américains devraient d'abord songer à envoyer à nouveau des hommes sur la Lune avant d'organiser des missions vers Mars.

Sally Ride explique en effet que la réalisation d'une base lunaire - qui serait à trois jours de voyage de la Terre - est une étape essentielle à franchir.

Les nouvelles techniques développées à cette occasion permettraient ensuite d'aller plus loin, notamment vers la planète rouge.

ELISABETH GORDON.

(Lire la suite page 14.)

277 000 stages pour les prochains mois

M. Séguin veut accélérer son plan contre le chômage

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, dans une note adressée aux préfets et aux fonctionnaires, veut accélérer la mise en œuvre de son plan contre le chômage. Le programme prévoit 277 000 stages pour les prochains mois et s'appuie sur une grande variété de mesures. Les chômeurs de longue durée et les jeunes en seront les bénéficiaires. Ce plan entraînera une dépense supplémentaire de l'ordre de 3 milliards de francs.



Lire nos informations page 17

Dollar en baisse

La devise américaine a subi un nouveau repli. PAGES 18 et 20

L'agitation sociale en Corée du Sud

Le gouvernement fait pression sur le patronat. PAGE 4

Les changements en Union soviétique

Un plaidoyer pour la suppression de la peine de mort. PAGE 4

Lutte contre le SIDA

81 Américains volontaires vont être soumis à un vaccin. PAGE 14

Concordances des temps

La fleur et l'utérus. PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 20

L'ENQUÊTE : les enjeux de la guerre du Golfe

Revanche chiite ou hégémonie iranienne...

Un navire marchand a été attaqué, le mardi 18 août, en mer d'Oman, quelques heures avant qu'un convoi - le troisième - de pétroliers koweïtiens passés sous pavillon des Etats-Unis ne traverse le détroit d'Ormuz sous escorte américaine. D'autre part, l'aviation irakienne a poursuivi ses bombardements contre des installations pétrolières iraniennes.

Les récents incidents de la Mer Noire et la tension qui règne dans le Golfe sont révélateurs de la sourde lutte qui n'a cessé d'opposer Téhéran à Ryad pour la direction du monde islamique depuis la victoire de l'imam Khomeiny en février 1979. Longtemps masquée par la guerre entre l'Irak et l'Iran qui a fait un million de morts et des dégâts estimés à 540 milliards de dollars, la rivalité entre la capitale du chiisme et celle du sunnisme est pourtant un élément fondamental du conflit qui déchire le monde musulman. Il est au centre d'enjeux qui sont à la fois religieux, idéologiques, stratégiques et économiques.

Comme c'est souvent le cas, pour comprendre les phénomènes de l'islam contemporain, il faut revenir à l'histoire. En effet, même à son apogée aux X-XI siècles, quand il s'est étendu

jusqu'à l'Egypte et au Maghreb sous les Fatimides, le chiisme a toujours été minoritaire en islam et les chiites ont toujours été méprisés par les sunnites, qui les considéraient comme des schismatiques. Aujourd'hui, ils ne sont que 10 à 11 % sur environ un milliard de musulmans. En outre, l'Iran est le seul pays musulman d'Etat à avoir proclamé religion d'Etat au XVI^e siècle, est majoritaire à plus de 85 %, de sorte qu'il a fini par se confondre avec le nationalisme persan ; un nationalisme qui s'est généralement montré condescendant à l'égard des Arabes qualifiés de « va-nu-pieds » et de « mangeurs de sauterelles ».

Les régimes arabes, tous sunnites du Maroc à l'Arabie saoudite, perçoivent le phénomène chiite comme non arabe. Le fait est que ses adeptes les plus nombreux vivent, en ordre décroissant, en Iran, en Inde, au Pakistan et en Afghanistan, alors que dans le monde arabe ils ne sont qu'environ 15 millions sur une population totale de quelque 180 millions d'habitants. Majoritaires seulement en Irak (8 millions sur 15) et à Bahreïn (230 000 sur 415 000), ils prétendent constituer la première communauté au Liban, devant les chrétiens et les sunnites. La plupart des dirigeants arabes sont persuadés qu'en prêchant la révolution isla-

mique pour les renverser, Khomeiny veut assurer une revanche du chiisme sur le sunnisme de l'Iran aryen sur les Arabes sémites.

Il faut reconnaître aux dirigeants de la République islamique qu'ils n'ont jamais caché leurs ambitions : affirmant que le chiisme est une branche de l'orthodoxie au même titre que le sunnisme, voire la véritable orthodoxie, ils revendiquent le droit de parler au nom de l'islam tout entier et contestent aux sunnites le monopole qu'ils ont toujours exercé sur le plan religieux. Toutefois, compte tenu de la force du nationalisme persan, il n'est pas toujours aisé de faire le partage entre la volonté de revanche chiite et celle du génie hégémonique de l'Iran.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 6.)

Lire également

Oublier Ormuz ?

La longue bataille du président Saddam Hussein pour l'internationalisation du conflit

Pages 6 et 7

Un point de vue de l'ancien premier ministre

Pour un couplage franco-allemand

par Laurent Fabius

Dans le monde du vingt et unième siècle, la France, si elle est seule, ne fera pas le poids. Les grandes puissances seront la Chine, les Etats-Unis et la Russie. Ni par sa taille, ni par sa population, ni par sa force économique, notre pays n'aura la dimension des très grands. C'est cette intuition simple, évidente, qui doit nous pousser à prendre un tournant.

Dans quelques mois, nous allons élire notre président de la République. Les principaux pays de la Communauté européenne connaîtront à partir de 1988 au moins deux ans sans élections nationales.

Ce sera le moment idéal pour prendre des initiatives. Or notre chance s'appelle désormais l'Europe et elle repose largement sur l'impulsion franco-allemande. Je souhaite que le nouveau mandat présidentiel soit marqué par un véritable couplage entre la République fédérale d'Allemagne et la France.

Les terrains de coopération possibles entre pays européens ne manquent pas : technologie, industrie, recherche, environnement, audiovisuel... Sur tous ces plans nous devons avancer, mais d'abord nous devons réaliser le plus important économiquement,

la création d'une monnaie commune.

Depuis trente ans, on parle de Marché commun. Dans cinq ans, on devra pratiquer le marché unique. Mais on oublie de dire qu'il n'existera ni Marché commun ni marché unique véritable avec onze monnaies différentes ! J'en ai discuté récemment avec les dirigeants allemands de la majorité et de l'opposition. Je suis convaincu que nous ne progresserons plus guère dans ce domaine si nous ne décidons pas un changement substantiel.

Bien sûr, nous pourrions surmonter certaines difficultés ponctuelles, qui font les délices des spécialistes : le « financement communautaire des interventions intra-marginales », l'intégration de l'Italie dans la marge étroite du système monétaire européen, voire l'adhésion de la Grande-Bretagne à ce système.

Mais l'avancée décisive qui sera la création d'une Banque centrale européenne unique et l'adoption d'une monnaie véritablement commune - d'abord en parallèle puis, sans doute, en remplacement de nos monnaies nationales - cette avancée qui interdira aux pays d'Europe de faire renaître le protectionnisme par la manipulation des taux de change, nous ne l'obtiendrons pas sans un accord préalable entre la France et la RFA.

(Lire la suite page 8.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le réveil du cinéma

Le cinéma sort de sa torpeur : de Cinecittà, à Rome, où la presque totalité des douze plateaux sont occupés, en France, où sortent les premiers films importants de la rentrée (Scola, Mocky, Tachell), avec en prime des vedettes musculeuses Schwarzenegger et Midler.

La naissance d'un musée

A Houston (Texas), l'architecte Renzo Piano a conçu un musée ultramoderne, une mécanique de précision pour abriter l'immense collection Menil.

Le piège des restaurations

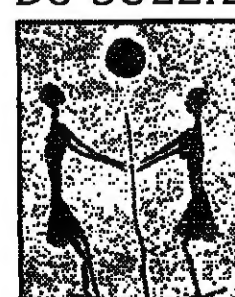
A Sienna, à Florence, à Mantoue, André Chastel a suivi les travaux de restauration en cours. Les chefs-d'œuvre ainsi sauvés ne sont-ils pas menacés d'un nouveau danger, l'affection des foules ?

Pages 9 à 11

QUAND LA MEMOIRE D'UN PEUPLE DEVIENT UN ROMAN.

Les personnages, les sentiments, les péripéties d'une tribu africaine.

PHILIPPE LABURTHE-TOURA LE TOMBEAU DU SOLEIL



EDITIONS
ODILE JACOB
SEUIL

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 625 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Inde, 1700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 11,80 sc. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Amériques

BRÉSIL

Malgré son caractère politique, la grève générale du 20 août ne semble guère menacer le président Sarney

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Les deux centrales syndicales brésiliennes, la CUT et la CUT, n'ont pas la fièvre des grands jours. Pourtant, le 20 août, une grève générale est prévue. Le mot d'ordre a été lancé, mais il n'est pas aussi simple à réaliser qu'il paraît. Le syndicat patronal a organisé une bonne demi-journée de paralytiques générales depuis le début du plan austral, il y a deux ans.

Au siège de la CUT, les piles de tracts s'entassent sur la moquette. Sur le mur, une affiche dit pour quel, ou contre quel, la grève est lancée. A côté des revendications salariales, il y a l'inévitable « Non au FMI ». Et aussi l'exigence de la semaine de quarante heures, ainsi que de la stabilité de l'emploi. La CUT (Confédération générale du travail) a installé son siège au cinquième étage d'un immeuble commercial. Modeste siège pour une centrale générale des travailleurs qui dit représenter 36 millions de salariés et qui possède, avec le syndicat des métallurgistes de São Paulo et ses 370 000 ouvriers, le plus grand syndicat d'Amérique latine.

Des deux centrales, la CUT est la plus modérée. Elle se bat sur un terrain purement revendicatif, alors que la CUT (Centrale unique des travailleurs) est plus politisée. Proche du PMDB, le parti de gauche au pouvoir, la CUT a pour président un vieux routier de la profession, Joaquim Dos Santos Andrade, dit « Joaquimzao », c'est-à-dire « le grand Joaquim ».

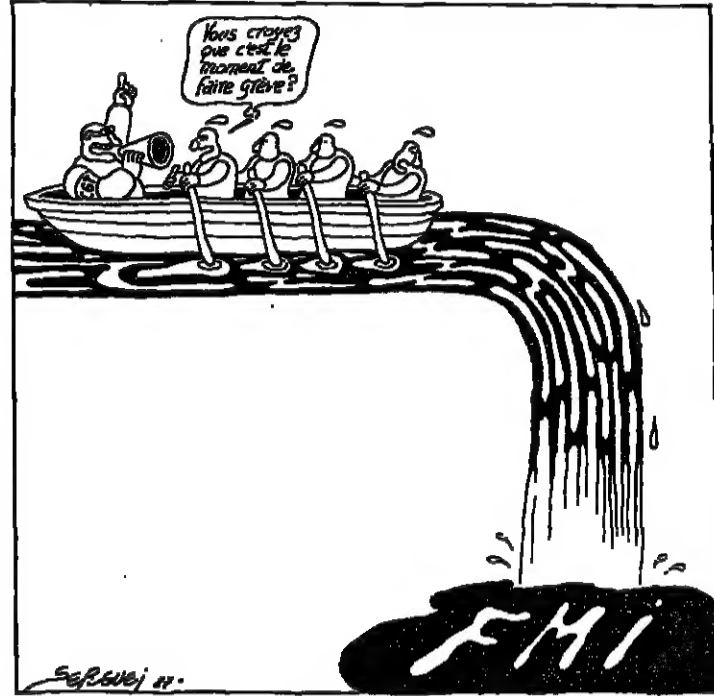
A soixante ans, « Joaquimzao » a beaucoup vu et beaucoup appris. Sous le régime militaire, il dirigeait le syndicat des métallurgistes qu'il a occupé jusqu'au 31 juillet dernier. Il était alors considéré par l'opposition comme un cacique à l'améri-

caine, pas très menaçant pour le patronat ni pour les généraux. Mais, de l'avis général, il a évolué. C'est après avoir épuisé toutes les possibilités de dialogue que « Joaquimzao » porte aujourd'hui sur le président Sarney et le milieu patronal un jugement sans tendresse. Le chef de l'Etat, selon lui, « n'est pas digne de crédit, car il est profondément dominé par le conservatisme le plus pervers ». Quant aux patrons, ils en sont encore à l'ère du « capitalisme sauvage ». « Jo-

plan. Dans le même temps, les salaires n'ont pas bougé.

Les prix « flexibilisés »

Victime de « la plus grande confiscation salariale » de son histoire, selon les syndicalistes, le travailleur brésilien devait réagir. A la CUT comme à la CUT, on veut croire que la grève vient à son heure en plein blocage des rémunérations,



quimzao » fait un geste : il met la main à sa gorge pour montrer tout ce qu'il a dû « avaler » dans ses innombrables négociations avec les entreprises.

Au début des années 80, dit-il, nous avions demandé que les syndicats aient accès dans chaque entreprise à la liste des employés comportant leurs rémunérations. Nous avions menacé de faire grève pour obtenir satisfaction. En vain. Les patrons ont répondu que les salaires ne regardaient qu'eux. Tel est le niveau de nos capitalistes !

« Joaquimzao » énumère toutes les bonnes raisons qu'il y a de faire grève le 20 août. D'un plan de stabilisation à l'autre, de mars 1986 à juin 1987, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de moyenne de 37%. Avec le nouveau blocage des prix et des salaires instauré le 12 juin, la situation s'est aggravée : l'inflation de juin a été de 26 % (chiffre officiel), celle de juillet de plus de 9 %, selon la Fondation Getulio-Vargas (l'INSEE brésilien), qui contredit le chiffre de 3 % avancé par le gouvernement pour démontrer, à la suite d'une manipulation statistique, la réussite de son

alors que les prix, eux, commencent à être « flexibilisés », comme dit élégamment le ministre des finances, M. Bresser Pereira. Pourtant, les pronostics ne sont guère optimistes. La grève risque d'être un échec beaucoup plus grave que celui du 12 décembre dernier lorsque eut lieu la première tentative du genre.

Successor de « Joaquimzao » à la tête du syndicat des métallurgistes, M. Luis Antonio de Madeiros estime que l'affaire a été mal engagée. Même son de cloche dans d'autres branches de la production. Nul part on ne sent la volonté d'en découdre avec le gouvernement Sarney. Pourtant, il y a encore un mois et demi, des manifestants lançaient des pierres contre le chef de l'Etat à Rio-de-Janeiro. La majorité des Brésiliens semblaient alors démoralisés, frustrés par leurs dirigeants. La situation ne s'est vraiment pas améliorée depuis lors. Mais le nouveau plan Cruzado a coupé court, du moins provisoirement, à l'hyperinflation. La peur du chômage et quelques mesures ponctuelles destinées à dégonfler la grève font le reste.

Il y a une semaine, M. Sarney a annoncé en grande pompe l'octroi

d'un bonus mensuel de 250 cruzeiros (30 F environ) aux travailleurs gagnant cinq fois le salaire minimum (270 F environ) pour combler la hausse des transports. Ici et là, des chefs d'entreprise acceptent de rattraper les retards pris du temps où fonctionnait l'échelle mobile, laquelle a été supprimée par le nouveau plan Cruzado.

Pour le président de la CUT, M. Jair Meneguelli, l'important, le 20 août, n'est pas le nombre plus ou moins grand des grévistes, mais le fait que sont mis en cause publiquement le programme économique du gouvernement et son refus de convoquer l'an prochain une élection présidentielle au suffrage direct.

La grève est politique, dit M. Meneguelli, car tout est lié : le refus des élections « directes », la compression salariale et le caractère conservateur donné par les forces dominantes au projet de Constitution. La CUT lance son mot d'ordre de débrayage en même temps qu'elle participe à la campagne en faveur d'une Constitution progressiste, campagne concrétisée par le dépôt au congrès d'une centaine d'amendements populistes destinés à infuser dans le « bon sens » (celui de la réforme agraire, de l'amélioration des conditions de travail, etc) la charte fondamentale qui doit être votée avant la fin de l'année.

Le retour au FMI

« La grève n'est qu'un moment de la politisation ouvrière », dit encore le président de la CUT, bras syndical du Parti des travailleurs, dont le président, « Lula », est la figure de proue de la gauche à l'assemblée constituante. En l'an III de la nouvelle République, le vent ne souffle pourtant ni du côté des syndicats ni du côté des partisans des réformes. Le PMDB, ancien parti d'opposition au régime militaire, a dû avaliser, avec l'arrivée aux finances de M. Bresser Pereira, un plan d'assainissement d'une orthodoxie sans faille, puisqu'il consiste à redresser les finances extérieures en comprimant la demande interne.

Le retour au FMI est envisagé désormais en haut lieu par ceux-là mêmes, comme M. Sarney, qui juraient leurs grands dieux, il y a peu de temps, qu'il n'en serait jamais question. Le président de la République ne parle plus guère de la réforme agraire dont il faisait son « affaire personnelle » en 1985. Il considère même qu'un nouveau leader est né, M. Ronaldo Caiado, ennemi numéro un de la réforme puisqu'il préside l'Union démocratique rurale, organisation de grands propriétaires terriens qui a monté un peu partout des milices privées pour s'opposer aux redistributions — légales ou non — de la propriété.

CHARLES VANHECKE.

CHILI

La tension s'accroît entre Washington et Santiago

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

L'île de Pâques, à mi-chemin de la côte chilienne et de Tahiti, servira désormais de station-relais à la NASA, au grand dam des défenseurs de l'environnement et de certains chefs coutumiers. Verra-t-on, comme ils le craignent, antennes et radars faire de l'ombre aux moais, ces monolithes qui conservent leur mystère et font la renommée de l'île ?

Conformément à l'accord souscrit en 1983 par Santiago et Washington, la piste de l'aérodrome de Mataverí a été prolongée de façon à permettre l'atterrissage des vaisseaux spatiaux américains. Le chef de l'Etat ayant boudé l'inauguration officielle, c'est le ministre des travaux publics qui, le 16 août, a accompagné le sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines, M. Robert Gelbard, représentant de la Maison Blanche.

Les partis d'opposition, qui avaient dénoncé en 1983 ce qu'ils considéraient comme une atteinte à la souveraineté nationale, ont cette fois observé un silence qui en dit long sur leur désarroi. Paralytiques par leur division et considérés avec scepticisme par l'opinion publique, ils espèrent, anxieux, que le département d'Etat sortira vainqueur de la partie de bras de fer qui l'oppose au général Pinochet.

Car les relations ont continué à se tendre entre les deux gouvernements à la suite du refus des autorités chiliennes d'extrader les deux officiers supérieurs accusés par la justice fédérale d'être les inspirateurs de l'assassinat de l'ancien ministre socialiste Orlando Letelier.

Aujourd'hui, l'administration américaine hausse le ton et n'hésite plus à prendre des mesures de rétorsion, il est vrai plus symboliques que réelles. Après Pablo Rodriguez, dirigeant pendant le gouvernement de Salvador Allende du mouvement d'extrême-droite Patria y Libertad, qui a été déclaré persona non grata par les autorités consulaires, c'est un membre de l'équipe chilienne parti-

cipant aux Jeux interaméricains d'Indianapolis qui s'est vu refuser son visa. Champion de tir, Francisco Zuniga n'est certes pas un sportif ordinaire : il est le chef des « garkhas », un commando des services secrets spécialisé dans la répression des manifestations de rue.

Les pressions des forces armées

Plus préoccupante pour le général Pinochet est la discrète mais persistante pression que les Etats-Unis exercent sur les forces armées, et que celles-ci à leur tour exercent sur lui. La désignation, le mois dernier, de M. Sergio Fernandez comme premier ministre, si elle a calmé le jeu, n'a cependant pas aplani les divergences entre le président et la junte. Les commandants en chef, à l'exception de celui de l'armée de terre, ont réaffirmé depuis lors leur préférence pour un candidat civil au plébiscite présidentiel.

D'autre part, le général Matthei (aviation) et l'amiral Merino ont déclaré qu'il n'était pas question d'aller aux urnes avant que 70 % des Chiliens en âge de voter soient inscrits sur les listes électorales. Au rythme actuel — 1 700 000 inscrits en six mois pour une population électorale estimée à 8 millions — le plébiscite ne pourrait avoir lieu l'an prochain, comme semble le désirer le président Pinochet, dont les chances seraient sans doute plus grandes avec un plus petit nombre d'inscrits.

En butte à l'opposition à peine voilée de trois commandants en chef, crédité, par un récent sondage effectué par Gallup, de seulement 18 % d'opinions favorables, mais fort de l'appui de l'armée de terre, le chef de l'Etat bat la campagne et fait l'indifférence. Il sait que la partie s'annonce serrée avec Washington. Comme l'a dit le sous-secrétaire d'Etat américain à son arrivée à Santiago, « la transition à la démocratie est un sujet qui nous intéresse énormément ».

GILLES BAUDIN.

En raison d'un différend frontalier

Les relations entre le Venezuela et la Colombie connaissent une nouvelle crise

Le président colombien, M. Virgilio Barco, et son homologue vénézuélien, M. Jaime Lusinchi, ont tenté, mardi 18 août, de désamorcer la crise qui a surgi entre les deux pays à propos du différend, vieux de trente ans, sur leur frontière maritime. Les conflits sont fréquents entre les deux Etats dans cette zone — pétrolière — entre la péninsule vénézuélienne de la Guajira et celle, vénézuélienne, de Paraguana, où la frontière, selon les Colombiens, n'a jamais été définie. Un regain de tension avait été déclenché par la présence, jeudi dernier, dans le golfe, de la corvette colombienne Caldas. Caracas avait estimé que le navire violait ses eaux territoriales et qu'il s'agissait d'une « provocation ».

Affirmation démentie par Bogota, qui affirmait que la Caldas se trouvait dans ses eaux, le gouvernement colombien déclarait toutefois que la frontière ne soit pas mieux délimitée.

Lundi, la presse des deux pays avait annoncé l'envoi de renforts militaires de part et d'autre de la frontière, mais ces informations

n'avaient pas été confirmées officiellement. Dans la soirée, le Venezuela avait annoncé la fermeture de la frontière entre les deux pays et la mise en alerte de ses troupes.

Pour stopper cette escalade, le président colombien a indiqué avoir ordonné « les mesures appropriées pour contribuer à une normalisation » de la situation. Le chef de l'Etat vénézuélien, à son tour, a affirmé que son gouvernement désirait dialoguer et repoussait toutes les actions et attitudes « pouvant mettre en danger la paix » entre les deux pays.

Cet apaisement fait suite à une démarche conjointe du secrétaire général de l'OEA (Organisation des Etats américains), M. Joao Baena Soares, et du président argentin, M. Raul Alfonsín. La plupart des commentateurs, dans la presse des deux pays, insistent pour que l'affaire soit désormais livrée à l'arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye. — (AFP, Reuters.)

NICARAGUA : appel à l'aide

Le pays manque de pétrole... et d'argent

Managua. — Le Nicaragua a lancé, le mardi 18 août, un appel à une aide d'urgence pour faire face à une pénurie de pétrole provoquée par une forte baisse des livraisons des pays du bloc soviétique. « La situation est critique », a déclaré le vice-président, M. Sergio Ramirez, en indiquant que Managua n'avait pas non plus les fonds nécessaires pour financer l'achat des 1,8 millions de tonnes de pétrole dont le pays a besoin d'ici à la fin de l'année. « Aucune livraison n'est attendue dans un avenir proche », a encore dit M. Ramirez en précisant qu'il ne savait pas quand les réserves seraient épuisées.

Autrefois principaux fournisseurs d'or noir du Nicaragua, le Mexique et le Venezuela ont opposé une fin de non-recevoir à

une enquête émanant de Managua pour une reprise de livraisons. Mexico avait interrompu ses livraisons en 1985 en raison des dettes croissantes du Nicaragua à son égard et le Venezuela avait fait de même deux ans plus tôt. L'URSS, qui a assuré depuis 1985 la quasi-totalité des besoins en pétrole du pays, avait annoncé en mai qu'elle n'en couvrirait plus qu'une partie en raison de problèmes de ravitaillement.

Le vice-président a révélé que plusieurs dirigeants du gouvernement sandinista étaient partis cette semaine chez des « pays amis » d'Europe et d'Amérique latine afin de résoudre ces problèmes d'approvisionnement et de financement. — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Violents combats au nord de Kaboul

Une opération menée par les forces soviéto-afghanes dans la région du Shomali (nord de Kaboul) depuis le 7 août, la plus importante depuis le début de la guerre dans cette région, a fait un grand nombre de victimes, a-t-on appris de sources diplomatiques occidentales, le mardi 18 août à Islamabad. De sources proches de la guérilla, on a confirmé l'importance de ces combats ainsi que les lourdes pertes. Les médias officiels de Kaboul ont également mentionné des combats en annonçant la prise de dépôts d'armes de la guérilla à Shakardara (Nord). Des bruits d'artillerie ont été entendus presque toute la semaine à Kaboul, ont déclaré les diplomates, ajoutant que de nombreux convois militaires se dirigeaient vers le Shomali ont été aperçus depuis le 7 août, date du début de l'opération de nettoyage soviéto-afghane. La région du Shomali, un bassin de 60 kilomètres de long au nord de Kaboul, est considérée comme une stratégie par les Soviéto-Afghans.

D'autre part, dix-sept personnes ont été tuées et vingt autres blessées, le 14 août, dans un attentat à la bombe survenu dans un bazar contrôlé par la guérilla dans l'est de l'Afghanistan, a rapporté, mardi, l'agence afghane islamique de presse proche de la guérilla. L'attentat, le premier de ce type enregistré par la

guérilla, qui en a attribué la paternité aux services secrets de Kaboul, s'est produit à Kaga Bazar, à 40 kilomètres au sud-ouest de Djallalabad (Est), où tous les vendredis des paysans des villages environnants viennent vendre leurs produits, a précisé l'agence. — (AFP.)

Côte-d'Ivoire

Deux Français sont recherchés après l'enlèvement du ministre des transports

Abidjan. — Les autorités ivoiriennes soupçonnent deux Français, installés de longue date dans leur pays, d'être impliqués dans l'enlèvement du ministre des travaux publics et des transports, M. Aoussou Koffi (le Monde du 19 août).

De sources policières, on indique que des mandats d'arrêt internationaux ont été lancés par le canal d'Interpol pour retrouver les deux suspects, MM. Alain Claustra, trente ans, et André-Raymond Pérales, quarante-cinq ans. On ajoute que ce dernier, ancien directeur de l'hôtel Wefou d'Abidjan, avait été limogé après que M. Koffi fut devenu, il y a cinq ans, l'actionnaire majoritaire de l'établissement. Un souci de revanche ou l'espoir d'obtenir des compensations financières pourraient être à l'origine de cet enlèvement, le premier du genre en Côte-d'Ivoire.

Une importante opération militaire et policière a été mise en place pour retrouver la trace des ravisseurs du ministre, âgé de soixante-trois ans, qui est un proche du président Félix Houphouët-Boigny. Les deux hommes sont originaires de Yamoussoukro, la capitale politique ivoirienne. Tous les véhicules sortant d'Abidjan sont systématiquement contrôlés. M. Koffi se trouvait toujours en Côte-d'Ivoire et aurait téléphoné à sa famille pour la rassurer sur son sort. — (Reuters, AFP.)

Grande-Bretagne

Découverte d'un stock d'armes et d'explosifs

Londres. — La police britannique, qui enquête sur une tentative de rétrotraque contre un caricaturiste palestinien à Londres, a annoncé le mardi 18 août avoir découvert un important stock d'armes et d'explosifs en parquettant un appartement dans le nord-est de l'Angleterre, à Hull. Un étudiant de vingt-huit ans, de nationalité jordanienne, a été arrêté. Le stock comportait plus de 30 kg d'explosifs de forte puissance, quatre fusils d'assaut, sept grenades à main, des détonateurs et des munitions. « Nous pensons que ces armes étaient emmagasinées en prévision de futurs attentats terroristes dans toute l'Europe », a indiqué le porte-parole de Scotland Yard. — (UPI, Reuters.)

Tchad

Un MIG et un hélicoptère libyens abattus au-dessus d'Aozou

Dans un communiqué diffusé par la radio nationale, le mardi 18 août, l'armée tchadienne a annoncé que sa DCA avait abattu lundi un MIG et un hélicoptère libyens au-dessus de la localité d'Aozou, reprise le 8 août et soumise depuis aux bombardements de l'aviation du colonel Kadhaafi.

D'autre part, M. Abdelkader Yacine, actuel dirigeant du « Front national », un des mouvements représentés au sein du Gouvernement d'union nationale de transition du Tchad (GUNT), présidé naguère par M. Goukouni Oueddei, a annoncé mardi à Paris qu'il avait « décidé de mettre fin à son existence comme opposition à l'extérieur ». Il a remercié le président irakien Saddam Hussein et le Parti Baas arabe socialiste pour leurs « efforts en faveur de la réconciliation des fils du Tchad et leur retour dans la grande famille tchadienne ».

A Londres, l'institut de la presse internationale a lancé mardi un appel au président Hissène Habré pour la libération du journaliste tchadien Saleh Gaba, détenu depuis la mi-juillet. Ce dernier est correspondant au Tchad depuis une vingtaine d'années de l'agence Associated Press. — (AFP, AP.)

Europe

RFA : la mort du dauphin de Hitler

Rudolph Hess s'est suicidé

BONN
De notre correspondant

Quarante et un ans d'étroite surveillance n'auront servi à rien : Rudolf Hess, malade, à moitié aveugle, a bel et bien réussi, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à se soustraire à la surveillance de ses gardiens et à se suicider.

L'aveu a été difficile pour les quatre alliés — Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS — en charge de Berlin et de cette prison fantôme de Spandau, vouée aujourd'hui, après la disparition de son dernier pensionnaire, à la destruction. Il leur a fallu vingt-quatre heures de négociations pour admettre publiquement que le moribond n'est pas tout simplement mort de vieillesse mais qu'il a choisi sa sortie après plusieurs vaines tentatives.

Mardi soir, le gouvernement militaire britannique, porte-parole des quatre pays dont les troupes ont assuré à tour de rôle la garde du « dauphin de Hitler », a publié un nouveau communiqué : « Un premier examen indique que Rudolf Hess a essayé de mettre fin à ses jours. Dans l'après-midi du lundi 17 août, il s'est rendu, sous la surveillance d'un gardien, dans une petite maison du jardin de la prison où il avait l'habitude de demeurer assis un moment. Lorsque le gardien a inspecté quelques minutes plus tard la petite maison, il a trouvé Hess avec un câble électrique autour du cou. Une tentative de réanimation a été entreprise, et Hess a été transporté à l'hôpital militaire britannique. Après d'autres efforts pour le réanimer, il a été déclaré mort à 16 h 10. »

La question de savoir si cette tentative de suicide a été la cause de sa mort est l'objet d'une enquête et d'une autopsie en cours.

Hess a sans doute subtilisé le câble ayant servi à sa pendaison ou à

son étranglement à une entreprise qui effectuait lundi des travaux électriques dans la prison de Spandau. Il s'agit d'un épilogue tellement absurde que l'ancien commandant américain de Spandau, M. Eugene Burr, dans une interview à la seconde chaîne de télévision ouest-allemande ZDF, s'est dit « perturbé et perplexe » devant ce suicide que les règlements et les mesures de sécurité en vigueur à Spandau lui

paraissent rendre impossible. La thèse du suicide a d'ailleurs été mise en cause mercredi par le fils de Hess lui-même, Wolf Rüdiger Hess.

Plusieurs tentatives

Cette fin étrange est en tous les cas la mesure du personnage de Hess, caractériel et suicidaire. « Il est devenu fou, complètement fou »,

avait dit Hitler en apprenant, en mai 1941, la nouvelle de la toujours mystérieuse mission de paix dont Hess se croyait investi en Angleterre et qui l'avait fait s'embarquer dans un avion qu'il a piloté seul de Bavière en Ecosse.

Cinq mois plus tard, Hess, incarcéré en Angleterre, faisait sa première tentative de suicide. Durant le procès de Nuremberg, il est demeuré absolument passif, comme amnésique. Il multiplia ensuite les signes de déséquilibre au cours des premières années de sa détention à Spandau. Avant que ses codétenus — von Neurath, Räder, Funk, Speer, von Schirach et Doernitz — ne l'aient progressivement laissé seul en septembre 1966, il leur a joué le rôle d'un nouveau Führer, leur imposant derrière les barreaux des « conseils des ministres » dérisoires.

Il a tenté plusieurs fois encore, plus ou moins sérieusement, de se suicider. Il se baignait régulièrement avec ses gardiens, et voyait dans tout changement de la routine « un coup de juiverie mondiale ». Jusqu'au 24 décembre 1969, il avait refusé de voir sa famille.

En RFA, le gouvernement du chancelier Kohl, qui était intervenu personnellement pour la libération du plus vieux prisonnier de la terre, a fait savoir, mardi, qu'il ne réagirait pas à sa mort. Celle-ci n'aura ému que quelques extrémistes de droite. Des petits groupes de nazis et autres skinheads ont « bombé » les murs de plusieurs villes de RFA de proclamations du genre : « Vengeance pour Hess » ou « Hess est mort pour vous ».

La municipalité de Wunsiedel, proche de Bayreuth, où se trouve le caveau familial des Hess et où le « fidèle d'entre les fidèles du Führer » aurait été enterré dans les prochains jours, redoute de devenir maintenant un lieu de pèlerinage pour une secte nazie.

(Interim.)

ITALIE

« Cicciolina » menacée de chômage

Depuis son entrée fracassante au Parlement italien sous les couleurs du Parti radical, la reine du porno italien, Nona Staller, a bien du mal à trouver du travail.

Plus connue sous le nom de « Cicciolina », Nona avait remporté un triomphe aux élections de juin dernier, après une campagne où elle n'avait pas hésité, au sens propre du terme, à exposer aux électeurs la vérité toute nue.

Mais chacun sait que, à Rome, la roche Tarpeienne est proche du Capitole : le quotidien La Repubblica révélait, le mardi 18 août, que les night-clubs, qui tiennent par-dessus tout à tra-

vailler dans la discrétion, ont annulé l'un après l'autre les engagements de l'fortunée députée. Et ce à un point tel que la pauvre Cicciolina, pour éviter les affres du chômage, en est réduite à édulcorer son numéro, dont on sait qu'il ne brille pas particulièrement par la réserve et la distinction.

Comme il faut une morale à toute histoire, La Repubblica conclut que « tel est le prix de la popularité ». Ses admirateurs voulaient faire un député de la star du porno, mais l'Italie n'a pas voulu que le député soit star du porno. — (Reuters.)

« Arrestation d'un terroriste. — Un membre de l'Union des communistes combattants (UCC), le groupe terroriste d'extrême gauche qui a revendiqué, notamment, l'assassinat du général Licio Giorgini, le 20 mars dernier, a été arrêté, le mardi 18 août, à Gènes. Roberto Simoni, trente-neuf ans, employé dans une société d'équipements

industriels, a reconnu son appartenance à l'UCC, et a été inculpé d'organisation de bande armée et d'association subversive. Simoni aurait participé à de nombreuses actions terroristes au cours des dix dernières années. Selon les policiers, il était en relation avec d'autres éléments de l'UCC en Espagne et en France. — (AFP.)

Asie

CORÉE DU SUD : l'agitation sociale

Reprise du travail à Ulsan à la suite d'une médiation du gouvernement

SÉOUL
De notre envoyé spécial

Non sans amertume, certains des grands patrons sud-coréens ont le sentiment de capituler. Ils doivent se rendre aux évidences : comme le président Chun Doo Whan, confronté en juin à un mécontentement populaire qu'il était impossible de mater sans endommager l'image de la Corée du Sud à la veille des Jeux olympiques de 1988, le patronat doit faire face depuis deux semaines à une agitation ouvrière sans précédent depuis qu'a commencé, dans les années 60, l'essor économique coréen.

Pour la première fois surtout, les patrons s'aperçoivent qu'ils n'ont plus le soutien inconditionnel du gouvernement et de sa police, appelée systématiquement à la rescousse en cas de grève. Ce n'est plus le cas : mardi 18 août, le président Chun a, au contraire, demandé aux milieux d'affaires de « réfléchir attentive-

ment à la situation des travailleurs ».

La fin momentanée du mouvement de revendication chez Hyundai, premier groupe industriel sud-coréen, est de ce point de vue révélateur. Tard dans la nuit de mardi, les trente mille grévistes de huit des entreprises du groupe à Ulsan, dans le sud de la péninsule, ont accepté de reprendre le travail sur place par le vice-ministre du travail : la direction de Hyundai acceptait de négocier avec les syndicats librement constitués le 14 août. Le vice-ministre s'est, par ailleurs, engagé à donner satisfaction aux grévistes en ce qui concerne les augmentations de salaires avant le 1^{er} septembre.

Les représentants ouvriers n'ont fait que, qu'une concession : les négociations auront lieu au niveau de chaque entreprise et non globalement pour tout le groupe (ce qui permet à la direction de tenir compte de la situation de chaque

entreprise dans les négociations : Hyundai Motor, par exemple, ayant le vent en poupe alors que les chantiers navals sont en difficulté). C'est la première fois que le gouvernement joue un rôle de médiateur dans un conflit de travail depuis le début de l'agitation.

L'empereur Chung

Il est vrai que Hyundai n'est pas l'importateur de l'entreprise, avec un chiffre d'affaires qui, en 1986, s'élevait à 1,8 milliard de dollars. Pris de quatre mille PME sous-traitantes travaillant en outre pour le groupe. Or Hyundai était devenu depuis une semaine l'abcs de fixation du mouvement d'une agitation ouvrière qui fait tache d'huile. Non seulement Hyundai s'agit du plus grand conglomérat industriel du pays (100 000 employés), symbole de son essor économique, mais aussi parce que les méthodes de gestion y sont marquées par la « philosophie » et la personnalité de son fondateur, M. Chung Ja Yung. Un de ces « patrons de fer » comme l'Europe a pu en connaître, M. Chung, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, président honoraire de son groupe depuis l'année dernière, est en quelque sorte le patriarche du monde des affaires de la Corée d'après-guerre qu'il a longtemps dominé tant par son caractère que par sa stature.

Il avait lui-même pris les choses en main lorsque ses ouvriers, dont il affirmait volontiers qu'ils « n'avaient aucun besoin de syndicats tant ils étaient bien traités », ont commencé leur agitation. Il y a une semaine, lorsqu'il fut séquestré par deux mille travailleurs de ses chantiers navals et qu'il dut quitter son usine en hélicoptère, l'empereur Chung, comme on dit, fit une expérience qu'il n'est pas près d'oublier. Depuis le 1^{er} juillet, date du discours du président Chun énonçant le programme de démocratisation, la Corée a commencé à changer. M. Chung en a pris durablement conscience.

Fils de paysan de la pauvre région de Kangwon, M. Chung débuta comme réparateur de camion. En 1960, lorsque Park Chung Hee chercha quelqu'un pour construire l'autoroute Pusan-Séoul, et que

nombreux étaient ceux qui hésitaient à se lancer dans l'entreprise, M. Chung accepta. De même, il fut l'homme à prendre le pari des chantiers navals. Lorsqu'il se rendit à Londres en quête des premières commandes, on lui demanda s'il avait quelque expérience dans cette branche. Bougon, il sortit de sa poche un billet de 500 wons sur lequel figurait un de ces bateaux-touristes (kobukkon), emmêlés de fer, grâce auxquels les Coréens repoussèrent les envahisseurs japonais au seizième siècle. « On a pu faire celui-là, on peut en faire d'autres », répondit-il. Et il enleva le marché. Dans la gestion de son groupe, resté aujourd'hui essentiellement une affaire de famille, et dont le président est son propre frère, M. Chung avait le même comportement, pour le moins carré.

Nouveaux conflits

Agacé par l'agitation ouvrière, il avait décidé, dimanche dernier, de fermer ses usines. Une initiative qui ne fit qu'aggraver le mécontentement : mardi, pour la seconde journée consécutive, les grévistes envahissaient les rues de Ulsan, la ville-usine de Hyundai. Montés sur des poids-lourds, ils paralyseraient la circulation pendant toute la journée, demandant la reconnaissance par la direction des syndicats libres. Certains grévistes allaient briser les vitres des maisons des représentants des syndicats organisés par la direction et brûler l'effigie de M. Chung. Lundi s'étaient en outre produits à Ulsan de violents affrontements avec la police, qui avaient fait dix-sept blessés graves.

Si, chez Hyundai, l'agitation connaît une trêve, elle se poursuit ailleurs, notamment dans la région industrielle de Incheon, non loin de Séoul. Selon le ministère du travail, 17 août, 186 nouveaux conflits de travail ont éclaté. Jusqu'à présent, le mouvement de revendication ouvrier n'a pas pris un caractère politique : de manière symptomatique, mardi, les grévistes de Hyundai chassèrent sans ménagement une trentaine d'étudiants qui étaient venus leur apporter leur soutien.

PHILIPPE PONS.

URSS

Plaidoyer pour la suppression de la peine de mort

MOSCOU
De notre correspondant

L'URSS suivra-t-elle l'exemple de la RDA, premier pays de l'Est à abolir la peine de mort ? Cette mesure décrétée par le Conseil d'Etat est-elle le 17 juillet dernier, et accompagnée d'une amnistie, doit marquer le trentième anniversaire de la RDA, le 7 octobre. Une mesure similaire en URSS à l'occasion du sixième centenaire de la révolution d'octobre, le 7 novembre, serait sans doute le meilleur effet, en tout cas pour l'opinion publique occidentale.

Un nouveau ballon d'essai à ce sujet vient d'être lancé dans le dernier numéro de l'hebdomadaire soviétique Ogoniok, l'un des fers de lance de la politique de glasnost (transparence) gorbachevienne : un juriste, M. Alexandre Yakovlev, l'un des responsables de l'Institut juridique de l'Académie des sciences soviétique, y expose des arguments bien connus des adversaires de la peine de mort en Occident.

Le pouvoir dissuasif de la peine capitale est une illusion, explique M. Yakovlev. Elle a même eu l'effet inverse en

matière de crimes économiques, la gravité de ces derniers ayant augmenté depuis qu'ils sont devenus en 1962 passibles de la peine de mort. La peine capitale a déjà été abolie dans la plupart des pays développés ; l'URSS dispose par ailleurs d'un code pénal suffisamment sévère, et, conclut M. Yakovlev, « la vie humaine est sacrée, personne, pas même l'Etat, ne doit avoir le droit de la prendre ».

Un autre hebdomadaire, les Nouvelles de Moscou, avait été en avril dernier l'un des premiers organes de presse soviétique à ouvrir ses colonnes aux adversaires de la peine de mort, en l'occurrence un écrivain, Vladimir Kardiné — qui rappelait que Léningrad, était opposé à la peine capitale et l'avait fait abolir en 1920 — et un juriste, Sofia Kéline. Pour ces deux auteurs, l'abolition de la peine suprême reposait sur des arguments non seulement juridiques et moraux, mais aussi politiques à l'heure de la perestroïka (restructuration). « Le monde entier nous regarde, écrivaient-ils. Renoncer à la peine de mort témoignera non seulement de la magnanimité de notre société, mais aussi de sa force intérieure. C'est ce qu'imposent les changements radicaux qui s'opèrent dans notre pays. »

L'opinion favorable au maintien

Mais, à la différence d'autres sujets d'actualité en URSS, la publication de ces articles n'a pas donné lieu à l'habituel « large débat », lettres de lecteurs à l'appui, dans les journaux à plus grand tirage. Il est d'ailleurs significatif que ces points de vue abolitionnistes aient été exprimés dans les deux hebdomadaires considérés comme les plus audacieux en matière d'ouverture de la presse. Tout porte à croire en fait que le public soviétique est, dans son immense majorité, en faveur de la peine de mort, déjà abolie — pour de brèves périodes — à trois reprises en URSS : en 1917, en 1920 et en 1947. Ogoniok fait d'ailleurs remarquer que de nombreuses lettres parvenues à sa rédaction démentent le maintien de la peine capitale, ou même l'extension de son champ d'application.

Contrairement à la RDA, la peine de mort — par fusillade — est encore régulièrement appliquée en URSS. Depuis le début

de l'année, la presse soviétique a rapporté au moins seize cas de condamnation à mort ou d'exécution. La plupart relèvent du fait divers crapuleux, d'autres sortent des condamnations pour corruption, une autre concerne le criminel de guerre Fedorenko, jugé pour sa participation aux atrocités du nazisme. Mais il y a aussi parmi eux un jeune étudiant kazakh, K. Ryskoubekov, jugé responsable le 18 juin de la mort d'un auditeur de la milice lors des émeutes nationalistes d'Alma-Ata en décembre 1986. Il semble qu'il n'ait pas encore été exécuté et des intellectuels polonais et tchèques ont demandé sa grâce aux autorités soviétiques. Sans parler des erreurs judiciaires, comme celles dont ont été victimes deux responsables d'une entreprise d'Azovbaskien, condamnés à mort pour une affaire de détournement de fonds et qui ont croupi trois ans en prison, avant que la cour suprême ne reconnaisse leur innocence il y a quelques semaines.

Réformer le système pénal

Cette attitude nouvelle face à la peine de mort est accompagnée dans la presse soviétique d'appels — plus nombreux — à une réforme du système pénal et de reportages sur l'inhumanité de l'univers carcéral. Le quotidien du gouvernement, les Izvestia, relevait, le 10 août, que la notion de présomption d'innocence avait disparu au fil des années en URSS, tandis que dans l'article d'Ogoniok, M. Yakovlev considère que « les peines sont beaucoup trop élevées » de manière générale. « Est-ce conforme au but que nous voulons atteindre ? demande-t-il. Dans au moins 30 % des cas, ces condamnations relèvent d'innocentes, puisqu'un tiers des détenus libérés récidivent ».

Ce juriste s'attaque aussi à l'un des deux articles du code pénal soviétique, qui ont envoyé quelques centaines, et probablement quelques milliers, de dissidents dans les camps de travail : l'article 190-1, qui réprime « l'agitation et la propagande antisoviétique ». Cet article est « moralement désuet », fait valoir M. Yakovlev, car il

concerne des activités « qui ne portent pas atteinte, ou n'atteignent pas le pouvoir soviétique » et peut même s'appliquer à « des conversations irresponsables, voire simplement stupides ».

L'indulgence de M. Yakovlev ne va pas, en revanche, jusqu'à proposer la suppression de l'article 70, qui punit les « activités antisoviétiques », car, dit-il, il s'agit d'activités préméditées destinées à porter atteinte à l'ordre social ou à l'affaiblir. « C'est-à-dire aux crimes réellement lourds contre l'Etat ».

De telles propositions n'ont jusqu'ici bien entendu été suivies d'aucune mesure concrète, de même que n'a été fixé aucun délai précis pour la réforme du code pénal à laquelle doit contribuer l'Institut juridique de M. Yakovlev. Celui-ci répond par avance à ceux qui évoquent les « bienfaits » de l'ordre stalinien : « L'ordre de cette époque n'était qu'une illusion. Les camps étaient devenus des pépinières de criminels. Peut-on appeler ordre l'arbitraire systématique ? »

(Interim.)

● URSS : la conférence sur les droits de l'homme. — L'Union soviétique a relancé, le mardi 18 août, sa proposition d'organiser à Moscou une conférence internationale sur les droits de l'homme, en s'efforçant des conditions posées en Occident pour la réalisation de ce projet. « Demander qu'il sera admis à venir en URSS à cette occasion, c'est placer la charrue avant les bœufs. Il faut s'entendre au préalable sur le principe même de cette conférence », a déclaré M. Anatoli Adamtchik, vice-ministre des affaires étrangères, au cours d'une conférence de presse. Il a souligné que l'URSS s'en tiendrait aux règles communément admises et aux dispositions adoptées lors des forums précédents de cette nature pour déterminer la qualité et le nombre des participants.

« Nous allons créer un climat favo-

nable pour que ceux qui sont véritablement intéressés par les problèmes humanitaires puissent venir ici, mais il n'y aura pas de dérogations particulières », a-t-il dit. Il a rappelé que la conception soviétique des droits de l'homme prend en compte aussi bien les droits politiques, civiques qu'économiques et sociaux. — (AFP.)

● RDA : suites. — Une famille est-elle morte de quatre personnes s'est réfugiée le mardi 18 août en Bavière (sud de la RFA) à bord d'un petit avion servant à répandre des pesticides. C'est la troisième fuite en avion réussie en un mois par des Allemands de l'Est. Le 15 juillet, un pilote avait stérilisé en monomoteur la base militaire britannique de Gatow, à Berlin-Ouest ; le 16 juillet, un autre était arrivé à Hof, en Bavière. — (AFP.)

d'un navire marchand

Trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Les trois nouveaux pétroliers pénètrent dans le

Proche-Orient

Malgré l'attaque d'un navire marchand en mer d'Oman

Trois nouveaux pétroliers koweïtiens pénètrent dans le Golfe

Un navire marchand a été attaqué pour la première fois, le mardi 18 août, hors du golfe Arabo-Persique, dans la mer d'Oman, par des vedettes présumées iraniennes. Le bateau-citron *Oso Sierra*, affrété par une compagnie norvégienne et battant pavillon libérien, a été la cible de vedettes rapides dans une zone, au large des côtes des Émirats arabes unis, où deux navires ont déjà heurté des mines depuis le 10 août. Une région également où, selon Téhéran, des unités navales iraniennes ont entrepris des opérations de déminage.

Peu endommagé, l'*Oso Sierra* a pu poursuivre sa route vers le Golfe après cette attaque qui n'a fait aucune victime. Si les vedettes n'ont pu être formellement identifiées et si Téhéran a indirectement démenti son implication, la responsabilité inévitée fait peu de doute pour les experts maritimes, aussi bien à Londres que dans le Golfe. Les Iraniens parcourent régulièrement à l'entrée du Golfe pour contrôler la cargaison de certains navires y pénétrant.

Une nouvelle mine a d'autre part été découverte au large de Koweït, où un convoi de pétroliers koweïtiens passés sous pavillon américain était mardi en instance de départ sous escorte, également américaine. Parallèlement, trois pétroliers koweïtiens réaménagés aux États-Unis ont franchi vendredi le détroit d'Ormuz et ont pénétré dans le Golfe sous escorte de l'US Navy.

L'Irak a, pour sa part, intensifié ses attaques mardi contre des objectifs économiques iraniens. L'aviation de Bagdad a effectué des raids contre quatre installations pétrolières et une centrale électrique dans le sud-ouest de l'Iran.

Ces attaques, annoncées par l'état-major irakien, font suite à des bombardements similaires, dimanche et lundi. Elles ont aussi suscité une violente réaction de Téhéran, qui a affirmé sa volonté de bombarder des « objectifs économiques et militaires en Irak », conseillant à la population d'évacuer les environs de « telles cibles ».

Un porte-parole officiel iranien, cité par l'agence IRNA, a en outre condamné le « silence des organisations internationales » et appelé le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, à réagir « aux crimes de guerre de l'Irak ».

L'Irak rappelle à l'ordre par les États-Unis

C'est également aux Nations-Unies que les Irakiens se sont adressés mardi, pressant l'organisation internationale de « prendre les mesures nécessaires » à l'application de la résolution adoptée le 20 juillet dernier à l'unanimité par le Conseil de sécurité et exigeant un cessez-le-feu immédiat entre l'Irak et l'Iran. Le ministre irakien des Affaires étrangères, cité par l'agence

irakienne INA, a également demandé l'application de sanctions contre l'Iran.

Les Irakiens, par la voix du quotidien du parti Baas - au pouvoir à Bagdad - ont par la même occasion critiqué les « déclarations de certains membres permanents du Conseil de sécurité », visant de façon à peine voilée l'Union soviétique, premier fournisseur de l'armée irakienne mais peu pressé de punir Téhéran.

Mais c'est apparemment l'Irak qui s'est lui-même fait discrètement rappeler à l'ordre par les États-Unis. Un responsable américain, qui a tenu à conserver l'anonymat, a ainsi indiqué que Washington avait demandé à Bagdad de s'abstenir d'attaquer les terminaux pétroliers iraniens tant que M. Pérez de Cuellar, invité par Téhéran, poursuivait ses efforts en vue d'amener les Iraniens à accepter un cessez-le-feu.

En Europe, les relations entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas paraissent avoir quelque peu pâti de la tempête qui souffle sur le Golfe. La Haye n'a pas apprécié les récentes déclarations de membres du gouvernement britannique mettant en cause la tiédeur avec laquelle « certains pays européens » réagissent face aux menaces pesant sur la liberté de navigation dans le Golfe, et l'ambassadeur de Grande-Bretagne à La Haye s'est vu réclamer des explications. (AFP, AP, Reuters.)

M. Charles Glass admet que son « évasion » a pu être facilitée

L'otage américain Charles Glass a admis, le mercredi 19 août à son arrivée à Londres, ignorer si son « évasion » de Beyrouth, la veille, avait été ou non facilitée par ses ravisseurs, avant de remercier la Syrie pour son rôle actuel au Proche-Orient. A ses confrères qui lui demandaient s'il s'était échappé ou avait été libéré, M. Glass a déclaré au cours d'une conférence de presse : « Je ne sais pas, tout est possible, tout est entièrement possible ».

Pâle, parlant d'une voix parfois quasi inaudible, il a laissé entendre que son retour à la liberté pourrait être dû à l'amélioration du climat politique entre la Syrie et les États-Unis. « Je suis très reconnaissant à la Syrie qui fait actuellement beaucoup au Proche-Orient », a souligné le journaliste américain qui est apparu très épuisé par sa détention de soixante-deux jours.

M. Glass a appelé « les États-Unis, la Syrie et tous les autres pays impliqués au Proche-Orient à redoubler leurs efforts » en faveur de la libération

des otages occidentaux au Liban. « Je n'ai vu aucun autre otage, je n'ai eu aucune nouvelle de Terry Waite », l'envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbéry disparu à Beyrouth depuis le 20 janvier, a-t-il précisé.

A Washington, le département d'État s'est abstenu prudemment de commenter l'évasion de Charles Glass. En revanche, de sa résidence d'été de Santa-Barbara, en Californie, le président Reagan a exprimé ses remerciements « pour toute forme d'assistance assurée par les Syriens ». Jusqu'à nouvel ordre cependant, l'« évasion » de Charles Glass est considérée comme un événement isolé n'annonçant pas nécessairement la remise en liberté d'autres otages.

Pour M^{me} Joëlle Kauffmann, toutefois, elle « constitue la preuve qu'il peut y avoir des libérations malgré la crise » et « qu'il est possible de travailler avec les ravisseurs sur le terrain ».

Des versions contradictoires

BEYROUTH
de notre correspondant

Quarante-huit heures après la remise en liberté de M. Charles Glass il est encore difficile de se faire une idée claire des modalités de cette libération tant sont contradictoires les différents récits faits à ce sujet. Première version de Charles Glass : il réussit à enlever son bandeau, à faire glisser ses chaînes, sauta d'un balcon à l'autre au septième étage, déjoua la vigilance de ses gardiens, dévala dans la rue, hêle un taxi - ou apitoie deux clients d'une boulangerie (le récit n'a pas été exactement le même d'une conférence de presse à l'autre) - et se fait conduire à l'hôtel Summerland, le tout entre 2 heures et 2 h 30 du matin, dans la banlieue sud chite, en plein Bir-el-Abed, siel du Hezbollah.

Il arrive à l'hôtel déguisé, pieds nus. A partir de là, c'est le rapport de la police libanaise qui prend le relais : il appelle le médecin qui était le sien au temps où il habitait Beyrouth et qui vient l'ausculter ; puis des officiers de l'armée syrienne viennent le prendre en charge.

Deuxième version : Glass constate que la garde autour du local où il est détenu a été levée et que la porte a été laissée ouverte. Incitation évidente à l'évasion-libération camouflée.

Troisième version : Glass est relâché par ses ravisseurs comme il avait été enlevé deux mois plus tôt, à quelques centaines de mètres d'un barrage syrien qu'il atteint à pied, ce qui lui demande - il était pieds nus - une dizaine de minutes. Les soldats syriens l'emmènent au Summerland où l'attendent leurs officiers.

Dans la forme, les deux dernières versions - les deux seules plausibles

Une partie délicate

Une fois de plus, le chef de l'État syrien joue une partie délicate aux répercussions internationales. Mais les remerciements de Washington à Damas et les déclarations du ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, présentent M. Glass après sa libération, indiquent que la Syrie peut aussi tirer profit de l'épilogue de cette affaire au profit de ses gouvernements occidentaux. Un beau cadeau de Téhéran à Damas.

« Nous continuerons à œuvrer, a souligné M. Chareh, pour la libération de tous les otages étrangers au Liban. C'est pour nous une question de principe, mais il faut convenir qu'il existe une différence entre le rapt de M. Glass survenu alors que notre armée était en charge de la sécurité à Beyrouth-Ouest (que le président Assad et le gouvernement syrien ont perçu comme un véritable affront et un inadmissible défi et les cas précédents ».

Il a enfin souligné qu'il n'y avait pas de Palestiniens parmi les ravisseurs : « Je connais bien les Palestiniens et leur comportement ; ils ne figureraient pas parmi mes geôliers », a-t-il précisé.

LUCIEN GEORGES.

Le Liban abandonne les poursuites contre le principal suspect dans l'affaire de l'assassinat du président Karamé. Les autorités libanaises ont abandonné, le mardi 18 août, les poursuites contre Elie Sleibi, un déserteur de l'armée libanaise soupçonné d'avoir participé au meurtre du président Rachid Karamé. L'enquêteur judiciaire Walid Ghamra, chargé du dossier de l'assassinat, a annulé le mandat d'arrêt international lancé en juillet contre le suspect, réfugié en Suède : faute de preuves de son implication. Un autre suspect, le sergent Ibrahim Dagher, avait été remis en liberté lundi, à Beyrouth, sur l'ordre de M. Walid Ghamra. (Reuters, AFP.)

La chasse au scoop à 1 000 dollars l'heure

New-York (AFP). - Hélicoptères, avions, bateaux, envois d'équipes de douze voire seize personnes : les médias américains n'ont pas lâiné sur les moyens pour suivre les mouvements des pétroliers et des navires de guerre américains mobilisés ces dernières semaines dans le Golfe.

La chasse au scoop a parfois ses à-côtés inattendus : l'hélicoptère d'une équipe de la chaîne de télévision NBC s'est ainsi récemment posé sur un pétrolier, les journalistes voulant avoir son commandant qui lui avait répété une mine à proximité.

Le Pentagone se refuse dorénavant à donner toute information sur les mouvements des navires américains, et les équipes des grandes chaînes de télévision américaines, NBC, CBS, ABC, et CNN passent des heures à traquer les navires. NBC s'est réservé les services d'un avion, qui effectue quotidiennement deux sorties de trois heures, et d'un navire de ravitaillement en disponibilité, chargé de suivre le porte-hélicoptères « Guadalupe ».

La note est salée : un hélicoptère se loue 1 000 dollars la journée, voire 1 000 dollars l'heure dans certains cas.

Les résultats sont là : « Il faut patrouiller de l'aube au crépuscule », mais « rien à nos connaissances ne s'est passé que nous n'ayons vu relativement rapidement », estime M. Robert Murphy, vice-président d'ABC News.

M. Cheysson « ne comprend pas » pourquoi des bateaux « font des ronds dans l'eau dans le golfe d'Oman »

LECTURE (Gers)
de notre envoyé spécial

M. Claude Cheysson a participé le mardi 18 août dans le Gers au stage de formation interne organisé par le PS autour des questions de sécurité.

L'ancien ministre socialiste des relations extérieures a fait observer, à propos des relations Est-Ouest, que la tentation de la neutralité pour la RFA risque désormais d'être d'autant plus forte que M. Mikhail Gorbachev, selon lui, proposera tôt ou tard aux deux Allemandes non la réunification mais « l'évacuation des forces étrangères et une garantie de sécurité assurée par les Deux Grands ».

Pour lui, la réponse des Occidentaux à cette menace doit être d'arrêter totalement la RFA à l'Ouest pour qu'elle ne puisse plus avoir « un point de vue différent » à mettre. Il faut, a-t-il souligné, « nous mettons l'Allemagne au pied du mur sur une intégration plus poussée ». A ce passage, l'ancien ministre a lancé l'idée d'une brigade franco-allemande d'« admirable fantaisie » et a ajouté, ironiquement : « une must- ».

● IRAN : Mehdi Hachemi coupable de « l'avaroir répandu la corruption sur terre ». M. Mehdi Hachemi, l'ancien chef du Bureau d'aide aux mouvements de libération, dont le procès, qui a débuté jeudi dernier à Evin (nord-ouest de Téhéran), a pris fin lundi 17 août, a été reconnu coupable d'avoir répandu la corruption sur terre. Le châtiment prévu en Iran pour cette accusation est la peine de mort. (AFP.)

Autre secteur où trouve à s'exercer le sens de la formule de l'ancien ministre : les questions du Proche-Orient. M. Cheysson n'a pas « compris les ronds dans l'eau que font quelques bateaux dans le golfe d'Oman ». (M. Michel Rocard, qui intervenait également à Lescure, se déclare, lui, d'accord sur l'envoi de la force aéronavale française). Tentant de faire comprendre aux stagiaires la mentalité des intégristes musulmans iraniens, M. Cheysson a rappelé que ces hommes ont le sentiment d'être des « prophètes » et a lancé : « Imaginez-vous négociant avec Mobs... ».

Quant au conflit israélo-arabe, M. Cheysson a jugé qu'il y a aujourd'hui une « chance sérieuse » de négociation. Mais il a ajouté qu'Israël devra accepter l'idée d'un « petit Israël » en échange de la paix et de la reconnaissance de son importance régionale. « Il faut qu'Israël abandonne les territoires occupés », souligne M. Cheysson, qui voit là une condition de la « survie » de cet Etat, faute de quoi, confronté à la démographie dynamique de sa population arabe, Israël devra « renoncer à la démocratie ou être submergé » par la vague des jeunes générations arabes.

J.-L. A.

CORRESPONDANCE

La liberté de culte en Arabie saoudite

A la suite de notre article sur la liberté de culte en Arabie saoudite (le Monde du 28 juillet), Cheikh Abou Bakr Djahir, président de la section de propagande de l'Islam à l'université islamique de Médine, nous écrit :

Ce complément d'information devrait permettre d'éviter à l'avenir de porter des jugements hâtifs sur le prétendu manque de liberté religieuse dans le royaume d'Arabie saoudite.



- 1 PC 1512 AMSTRAD Double disquette - Monochrome Graphique - 512 KO
- 1 IMPRIMANTE AMSTRAD DMP 3180
- 1 OPEN ACCESS La must des logiciels intégrés
- 2 JOURS DE FORMATION assurés par Altitude XXI

9990 F TTC
N° 121 2278

TELEPHONEZ VITE
46.66.21.81 +
GEPi
21, rue Maréchal Bataillon
92100 ANTONY (France)

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le conflit minier est dans l'impasse

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le conflit des mineurs noirs qui a débuté le 9 août s'est durci, le mardi 18 août, avec l'échec des négociations entre le trust Anglo American et le NUM (National Union of Mineworkers) et l'intervention de la police dans une mine d'or à proximité de Welkom (à 250 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg) au cours de laquelle quinze employés ont été blessés. Les pourparlers qui avaient débuté la veille étaient justement destinés à trouver les moyens de mettre un terme aux violences de fait qui ont fait un mort et trois cents blessés au cours des neuf premiers jours de grève.

La rupture s'est produite après que les dirigeants du NUM eurent été informés des incidents de Welkom. M. Cyril Ramaphosa, secrétaire général du NUM, a expliqué que les forces de l'ordre avaient tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes sur des mineurs en train d'attendre des autobus. Anglo American a répliqué que les

affrontements s'étaient produits en dehors de l'enceinte de la mine et que jamais il n'avait été fait appel à la police.

M. Bobby Godsell, chef de la délégation du conglomérat minier, a rejeté de façon catégorique la responsabilité de la direction dans les violences et a offert de reprendre les discussions dès mercredi. De son côté, M. Cyril Ramaphosa a reproché à Anglo American de n'être pas « sérieux » dans sa promesse de mettre fin à la violence. Arguant des incidents de Welkom, il a accusé la société d'être « traître, lâche et sans pitié ».

Pour M. Cyril Ramaphosa, la situation est « volatile » et risque d'empirer. Il a assuré que les mines étaient « bouclées » et s'est inquiété de la violence, selon lui, des directions d'utiliser la violence pour écarter la grève. S'il n'est pas tout à fait impossible que les discussions reprennent sur la question de la violence, l'impasse reste totale sur le problème central des revendications salariales.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Plus vite, moins cher!

309 GTI 130CV

DERNIERS MODÈLES 1987 A PRIX CHOC

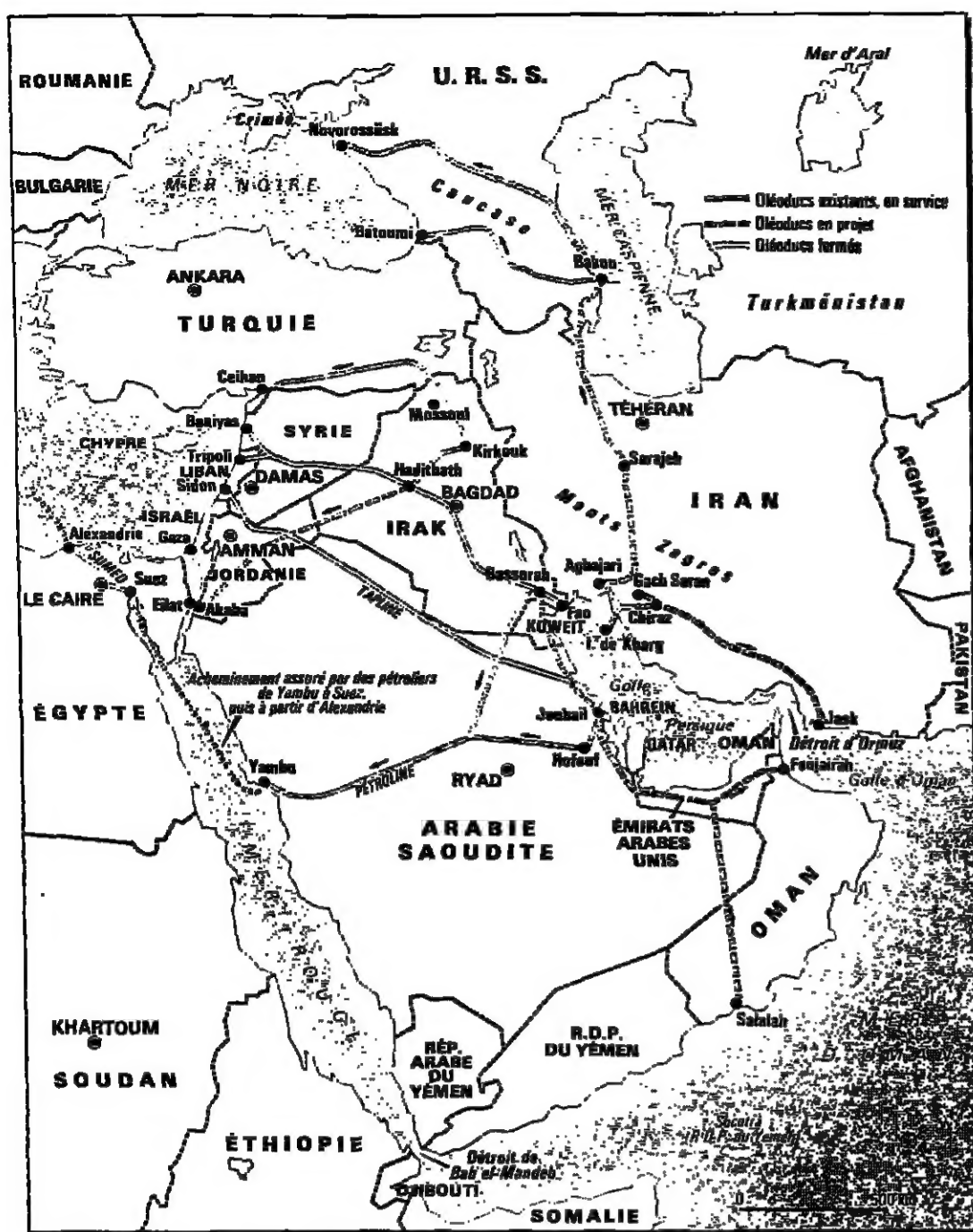
- 309 GTI ROUGE
- 205 CABRIOLET CTI BLEU AZUR
- 205 OPEN 3 ET 5 PORTES GRIS FUTURA, GRIS WINCHESTER
- 205 XT GRIS GRAPHITE, GRIS WINCHESTER ET BLEU D'ARABIE
- 305 GR GRIS FUTURA, BEIGE ANTILOPE ET BLANC
- 205 XA ET XAD
- 309 XR ET XRD BLANCHE ET BEIGE ANTILOPE

PEUGEOT NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Enquête



Cinq oléoducs stratégiques majeurs permettent aux pays du Golfe d'éviter le détroit d'Ormuz ont été construits, dont deux seulement fonctionnent actuellement, les trois autres ayant été fermés pour des raisons politiques ou militaires. Le « Tapline » (0,5 million de barils/jour), qui relie le terminal saoudien de Jubail à la côte libanaise, est fermé depuis 1975, l'oléoduc traversant l'Irak du nord au sud (1 million de barils/jour) depuis 1980, et celui reliant les champs irakiens de Kirkouk à la Méditerranée, via la Syrie (1,45 million de barils/jour), depuis 1982.

Sur une capacité théorique totale de 7 millions de barils/jour fin 1987, un peu moins de la moitié (3 millions) sont donc gelés pour des raisons politiques ou militaires. Seuls fonctionnent actuellement les deux principaux oléoducs de la région : la ligne Kirkouk-Ceïhan, qui offre à l'Irak un débouché sur la Méditerranée, via la Turquie, récemment portée à 2 millions de barils/jour, et la « pétroline », qui traverse l'Arabie saoudite d'est en ouest pour déboucher sur la mer Rouge à Yambu, d'une capacité de 2,3 millions de barils/jour. Récemment reliée à l'Irak, cette dernière évacue 0,5 million de barils/jour pour le compte de Bagdad. Pour l'heure, 4,3 millions de barils/jour seulement pour l'essentiel irakien et saoudien peuvent donc contourner le détroit.

l'essentiel irakien et saoudien peuvent donc contourner le détroit.

Cette capacité devrait passer d'ici à la fin de l'année à 6 millions de barils/jour environ. L'Irak envisage de transformer un ancien gazoduc pour acheminer son pétrole (à raison de 0,7 million de barils/jour) vers la mer Noire, en passant par l'Union soviétique. Par ailleurs, l'Irak s'est engagé avec Ryad pour construire une ligne parallèle à la « pétroline », ce qui lui offrirait un débouché supplémentaire sur la mer Rouge de 1 million de barils/jour.

Quatre autres projets à court terme, d'autres sont envisagés à plus longue échéance. L'Iran aurait entrepris de construire un oléoduc reliant ses champs de Gachsaran à Jask, sur le golfe d'Oman, au-delà du détroit. L'Irak, de son côté, négocie avec la Jordanie la construction d'une ligne débouchant à Akaba, sur la mer Rouge. Enfin, les États membres du Conseil de coopération du Golfe, Koweït et Émirats arabes unis en tête, étudient les moyens d'évacuer leur pétrole soit en se raccordant sur la « pétroline » saoudienne, soit en construisant des terminaux sur le Golfe ou la mer d'Oman. Au total, si tous ces projets aboutissent, plus de 9 millions de barils/jour pourraient à terme contourner Ormuz.

Revanche chiite ou hégémonie iranienne...

(Suite de la première page.)

Modérés en politique mais tout aussi fondamentalement en religion que les khomeinistes, les dirigeants saoudiens ont voulu croire qu'une entente serait possible avec Téhéran (1). Ils n'ont commencé à prendre conscience du radicalisme des revendications iraniennes qu'à partir de la première négociation secrète qui s'est déroulée en RFA en mai 1984 entre un de leurs diplomates, qui nous a demandé de lui conserver l'anonymat, et M. Moutchakhi, ambassadeur d'Iran à Damas devenu depuis ministre de l'Intérieur.

Dès cette première rencontre, l'Iran a réclamé un droit de regard sur les lieux saints de l'islam — La Mecque et Médine — dont les Saoudiens sont traditionnellement les gardiens, ce qui leur assure un précieux rayonnement spirituel et d'appréciables rentrées d'argent grâce à quelque trois millions de pèlerins. Le roi Fahd a opposé une fin de non-recevoir en reprenant le titre tombé en désuétude depuis le

règne de feu le roi Fayçal, de « Gardien des deux lieux saints de l'islam ».

Lors des rencontres officielles qui ont suivi à Ryad et à Téhéran, les négociateurs iraniens ont réitéré leur demande. Ils ont également souligné que la République islamique entendait être partie prenante dans toutes les décisions concernant une composante du monde musulman, y compris l'O.P.L. En effet, nous a confié le négociateur saoudien, ils estiment que les chefs d'État musulmans, tout comme M. Yasser Arafat, ne sont pas libres d'agir en dehors d'un consensus auquel l'Iran doit être associé.

Prééminence spirituelle et temporelle

Dès la rencontre en RFA, le négociateur saoudien nous a dit avoir posé la question suivante : « Si Saddam Hussein venait à disparaître, d'une façon ou d'une autre, accepteriez-vous de négocier ? » Réponse : « Qu'il disparaisse d'abord, on verra ensuite. » La question aurait été posée à nouveau par la suite — ce que tendraient à prouver les révélations de l'« Irangate » — et à chaque fois les Iraniens auraient été aussi évasifs.

« Nous avons tout fait pour obtenir la paix, notamment en cherchant à favoriser la participation de Téhéran au sommet islamique de Koweït, en janvier 1987, et une éventuelle négociation irako-iranienne, mais cela n'a rien changé. Tout en discutant, Téhéran a mis sur l'effondrement de l'Irak et le retourne-

ment de certains émirats du Golfe. Mais rien de cela ne s'est produit et nous sommes toujours aux côtés de Bagdad », nous ont dit les Saoudiens. C'est ce que le roi Fahd était venu expliquer aux dirigeants français lors de sa visite à Paris à la mi-avril.

Les dirigeants arabes que nous avons rencontrés dressent le constat suivant : les mollahs de Téhéran n'ont cessé d'exhorter les chiites d'Irak (ethniquement arabes) à se soulever ; ils ont inspiré une tentative de coup d'État à Bahrein en décembre 1981 et plusieurs attentats à Koweït ; au Liban, le Hezbollah (Parti de Dieu), qu'ils soutiennent, proclame sa volonté d'instaurer une République islamique ; lors de l'occupation de la Grande Mosquée de La Mecque en novembre 1979, une agitation s'est produite chez les 400 000 chiites du Royaume qui vivent dans la région d'El-Hassa, là où, précisément, se trouvent les principales installations pétrolières.

Au début de cette année, Téhéran a encore affirmé sa prééminence spirituelle et temporelle en effectuant des démarches diplomatiques auprès des autorités koweïtiennes pour leur reprocher de maltraiter la communauté iranienne de l'émirat, de mépriser les chiites arabes et de donner le mauvais exemple aux sunnites.

Cet activisme rappelle de mauvais souvenirs à tous les dirigeants arabes sunnites. En effet, en 930 (317 de l'hégire), les Qarmates arabes sont convaincus, néanmoins, des ambitions stratégiques et économiques des religieux de Téhéran, et lorsque ces derniers parlent du « pétrole musulman », les régimes du Golfe tra-

LE 12 mai dernier, le conseil ministériel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) lançait un curieux message. « La situation actuelle du marché pétrolier ne permet aucune complaisance », assuraient les vingt et un ministres réunis à Paris, en soulignant leurs « inquiétudes sur la sécurité énergétique à moyen terme ».

Ce signal d'alarme a priori incongru ne faisait guère recette. Après des années de crise en ritournelle, les pays consommateurs savaient depuis un an les bienfaits du pétrole à bon marché et d'une abondance énergétique apparemment sans limites.

Il a suffi de quelques jours de crise dans le Golfe au début du mois d'août pour retourner l'opinion et donner au message de l'AIE un étonnant goût de prémonition. Une journée d'émotion à La Mecque, un pétrolier américano-koweïtien touché par une mine, et le marché du brut, pourtant vacciné par trois ans de guerre des tankers et plutôt menacé d'engorgement que de pénurie, s'est brutalement emballé, réveillant le spectre d'un troisième choc pétrolier aux conséquences redoutables pour l'économie mondiale.

Certes la tension est vite retombée et les cours du pétrole ont retrouvé en moins de deux semaines un niveau raisonnable, proche du prix d'équilibre fixé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (18 dollars par baril). Contrairement à ce qui s'était passé en 1979-1980, les spéculateurs en ont cette fois été pour leurs frais, ce qui montre d'ailleurs à quel point le marché pétrolier s'est retourné depuis sept ans. Bref, une simple alerte.

Mais un avertissement salutaire. Quelques années d'aisance et la baisse des prix de l'énergie avaient trop vite fait oublier aux pays consommateurs leur incontrournable dépendance vis-à-vis de l'une des régions du globe les plus instables politiquement. En dépit des efforts colossaux déployés par l'Occident pour s'affranchir de cette contrainte, le Golfe arabo-persique et son verrou géographique, le détroit d'Ormuz, demeurent, quatorze ans après le premier choc pétrolier, la clé de l'approvisionnement mondial et un enjeu stratégique et économique majeur.

Beaucoup a été fait depuis plus de dix ans pour « oublier

Ormuz ». Grâce aux économies d'énergie, au développement du nucléaire, du charbon, etc., et aussi au ralentissement de la croissance, la consommation de brut de l'OCDE a été inférieure de plus de 5 millions de barils par jour (12,5 %) à celle de 1973, soit l'équivalent des productions saoudienne et koweïtienne réunies. D'autres gisements pétroliers ont été développés dans le Nord (Alaska, mer du Nord), mais aussi dans le tiers-monde (Mexique, Angola, Colombie, etc.), ramenant en dix ans la part de l'OPEP dans la production mondiale de 52 % en 1976 à 32 % en 1986 et celle du Proche-Orient de 37 % à 22 %. Enfin, la dépendance pétrolière des pays de l'OCDE, c'est-à-dire la part de leur consommation totale d'énergie couverte par les importations de brut, a été ramenée de 35 % en 1975 à 22 % en 1986.

Pourtant, la vulnérabilité de l'Occident vis-à-vis du Golfe reste énorme. Il suffit pour s'en persuader de calculer les répercussions d'une fermeture totale du détroit d'Ormuz. On a beau additionner les capacités de tous les oléoducs disponibles dans la région, ajouter toutes les capacités de production mobilisables en dehors de la zone, rien à faire, il manque toujours au bout du compte quelque 2 à 3 millions de barils par jour — l'équivalent des consommations de la France et du Benelux — qu'il faudrait, pour répondre aux besoins mondiaux, puiser dans les stocks, déclenchant pour le coup une belle panique !

En cas de blocage du détroit...

Les six pays riverains du Golfe, Arabie saoudite en tête, restent en effet, et de loin, les premiers exportateurs mondiaux : 10 millions de barils/jour vendus à l'étranger en 1986 (sur une production totale de 12,5 millions), soit environ 41 % de tout le brut échangé dans le monde. Tout ne transite pas, bien sûr, par le détroit. Mais les oléoducs en état de fonctionnement, c'est-à-dire pour l'essentiel les deux lignes débouchant l'une sur la mer Rouge à Yambu (Arabie saoudite), l'autre sur la Méditerranée à Ceïhan (Turquie), n'ont qu'une capacité limitée : 3,5 millions de barils/jour au total, dont 2,1 millions effectivement utilisés l'an

Les enjeux de la guerre Oublier

dernier, capacité portée dès l'automne prochain à 4,3 millions de barils/jour grâce à la nouvelle extension de l'oléoduc Kirkouk-Ceïhan. Les autres lignes sont soit fermées pour des raisons politiques, soit encore en projet (voir carte).

Une vulnérabilité réelle

La vulnérabilité des principaux pays consommateurs (Europe et surtout Japon) demeure donc réelle à court terme. Elle sera encore beaucoup plus cruciale d'ici à la fin du siècle. A cela une raison simple : le Proche-Orient et surtout les pays riverains du Golfe détiennent, à eux seuls, 57 % des réserves mondiales prouvées de brut et la quasi-totalité des réserves en pétrole à bon marché (à un coût allant de 0,5 à 4 dollars par baril contre 5 à 20 dollars en mer du Nord).

L'Arabie saoudite, avec près d'un quart du total, et les trois autres principaux producteurs de la région (Koweït, Iran et Irak) ont tous plus de soixante-dix ans de pétrole en terre, alors que la moyenne mondiale ne dépasse pas trente-trois années, que l'URSS n'a que treize années de production devant elle, les États-Unis moins de neuf ans et la Grande-Bretagne à peine six. Sauf découverte majeure, considérée comme improbable par tous les géologues, les pays occidentaux devront donc inévitablement faire appel de façon massive au pétrole du Proche-Orient pour assurer leur approvisionnement d'ici à la fin du siècle.

Même si la croissance pétrolière, la consommation augmentera, ne serait-ce que pour répondre aux besoins des pays en développement, et ce d'autant plus vite que les prix seront plus bas. Dans le même temps, la production des nouvelles régions pétrolières (mer du Nord, Alaska, etc.) diminuera inexorablement d'ici quelques années, compte tenu de l'état des réserves. Résultat : l'appel au pétrole de l'OPEP devrait augmenter d'un bon tiers d'ici à 1990, passant de 17 millions de barils/jour en 1986 à 23 ou 24 millions, et encore de 53 à 75 % d'ici à l'an 2000 (de 26 à 30 millions) selon les calculs de l'Agence internationale de l'énergie.

L'essentiel de cette demande supplémentaire proviendra forcément du Golfe, qui possède les capacités inexploitées les plus larges. « Au niveau actuel des investissements, les capacités excédentaires de production disparaîtront avec le temps, et un retour sur les réserves du Proche-Orient sera alors inéluctable », estime M. André Giraud, ministre de la Défense, dans son livre *Géopolitique du pétrole et du gaz* (1).

Oublier Ormuz ? Ce n'est pas pour demain. Quelle que soit l'importance des projets d'oléoducs envisagés par tous les États riverains pour s'affranchir de cette menace latente, ils ne parviendront, au mieux, qu'à compenser à peu près la hausse inévitable des volumes vendus. Le Golfe exportera en 1990 au moins 13 à 14 millions de barils/jour, et en 2000 de 15 à 20 millions, contre 8 à 10 actuellement. De ce total, 9 à 10 millions de barils au maximum pourront éviter le détroit d'Ormuz, en admettant que tous les projets d'oléoducs aboutissent.

PAUL BALTA.

(1) Le Monde du 4 août.

Golfe arabo-persique Ormuz ?

Le détroit d'Ormuz, qui sépare le golfe Persique de l'océan Indien, est une zone stratégique majeure. C'est par là que passe le pétrole venant du Proche-Orient vers l'Europe et le Japon. Or, depuis quelques années, la région est devenue une zone de tension. L'Iran, qui contrôle une grande partie du littoral du détroit, a déclaré qu'il pourrait fermer le passage si ses intérêts étaient menacés. Cette menace a provoqué une grande inquiétude dans les pays consommateurs de pétrole. Les États-Unis, qui ont une grande base militaire à Oman, ont réaffirmé leur engagement à protéger le libre passage du pétrole. La situation est donc très tendue et on s'attend à ce qu'elle se dégrade encore.

Le détroit d'Ormuz est une zone stratégique majeure. C'est par là que passe le pétrole venant du Proche-Orient vers l'Europe et le Japon. Or, depuis quelques années, la région est devenue une zone de tension. L'Iran, qui contrôle une grande partie du littoral du détroit, a déclaré qu'il pourrait fermer le passage si ses intérêts étaient menacés. Cette menace a provoqué une grande inquiétude dans les pays consommateurs de pétrole. Les États-Unis, qui ont une grande base militaire à Oman, ont réaffirmé leur engagement à protéger le libre passage du pétrole. La situation est donc très tendue et on s'attend à ce qu'elle se dégrade encore.

Le détroit d'Ormuz est une zone stratégique majeure. C'est par là que passe le pétrole venant du Proche-Orient vers l'Europe et le Japon. Or, depuis quelques années, la région est devenue une zone de tension. L'Iran, qui contrôle une grande partie du littoral du détroit, a déclaré qu'il pourrait fermer le passage si ses intérêts étaient menacés. Cette menace a provoqué une grande inquiétude dans les pays consommateurs de pétrole. Les États-Unis, qui ont une grande base militaire à Oman, ont réaffirmé leur engagement à protéger le libre passage du pétrole. La situation est donc très tendue et on s'attend à ce qu'elle se dégrade encore.

Le détroit d'Ormuz est une zone stratégique majeure. C'est par là que passe le pétrole venant du Proche-Orient vers l'Europe et le Japon. Or, depuis quelques années, la région est devenue une zone de tension. L'Iran, qui contrôle une grande partie du littoral du détroit, a déclaré qu'il pourrait fermer le passage si ses intérêts étaient menacés. Cette menace a provoqué une grande inquiétude dans les pays consommateurs de pétrole. Les États-Unis, qui ont une grande base militaire à Oman, ont réaffirmé leur engagement à protéger le libre passage du pétrole. La situation est donc très tendue et on s'attend à ce qu'elle se dégrade encore.

Le détroit d'Ormuz est une zone stratégique majeure. C'est par là que passe le pétrole venant du Proche-Orient vers l'Europe et le Japon. Or, depuis quelques années, la région est devenue une zone de tension. L'Iran, qui contrôle une grande partie du littoral du détroit, a déclaré qu'il pourrait fermer le passage si ses intérêts étaient menacés. Cette menace a provoqué une grande inquiétude dans les pays consommateurs de pétrole. Les États-Unis, qui ont une grande base militaire à Oman, ont réaffirmé leur engagement à protéger le libre passage du pétrole. La situation est donc très tendue et on s'attend à ce qu'elle se dégrade encore.

5.80%
LES PRIX

Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.

HANLE

كتاب من الاصل

Les enjeux de la guerre
Oublier

du golfe arabo-persique
Ormuz ?

Même dans cette hypothèse, il faudrait en outre que tous les oléoducs fermés soient réouverts pour acheminer en toute sécurité tout le brut vendu en 1990. C'est d'autant moins probable que, l'expérience l'a montré, la sécurité offerte par les oléoducs est relative et étroitement liée aux événements politiques. Que l'Égypte bascule et la mer Rouge ne sera plus un débouché garanti...

Carte maîtresse de la géopolitique, le Golfe est enfin un enjeu majeur sur le plan strictement économique. Le niveau des prix du pétrole, énergie dominante et matière première la plus échangée du globe, a, on l'a bien vu depuis quatorze ans, un impact économique énorme sur la croissance et l'équilibre financier de la plupart des pays. Et le royaume saoudien en détiend la clé. « La Proche-Orient et notamment l'Arabie saoudite continuent à être le poumon de l'activité économique mondiale », note André Giraud (1).

Les événements de La Mecque

Plus encore que son poids dans le commerce ou la production de brut, c'est sa souplesse qui donne à Ryad un pouvoir décisif sur le marché et les prix du brut. Grâce à l'ampleur de son potentiel inemployé et à la faiblesse relative de ses besoins financiers, le royaume est le seul pays au monde capable de réduire ou au contraire d'augmenter sa production de plusieurs millions de barils/jour de façon quasi instantanée. « Le pouvoir de l'OPEP n'est pas, comme il est souvent dit, de fixer arbitrairement le niveau des prix en dehors de toute considération de la situation du marché », note M^{me} Agnès Chevallier dans son livre *Le Pétrole* (2), il tient à sa capacité de moduler son offre de pétrole afin d'agir sur l'équilibre du marché. Cette capacité est singulièrement concentrée en Arabie saoudite.

Ce pouvoir, amplifié par l'OPEP, Ryad en a fait la démonstration depuis deux ans. D'abord en « lâchant » dès la fin de 1985 le contrôle de sa production, ce qui a déclenché un effondrement des cours en dessous de 10 dollars — le « contre-choc » pétrolier. Puis en acceptant six mois plus tard, en août 1986, de

limiter à nouveau son rythme d'extraction afin de stabiliser les prix du brut autour du prix d'équilibre de 18 dollars, avec le succès que l'on sait.

Contrairement aux « maximalistes » comme l'Iran, l'Algérie et — en sourdine — l'URSS, qui veulent arracher tout de suite les prix les plus élevés possibles, Ryad et ses alliés (le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis) souhaitent maintenir un prix modéré du brut afin de soutenir la croissance mondiale, d'encourager la consommation pétrolière et de préserver le long terme. Ayant les moyens de l'imposer, ils constituent donc pour l'Occident le seul garant d'une relative modération des prix à moyen terme. Ce n'est pas une garantie absolue : la souplesse de l'Arabie saoudite a des limites financières lorsque la production tombe trop bas (comme en 1985), ou physiques lorsqu'elle grimpe trop haut (comme en 1980). Mais c'est la seule qui soit...

C'est pourquoi l'hypothèse d'une fermeture du détroit d'Ormuz effraye beaucoup moins les milieux pétroliers et économiques, d'ailleurs incrédules, que celle d'une déstabilisation politique majeure de l'Arabie saoudite ou de ses proches voisins (par effet de contagion possible). Ce sont les événements de La Mecque, non les avatars de la marine américaine, qui ont provoqué au début du mois l'affolement des marchés.

Le basculement du royaume wahhabite, jusqu'ici pro-occidental, dans le camp iranien, voire soviétique, constituerait non seulement une menace pour l'approvisionnement énergétique mondial, mais aussi une catastrophe pour l'économie de tous les grands pays consommateurs, avec la promesse d'un troisième choc pétrolier quasi inévitable à très court terme. On comprend, dans ces perspectives, l'intérêt porté par les grandes puissances à cette région tourmentée mais vitale, véritable grenier à pétrole du monde d'ici à la fin du siècle.

VERONIQUE MAURUS.

- (1) *Géopolitique du pétrole et du gaz*, d'André Giraud et Xavier Boy de la Tour, éditions Technip.
- (2) *Le Pétrole*, d'Agnès Chevallier, collection « Repères », éditions La Découverte.

Enquête

La longue bataille du président Saddam Hussein pour l'internationalisation du conflit

Le 24 avril 1984, l'aviation irakienne attaqua le pétrolier saoudien *Safina-El-Arab*, qui venait de remplir ses douze cuves au terminal iranien de l'île de Kharg. À l'époque, les observateurs parlèrent d'une « bavure », n'imaginant pas que les Irakiens puissent s'en prendre à un navire battant le pavillon d'un pays qui n'avait jamais menagé son soutien financier et politique à l'Irak. En réalité, il ne s'agissait pas d'une bavure.

L'attaque du *Safina-El-Arab*, dont l'un des propriétaires était le prince Fayçal ben Fahd, le propre fils du souverain wahhabite, constituait un message à l'Arabie saoudite et à ses alliés du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Les Irakiens faisaient savoir, avec la manière brutale qui leur est parfois propre, qu'ils étaient désormais décidés à passer outre aux conseils de modération de leurs financiers du Golfe et qu'ils s'en prendraient à tous les navires chargeant au terminal de l'île de Kharg, quitte à susciter des représailles iraniennes susceptibles d'entraîner l'ensemble de la région dans une escalade aux conséquences imprévisibles.

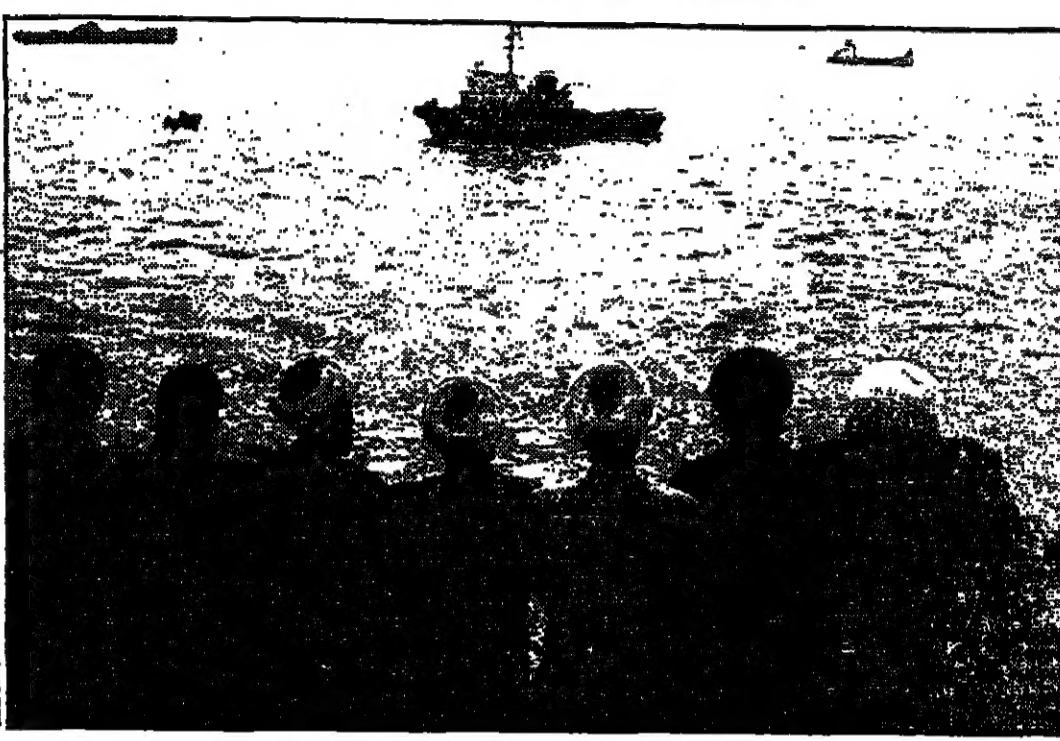
Peu désireux de se laisser enfermer dans une guerre terrestre qu'ils ne peuvent gagner, les dirigeants de Bagdad souhaitent alors étendre la guerre irano-irakienne à l'ensemble du Golfe. Ils ne craignent nullement un embrasement général, qui, selon eux, conduirait tôt ou tard à l'internationalisation du conflit, première étape d'une paix négociée que Téhéran refuse toujours d'accepter après près de quarante-cinq mois de guerre. La situation militaire leur paraît d'autant plus grave que l'offensive irakienne Auroré VI de février 1984, dont l'objectif semblait être de couper la route Bagdad-Bassorah, n'avait échoué qu'*in extremis*. Il était donc impératif pour les Irakiens de mettre en application une nouvelle stratégie militaire destinée à neutraliser la supériorité des forces terrestres iraniennes.

Le dilemme des responsables iraniens

Dès août 1982, Bagdad avait déjà décrété le blocus de l'île de Kharg en créant dans le secteur nord-est du Golfe une « zone d'exclusion ». L'idée était de priver Téhéran de sa unique source en devises étrangères, en asphyxiant graduellement le terminal de Kharg, talon d'Achille de la République islamique. À cet effet, les Irakiens avaient fait savoir aux compagnies maritimes internationales qu'ils bombarderaient « sans avertissement » tous les bâtiments, sans exception, qui se trouveraient dans cette région.

Mais, pour différentes raisons, Bagdad avait hésité à franchir le pas et à mettre pleinement en application ses menaces contre la navigation dans le nord du Golfe. Les Irakiens avaient apparemment tenu compte des nombreuses mises en garde de leurs alliés du CCG, qui, tout en appuyant en sous-main l'Irak, ne souhaitaient nullement une déstabilisation de l'ensemble de la région. De toute manière, l'aviation irakienne, qui n'avait pris livraison des cinq Super-Etendard français équipés des redoutables missiles Exocet que vers la fin de l'année 1983, avait besoin d'une période de préparation en vue de se familiariser avec ces engins perfectionnés.

L'attaque contre le *Safina-El-Arab* constitue donc un tournant dans la guerre du Golfe, qui mérite désormais son nom. L'avertissement est en effet pris très au sérieux par Téhéran, qui menace non seulement de riposter au coup par coup, mais promet également de « créer l'insécurité dans la région » et de « paralyser le trafic pétrolier du Golfe, si l'accès de Kharg est rendu impossible ». Selon Bagdad, plus de deux cents bâtiments contrevenant au blocus de Kharg avaient été attaqués entre août 1982 et



Face aux manœuvres navales iraniennes dans le Golfe.

avril 1984, mais la plupart des cibles flottantes visées étaient des petits navires iraniens, grecs, turcs, indiens, atteints près du port de Bandar-Khomeini. Cette fois, les cibles touchées sont de gros pétroliers (dix-neuf atteints en un mois — du 24 avril au 25 mai, — dont quinze par l'aviation irakienne) ayant chargé à l'île de Kharg ou au terminal saoudien de Ras-Tanoura.

Les dirigeants iraniens se trouvent devant un redoutable défi. Pour la première fois depuis l'opération « Jérusalem », qui, en mai 1982, avait débouché sur la libération de Khorramshahr et la reconquête de la quasi-totalité des territoires occupés par les Irakiens, ils voient l'initiative leur échapper. À partir d'avril 1984, c'est l'Irak qui impose une nouvelle stratégie militaire visant non seulement à internationaliser le conflit — ce que redoute avant tout Téhéran — mais également à réduire le volume des exportations pétrolières qui alimentent la machine de guerre de l'Irak, rendant difficile, voire impossible, la poursuite de la guerre d'usure contre l'Irak.

Le dilemme des responsables de Téhéran est de taille : s'ils mettent à exécution leurs menaces de fermer de détroit d'Ormuz, une entreprise pratiquement irréalisable sur le plan technique et dont ils seraient les premiers à subir les conséquences, ils tomberaient dans le piège savamment tendu par Bagdad, qui souhaite entraîner Téhéran dans un conflit marginal contre les Saoudiens et les Koweïtiens, bref, de créer un second front dans la guerre du Golfe.

Toute la stratégie de Téhéran sera désormais d'éviter la création de ce second front qui les éloignerait de leur tâche prioritaire qu'est la chute du président Saddam Hussein. Brandissant tour à tour le bâton et la carotte, ils mettent au point une politique de riposte graduée en s'attaquant aux pétroliers qui chargent au port saoudien de Ras-Tanoura, chaque fois qu'un bâtiment est touché dans la zone de l'île de Kharg, tout en proposant aux pays du Golfe une sorte de pacte de non-agression s'ils abandonnent l'Irak à son sort.

Sans aller jusqu'à cette extrémité, les pays du Golfe — à l'exception du Koweït, soumis directement aux pressions de son puissant voisin irakien — ont peu à peu distendu leur soutien à l'Irak et pris leurs distances à l'égard d'une guerre à laquelle ils ne souhaitent à aucun prix être mêlés. L'Arabie saoudite, échaudée notamment par l'incident aérien du 5 juin 1984 au cours duquel un avion iranien fut abattu par la chasse saoudienne, multiplie les contacts indirects et directs avec Téhéran pour tenter de désamorcer la tension dans le Golfe. Et c'est peut-être à la suite

des conseils de modération de Ryad que le président Saddam Hussein, qui avait annoncé en mai 1984 comme imminente une prochaine attaque aérienne contre Kharg, mettra plus de quinze mois avant de donner suite à sa menace en envoyant, le 15 août 1985, son aviation détruire le terminal par où était alors exportée la presque totalité de l'or noir iranien. Il faudra attendre encore un an pour que l'aviation irakienne, qui domine les cieux de la région, porte la bataille plus au sud en attaquant les terminaux pétroliers de Sirri et de Larak.

Les Iraniens accusèrent à cette époque le Koweït d'avoir autorisé les avions irakiens à se ravitailler en carburant dans les aéroports de l'émirat avant d'aller bombarder Sirri et Larak. Pour eux, désormais, seuls les Koweïtiens aident l'Irak dans sa guerre contre l'Iran. À partir de fin 1986, seuls les pétroliers qui desservent les ports koweïtiens deviennent la cible des représailles iraniennes dès qu'un navire chargeant à Kharg, Sirri ou Larak est attaqué par les avions irakiens.

Un accident ou un crime parfait ?

Monacé dans ses voies de communication, sans lesquelles il ne peut survivre, le Koweït s'adresse à Washington pour lui demander d'assurer la protection de ses pétroliers. Déjà en mai 1984, au début de la « guerre des pétroliers », le Koweït, l'État du Golfe le plus soucieux jusqu'alors de maintenir ses distances à l'égard des États-Unis, jetait aux orties les considérations idéologiques, avait annoncé qu'il ne s'opposerait pas à une intervention militaire étrangère, allant même jusqu'à critiquer Washington pour « son attitude de spectateur » devant la guerre irano-irakienne.

Mais, une fois de plus, les États-Unis, peu désireux de s'engager dans le guépier du Golfe, font la sourde oreille. Ce n'est que vers la fin de février 1987, lorsque les Américains apprirent que le Koweït avait affrété trois pétroliers soviétiques, qu'ils changèrent d'avis et acceptèrent de signer un accord prévoyant l'immatriculation aux États-Unis de onze des vingt-deux pétroliers de la compagnie d'État du Koweït. En fait, il était clair que le Koweït, à l'instar de l'Irak, souhaitait l'internationalisation de la guerre du Golfe, comme le premier pas vers un règlement négocié, sous les auspices des Nations unies, d'un conflit vers lequel il était irrésistiblement entraîné. Dans ce contexte, la présence de trois pétroliers soviétiques dans le Golfe ne constitue que la feuille de vigne qui dissimule l'idée koweïtienne selon laquelle seule une intervention militaire à dominante américaine peut ramener la paix dans cette région.

Restait encore à persuader les principaux intéressés, c'est-à-dire

les États-Unis encore traumatisés par les contrecoups de l'affaire de l'« Irangate ». Harcelée par un Congrès rétif, l'administration Reagan hésite à s'engager franchement dans le Golfe. Paradoxalement, il faudra attendre la tragédie de la frégate *Stark* — attaquée le 17 mai par un avion irakien — pour que les États-Unis prennent position ouvertement en faveur des thèses de Bagdad de l'internationalisation de la guerre du Golfe. Le chef du gouvernement de Téhéran, M. Mir Hossein Mousavi, avait un peu hâtivement qualifié l'attaque contre le *Stark* de « bénédiction divine ». En fait, elle a plutôt constitué un « don de la providence » pour les Irakiens, qui la présentèrent comme le résultat d'une erreur, alors que la presse américaine s'interrogeait sur le point de savoir s'il s'agissait d'un « accident ou d'un crime parfait ».

Quoi qu'il en soit, l'affaire du *Stark* a servi de catalyseur à toute une série d'efforts diplomatiques concordants entrepris aux Nations unies et ailleurs en vue d'internationaliser la guerre du Golfe. On aurait pu imaginer qu'avec ce drame, qui a causé la mort de trente-sept marins américains, les relations entre Washington et Bagdad, déjà passablement tendues depuis l'affaire de l'« Irangate », seraient irrémédiablement compromises, ou que, tout au moins, Washington exercerait des pressions sur Bagdad pour qu'il mette fin aux attaques des navires étrangers dans le Golfe. C'est exactement le contraire qui s'est produit, et Washington s'est finalement rangé au côté de Bagdad, probablement pour se faire pardonner son flirt avec l'Iran.

La victoire des thèses du président Saddam Hussein est désormais complète. Il avait, en avril 1984, en attaquant le pétrolier saoudien *Safina-El-Arab*, lancé l'idée d'une internationalisation du conflit du Golfe. En mai 1987, en attaquant — accidentellement ou non — la frégate *Stark*, il a créé les conditions requises pour la mise en œuvre de cette internationalisation.

JEAN GUEYRAS.

5,80%
de crédit sur tous les pianos

Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.

Paris 8^e, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré. Tél. 47.06.51 94
Vélizy 21, rue Grange Dame-Rose. Tél. 39.46 00 52
Centres Commerciaux
« Hanlet Music Gallery »
« Art de vivre » 78630 Orgeval
Tél. 39 75 78 50

« Arcades » 93160 Noisy-le-Grand. Tél. 43.05.20.79
« Vélizy 2 » 78140 Vélizy. Tél. 39.46 26 87

HANLET

LE PRINCE ET LE GRIOT
Expériences et espérances africaines
Paul BLANC
15,5 x 24 cm - 254 p.
Encart de 4 p. de photos - 120 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste Comte - 75006 PARIS

Politique

Les socialistes s'efforcent d'apaiser leurs querelles

Les dirigeants socialistes ont décidé de calmer le jeu afin d'éviter que ne se développe la polémique naissante provoquée par les déclarations de M. Michel Rocard à *Libération* sur les « fautes et bavures » commises par la gauche entre 1981 et 1986.

M. Rocard lui-même a dédramatisé le débat en affirmant, le mardi 18 août à Lescours (Gers), qu'il n'y avait rien de nouveau de son interview horis les accusations lancées contre M. Charles Pasqua à propos du « vrai-faux passeport » défilé à Yves Chaler dans l'affaire Carrefour du développement. Les socialistes, a-t-il dit, assument la totalité de leur passé et sont « en accord profond » sur les grands sujets qui intéressent la France. « Y a-t-il des choses dans le passé de la France dont on ne doit plus jamais parler ? a-t-il demandé. Je n'en suis pas sûr. Mais qu'on puisse en parler tranquillement, de manière décontractée, pour

savoir qu'en effet les socialistes assument la totalité de leur histoire, y compris les pages les moins sympathiques, cela fait au contraire partie de leur fierté ».

M. André Laignel, membre du secrétariat du PS, qui ne passe pas pour un ami de M. Rocard, considère ce débat comme « une affaire passée » et se satisfait de la solidarité exprimée mardi par l'ancien ministre avec son parti. « On ne fait pas une carrière politique en cultivant ses différences avec ses amis les plus proches », a-t-il cependant déclaré mercredi à Europe 1. Auparavant, le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, avait manifesté le même souci d'apaisement en affirmant que l'incident Rocard ne portait en aucun cas préjudice aux divisions au sein du Parti socialiste.

Seule faute note dans ce concert d'ama-

bilité : M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif du PS, déclare, dans une interview à *la Croix*, qu'elle redoute une candidature « anesthésiante » de M. Mitterrand qui, « avec son côté patricien et son image de président arbitre », s'inscrirait dans « le conformisme ambiant ». M. Laignel a qualifié ces propos d'« irresponsables ».

Dans la majorité, aussi bien au RPR qu'à l'UDF, on estime que les déclarations de M. Rocard à *Libération* servent le pouvoir actuel. Selon M. René Monory (UDF), ministre de l'éducation nationale, M. Rocard pousse son avantage parce qu'il pense que M. Mitterrand ne sera pas candidat. M. Monory est du même avis. Il invoque l'argument de l'âge du président pour affirmer que M. Mitterrand se retirera au terme de son mandat.

M. Rocard : Assumer le passé « même quand ça ne fait pas plaisir »

LECTURE (Gers)
de notre envoyé spécial

Un Michel Rocard en manches de chemise, lunettes sur le nez, sérieux comme un pape, montrant des taches de couleur sur une carte en expliquant : « Ici, la première armée, là, la deuxième... » C'est l'image insolite qu'offrait, le mardi 18 août à Lescours (Gers), le salon de cours du stage d'été du PS consacré à la sécurité.

Chargé de plancher sur la défense nationale, tandis que M. Claude Cheysson dressait un tableau de la situation mondiale, M. Rocard, comme à l'accoutumée, a pris son rôle très au sérieux. Près de deux heures d'un exposé divisé en multiples parties et sous-parties, sans souffler une minute, avec un strict minimum d'idées personnelles, mais une revue de détail de l'arsenal français, de ses limites dans l'évolution de ses doctrines d'emploi, de son passé, de son avenir.

Pas non plus de politique politicienne, sauf une phrase, qui, au lendemain de la polémique déclenchée par les déclarations de M. Rocard à

Libération, a fait sursauter les journalistes présents : « De vrais socialistes, ça assume tout ce qui s'est passé, même quand ça ne fait pas plaisir », a lancé l'ancien ministre à propos de la promesse non tenue de réduction à six mois du service militaire.

Cette remarque de M. Rocard préfigurait une partie de la défense qu'il a préparée pour calmer le jeu et répondre au procès qui lui est fait. Le député des Yvelines a dénoncé devant quelques micros les « commentaires malveillants » faits, selon lui, sans l'appui de citations exactes, et réaffirmé que c'est « la fierté » des socialistes d'assumer toute leur histoire, y compris « les pages les moins sympathiques ».

Distance

Il a soutenu aussi que le seul élément nouveau dans cette interview est sa ferme condamnation de l'attitude de M. Pasqua dans l'affaire du Carrefour du développement. Il s'est ensuite expliqué plus longuement, à huis clos cette fois, devant les stagiaires du PS, qui n'avaient pas caché leur trouble devant ses déclarations.

Jugeant que les journalistes ont grossi ses propos et promettant qu'à l'avenir il mesurerait ses paroles, le

candidat à l'élection présidentielle s'est, sur le fond, défendu d'exprimer une divergence par rapport au parti et a remarqué, que si ses déclarations étaient reçues ainsi, il était prêt à en débattre.

M. Rocard a affirmé que la gauche ne doit pas se laisser dépasser du thème de la morale et a demandé aux stagiaires s'ils pensaient vraiment qu'il aurait dû éluder la question de la morale politique. Si tel n'est pas le cas, a-t-il continué, il n'était pas possible de faire d'autre réponse.

Il reste que ce nouvel incident est une conséquence logique de la ligne de conduite adoptée par M. Rocard et ses collaborateurs, qui veulent créer une relation directe entre le candidat et l'opinion et ne souhaitent pas que l'ancien ministre apprenne comme le candidat d'un parti.

Plus que la teneur de ses propos, c'est précisément le sentiment de distance croissante que le maître de Conflans-Sainte-Honorine prend avec son parti qui a choqué des militants ou des dirigeants. Il est vrai, aussi, qu'en choisissant cette ligne de conduite, M. Rocard facilite le travail de ses adversaires au sein du PS. « Il nous offre un boulevard », juchait mardi l'un des stagiaires, un partisan de M. Laurent Fabius.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

Pour un couplage franco-allemand

(Suite de la première page.)

Le second terrain sur lequel nous devons progresser est la défense. L'objectif est de renforcer la sécurité européenne, elle-même liée à la construction de l'Europe. Les propositions récentes de M. Gorbatchev, l'évolution des données stratégiques et technologiques, la réflexion de nos voisins, la nôtre, doivent nous conduire à progresser.

S'agissant de la coopération en matière d'armement, l'espère que l'automne verra conclure définitivement la décision de construire l'hélicoptère franco-allemand. D'autres programmes communs de recherche et d'industrie doivent être bâtis ensemble, non seulement avec la RFA mais avec nos autres partenaires, pour être plus efficaces et abaisser les coûts. Pourquoi ne pas établir une sorte de Bui Européen Act, qui obligerait les douze pays de la Communauté à acheter en priorité des matériels militaires européens sauf s'il n'existe pas sur notre continent les équipements nécessaires ?

Nous devons avancer aussi sur le plan de la coopération militaire. Il y a quinze ans, une brigade mixte franco-allemande aurait été difficilement concevable ; elle vient d'être proposée par le chancelier Kohl et c'est une bonne idée. Elle peut constituer l'embryon d'une meilleure coordination de nos forces. Des consultations avec nos voisins ont déjà été prévues à propos de l'armement français préstratégique. On peut envisager à terme une réduction sensible de ces armes à courte portée, avec l'ordre des négociations suivant : double option zéro, réduction des arsenaux centraux des deux grandes puissances, destruction des stocks d'armes chimiques, diminution des déséquilibres conventionnels, réduction voire élimination des armes nucléaires de courte portée.

Quant à notre garantie nucléaire, il appartient au président de la République française, le moment venu, de décider s'il entend considérer le territoire de l'Allemagne de l'Ouest jusqu'à l'Elbe comme aussi décisif pour notre défense et pour notre liberté que le territoire même de notre pays. C'est en tout cas ma conviction.

LAURENT FABRIS.

M. Queyranne : serrer les coudes

Le Parti socialiste doit rester « soudé » et « uni », a déclaré, le mardi 18 août, à France-Inter, M. Jean-Jack Queyranne.

Réagissant aux déclarations de M. Michel Rocard, le porte-parole du PS a écarté tout risque de division au sein du Parti socialiste : « Dans les circonstances actuelles, a-t-il commenté, le PS doit se montrer au maximum uni et essayer de parler de la même voix. Il ne faut pas cultiver à l'excès ses différences. Tout le monde a intérêt à se serrer les coudes (...) parce que l'élection de 1988 sera décisive et les socialistes bront unis à cette bataille politique ».

M. Laignel : contre la culture « des différences »

Invité, le mercredi 19 août à Europe 1, M. André Laignel, membre du secrétariat national du PS, s'est félicité des dernières déclarations faites mardi par M. Michel Rocard qui, selon lui, a manifesté sa « solidarité avec le PS ». « Les choses ont repris leur cours normal », a dit M. Laignel.

Revenant sur l'interview de M. Rocard à *Libération*, lundi, le député socialiste de l'Indre a estimé que le dossier de *Rainbow Warrior* était « une affaire passée ». « Tous les socialistes reconnaissent qu'il y a eu des erreurs entre 1981 et 1986 », a-t-il ajouté, en les plaçant « sur le plan économique », en matière de « sécurité sociale » et dans le domaine des « réformes de société ».

M. Laignel a énoncé « un axiome général » : « Les socialistes sont destinés à être une force de progrès, à ne pas faire une carrière politique en cultivant des différences avec ses amis les plus proches ». Maire d'Issoudun et mitterrandiste, il a affirmé qu'« il n'y aura qu'un candidat du PS » à l'élection présidentielle, M. Rocard, en déclarant : « On ne fait pas une carrière politique en cultivant des différences avec ses amis les plus proches ». Maire d'Issoudun et mitterrandiste, il a affirmé qu'« il n'y aura qu'un candidat du PS » à l'élection présidentielle.

M. Laignel a insisté sur le fait que le candidat du PS à l'élection présidentielle sera élu « par la République » et non par le peuple. « M. Laignel, qui a fustigé les « propos irresponsables » de M^{me} Marie-Noëlle Lienemann (lire ci-dessous), considère que tout candidat socialiste se présentant à l'élection présidentielle sans l'aval des militants socialistes « s'excluerait de lui-même » du PS.

Le dirigeant socialiste a dénoncé « la légitimation d'une partie de la droite classique » et a appelé à la constitution d'un « front du refus » aux thèmes du Front national.

M^{me} Lienemann : une candidature Mitterrand serait « anesthésiante »

Dans un entretien au journal *la Croix* daté du mercredi 19 août, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, députée européenne, membre du bureau exécutif du PS et rocardienne, explique que M. Michel Rocard « est le meilleur candidat pour la gauche en 1988 », tout en exprimant ses craintes d'une « candidature anesthésiante de Mitterrand ».

« Michel Rocard, juge-t-elle, est le seul qui puisse entraîner une remise en cause des habitudes de la classe politique, une rénovation de la gauche et une réaffirmation de la société française. Je crains que François Mitterrand, avec son côté patricien et son image de président arbitre, ne contribue au contraire à entretenir le conformisme ambiant ».

Estimant que « Michel Rocard n'a rien à perdre à parler vrai », M^{me} Lienemann affirme toutefois qu'il n'est pour elle pas question de suivre le député des Yvelines dans une candidature dissidente : candidat « dans le PS, oui. Hors du PS, non ».

Nouméa privée de Harlem Désir La CNCL renvoie la balle à RFO

La CNCL a indiqué, le mardi 18 août au soir, à la suite de l'annonce de la non-diffusion de Nouvelle-Calédonie, par Radio-France outre-mer, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le mercredi 19 août, avec Harlem Désir, président de SOS-Racisme, (le *Monde* du 19 août), que « chaque président de chaîne nationale demeure responsable de la manière dont il convient d'appliquer les recommandations qui lui sont adressées avant l'ouverture d'une campagne électorale ».

La direction de RFO a décidé, en effet, de ne diffuser aucune émission jusqu'au 13 septembre, date du référendum d'autodétermination. Cette décision, nous a indiqué, mardi en fin de matinée, M. Jean-Claude Michaud, PDG de RFO, faisait suite à une recommandation de la CNCL, exigeant, selon lui, « une programmation politiquement équilibrée », sinon « acceptée », dans la période précédant le référendum.

Dans un communiqué, la CNCL rappelle que, le 13 juillet, elle a adressé à RFO une recommandation rappelant notamment que « la couverture de l'actualité politique, en dehors des émissions de la campagne officielle, demeure soumise, en ce qui concerne l'actualité nationale, à la règle générale de l'égalité entre les interventions du gouvernement, des partis de la majorité et des partis d'opposition ».

M. Julien Dray, vice-président de SOS-Racisme, nous a fait part de son « ahurissement », de sa « surprise » et de son « étonnement » face à la décision de RFO.

Le Front national, pour sa part, proteste contre le passage de Harlem Désir dans cette émission. Il dénonce la « complaisance » d'Antenne 2 « à l'égard d'un activiste sans légitimité » que ce parti d'extrême-droite appelle « Jean-Philippe », son « vrai nom » selon lui. « Les Français vont comprendre que l'antiracisme de Jean-Philippe Désir n'est en fait qu'un racisme anti-français », poursuit le FN.

Communication

Le budget de Radio-France Internationale L'Etat consentirait une dotation supplémentaire de 25 millions de francs

Ah, le parfait front commun ! Sans doute faut-il attendre l'époque rituelle des arbitrages budgétaires pour observer entente si cordiale entre la direction d'une société publique de l'audiovisuel et l'ensemble de son personnel.

Pourtant le fait est là et le cas de RFI ne déroge pas à la règle qui a vu PDG et salariés dans le même élan et la même détermination pour défendre pied à pied le budget de leur radio, fixée pendant l'été par les pouvoirs publics. Un budget de 20 millions de francs, le premier, M. Tezenas du Montcel, qui se traitait en péril le plan de développement de la station. Un budget de crise, dénonçant les seconds, qui risqueraient de contraindre RFI à diminuer sa production et supprimer certains services.

Réunies, mercredi, les réunions de M. Tezenas du Montcel à l'adresse de plusieurs ministres — dont le premier — les alertant des risques qu'un budget en diminution ferait peser sur l'action radiophonique internationale ; lettre de soutien du ministre des affaires étrangères, M. Bernard Raimond, rappelant l'enjeu que représente la présence de RFI dans le monde. Bref, voilà qu'on apprendrait mardi soir que l'Etat accorderait à la radio une dotation supplémentaire de 25 millions de francs de l'ordre de 20 à 25 millions de francs.

Une surprise de taille pour la direction et le personnel de la radio qui tablèrent plutôt sur un budget en baisse (en francs constants) par rapport à 1987. Cette dotation supplémentaire devait en effet permettre d'amorcer la construction d'un centre d'émission à la Réunion.

Un projet qui n'avait pu être réalisé dans le cadre du plan quinquennal lancé en 1982, mais que

M. Tezenas du Montcel avait inscrit parmi les mesures prioritaires d'un nouveau plan. Construit après l'émission de l'Assemblée — déjà finisée — le centre de la Réunion permettrait ainsi d'arroser notamment Madagascar, la Corne de l'Afrique, le Golfe, la Tanzanie et l'Afrique du Sud.

Cette dotation nouvelle en capital ne fait cependant pas oublier à RFI plusieurs problèmes cruciaux. D'abord, celui de la non-actualisation de ses crédits de fonctionnement, alors que la radio prévoit des hausses diverses comme celles de son loyer ou des abonnements d'agences. Celui de ses effectifs croissants, puisque l'application systématique du taux de diminution dans le service public pour 1986 et 1987 aboutit à la disparition de quinze postes à RFI. Quinze emplois qui, affirmant à la fois les syndicats et la direction, condamneront RFI à diminuer sa production.

A quoi bon créer de nouveaux relais et centres d'émission si la programmation ne suit pas et si l'émission impossible d'envoyer à destination des nouveaux pays arrosés des programmes plus adaptés. La productivité étonnante de l'équipe de RFI (saluée d'ailleurs par l'inspection des finances et la Cour des comptes) ne pourrait à elle seule compenser les départs.

Abandonner le programme en serbo-croate, commenté il y a peu ? Les émissions en polonais, voire en russe ? Les menaces de M. Tezenas du Montcel étaient sans doute excessives. Mais leur ambition est de taille. Les syndicats mobilisés. Encore la dotation surprise — si elle se confirme — devrait-elle en partie rassurer l'entreprise.

ANNICK COJEAN.

Le « Mini-journal » de Patrice Drevet sur TF 1 est supprimé

Le « Mini-journal » de Patrice Drevet disparaît de la grille de TF 1. Créé il y a trois ans, ce bref survol de l'actualité, à l'intention des jeunes, mais tambour battant et sur un ton « branché », par l'animateur avait pourtant réussi à imposer.

Cette réussite ne semble pas avoir convaincu la direction de l'information de TF 1, qui justifie sa décision d'arrêter l'émission à partir du 4 septembre en invoquant sa trop grande proximité avec le journal de 20 heures, son audience plutôt faible (environ 8 %), la concurrence des autres chaînes (avec leurs séries américaines) et le lancement d'une nouvelle émission pour les jeunes, animée par Christophe Dechavannes.

Directrice de l'information de TF 1, M^{me} Michèle Cotta prévoit le lancement d'un nouveau magazine destiné aux jeunes. « Mais, dit-elle, il ne sera pas quotidien et ne sera pas diffusé à la même heure ».

M. Robert Maxwell rachète deux maisons d'édition britanniques. — M. Robert Maxwell, patron du groupe de communication British Publishing and Communication Corporation (BPCC), a annoncé, le mardi 18 août, qu'il avait acheté pour environ 250 millions de francs les éditions Oyez Press et Aberdeen University Press, qui appartiennent précédemment à la compagnie britannique d'ameublement Britannic. M. Maxwell a récemment échoué dans sa tentative de prise de contrôle de la maison d'édition américaine Harcourt Brace Jovanovich.

« La Lettre quotidienne de l'Expansion » arrête sa parution

La direction du groupe Expansion a décidé, le lundi 17 août, d'arrêter la parution de l'une de ses trois publications quotidiennes, la *Lettre quotidienne de l'Expansion*. Cette lettre confidentielle, créée au printemps 1986, revendiquait deux mille abonnés. Son budget était en équilibre.

Cependant, depuis le rachat en mars de deux autres quotidiens, *l'Agf* et *la Tribune de l'économie*, un choix stratégique se posait à la direction du groupe Expansion. MM. Jean-Louis Servan-Schreiber et Jean Boissonnat ont tranché en faveur de la relance de *la Tribune de l'économie*. Ce quotidien, qui a déjà bénéficié en juillet de la venue de nouveaux partenaires financiers (le *Monde* du 9 juillet), devrait profiter des informations jusqu'à données par la *Lettre quotidienne de l'Expansion*.

Le personnel de celle-ci — vingt salariés dont cinq journalistes permanents — sera réaffecté dans d'autres journaux du groupe. C'est le cas de la *Lettre hebdomadaire de l'Expansion*, qui renforcera sa pagination et créera de nouvelles rubriques, et de *la Tribune de l'économie*, qui doit rejoindre l'ancien rédacteur en chef de la *Lettre quotidienne*, M. Jacques Jablin.

La relance de *la Tribune* est donc presque en place : elle devrait faire passer sa diffusion de 35 000 exemplaires actuellement à 50 000 en 1988.

Y.-M. L.

Les risques du métier

Le ministre de l'agriculture, M. François Guillaume, n'est pas un paysan de salon. Continuant à s'occuper de sa ferme de Ville-en-Vermois (Meurthe-et-Moselle) dès qu'il a un moment de libre, il vient d'être victime — le 10 août — d'un taureau, qui l'a chargé sans civilité aucune et sans respect pour ses hautes fonctions.

N'ayant pas réussi à éloigner l'animal insouciant avec le traditionnel bâton du berger, M. Guillaume trouva son salut dans la fuite en sautant la clôture. Les 14 taureaux lui avaient fracassé le scapulaire de la main droite, un os du carpe. Le ministre portera un plâtre pendant cinq semaines.

Tout compte fait, les arènes de Bruxelles, où se débat la politique agricole commune, et les rencontres avec les agriculteurs exaspérés sont peut-être moins dangereuses que le simple exercice du métier d'agriculteur.

J. D.

● PCF : « Ne touchez pas au droit de grève ! » — L'Humanité du mercredi 19 août publie une déclaration du bureau politique du PCF, réuni la veille, soulignant que le rétablissement du trentième indivisible en cas de grève dans la fonction publique (le amendement Lamassoure), le jugement du tribunal de Créteil concernant la grève, cet été, des pilotes d'Air Inter (revendications « déraisonnables ») et l'ordonnance d'expulsion de grévistes d'une filiale de Saurat rendue par un tribunal de l'arrière constituent « une nouvelle étape dans la remise en cause des droits des salariés ». La direction communiste estime que « le droit de grève, l'arme ultime des salariés pour se faire entendre et respecter, est donc maintenant remis en cause, en fait et en droit ». « Des magistrats, ajoute-t-elle, prennent ainsi la lourde responsabilité de banaliser, en les couvrant du sceau de la justice, des violations répétées du droit de grève, cette conquête démocratique primordiale. » Appelant « tous les salariés à une vigilance exceptionnelle et à une riposte à la mesure de la gravité de lagression qui les vise », le bureau politique lance une mise en garde : « Ne touchez pas au droit de grève ! »

ART

sorties
la rentrée

A Cin

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

« A... »

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

A Cinecittà, Ettore Scola « Pater familias »

« **A** QUOI devrait se consacrer un vieux metteur en scène qui aime le cinéma ? A faire d'autres bons films, bien sûr, mais aussi — je pense — à essayer de comprendre quels sont ceux qui feront de bons films après lui. » C'est ainsi que débute une longue lettre écrite il y a quelques mois par Ettore Scola au producteur français André Djaoui pour le convaincre de s'associer à une entreprise qui lui tenait particulièrement à cœur. La lettre a rempli sa mission, et Scola se retrouve cet été à Cinecittà dans un rôle nouveau pour lui : patron d'un « atelier » de cinéma. En compagnie du décorateur de la Famille, Luciano Ricceri, il a créé le Studio El qui réunit une quinzaine de jeunes cinéastes de toutes disciplines, venant du clip ou du spot et n'ayant jamais encore abordé le long métrage.

Parmi les élus du Studio El, on trouve Ricky, le fils de l'un des interprètes favoris de Scola, Ugo Tognazzi, le fils de l'un des scénaristes attitrés de Scola, Age, le gendre de Scola, Francesco Laz-

zotti... La famille, en quelque sorte. Pourquoi s'en offusquer ? Pour quel bon sang mentirait-il ? Et le népotisme éclairé n'est-il pas une vertu lorsqu'il s'emploie à révéler des talents naissants ? Ces talents qui sont occupés actuellement à la réalisation quasi simultanée de six films d'une heure un quart destinés à la télévision et regroupés sous le titre général de « Piazza Navona ». « Ce sont, dit Scola, des histoires amusantes et pathétiques dans la lignée de la glorieuse comédie à l'italienne. Chacune d'elles naît et se conclut dans la même journée. Le jour où on a quitté cette fille qu'on aimait pourtant... Le jour où on a rencontré un ami perdu de vue depuis tant d'années... Le jour où l'on a cru qu'il était possible de retrouver une harmonie familiale perdue... Le jour où... C'était en quelle année ? En 1987, je crois, Piazza Navona... »

Il existe un lien entre les six épisodes. Justement, ce jour-là, on tourne un film Piazza Navona, la vedette en est Marcello Mastroianni, qui, jouant son propre rôle,

« entre » ainsi dans chaque histoire. Où l'on retrouve quelques comédiens français depuis longtemps amoureux de l'Italie, Anouk Aimée, Jean-Louis Trintignant...

Scola est partout présent, de l'écriture au tournage, au montage, au montage, en bon Pater familias qu'il est. « J'ai collaboré à tous les scénarios, dit-il, mais ce sont les jeunes qui les signent. C'est ma revanche : à mes débuts, j'ai écrit tant de scripts que d'autres signaient... »

Ses poulains ont-ils peur de lui ? Il sourit. « Non, non. Mais le plus important n'est pas là. L'essentiel c'est que lui, Scola, n'ait pas peur d'eux... » Comment se fait-il que parmi ses six « enfants » il n'y ait que des garçons ? Scola montre un bref embarras : « Ah ! oui, pas de femme... Pourtant, j'en ai cherché, un jour entier... »

Un jour, même entier, était peut-être insuffisant. Passons... Quelle est son opinion globale sur ces jeunes à qui il met aujourd'hui le pied à l'étrier ? « Ils sont bien, dit Scola. Mieux que nous étions à leur âge. Sans fétichisme, peu

tournés vers les grandes gloires du passé. Ils croient à l'image, beaucoup. A l'imaginaire, un peu. Au cinéma plus tellement. »

Dans l'odeur de miel des lauriers-roses, la stridence ensolée des cigales invite à la somnolence, à la villégiature, au farniente. Mais en cette veille du 15 août, Cinecittà ne dort que d'un œil, et Scola et sa petite bande ne se sentent pas seuls. Le grand studio vient de fêter ses cinquante ans. On y travaille comme jamais. Au hasard des douze plateaux, on rencontre les bâtisseurs de la rue des Bonnetières-Sainte-Isabelle à Paris. Sous la direction de Paola Comencini on construit le formidable décor (60 mètres de long, quinze boutiques) du deuxième acte de la Bohème que tourne son père. Une statue érotique grimace aimablement sous un pin parasol, c'est le reliquat de Sabbat, de Marco Bellocchio, cocktail de sorcellerie et de psychanalyse qu'il achève de concevoir. Un peu plus loin Mario Orfini dirige les prises de vues de Fair Game, un thriller à vocation internationale

comme son titre l'indique. Budget : 3 millions de francs. Vedette : un serpent mamba très venimeux. Plus loin encore, Giacomo Battiato poursuit la réalisation d'une éblouissante biographie de Stradivarius, Anthony Quinn, qui interprète le rôle du luthier de Crémone, ayant été presque aussi fécond que lui, tout s'arrange. Deux de ses fils sont de la partie et jouent Stradivarius jeune...

Enfin, dans des bureaux bourdonnants, Terry Gilliam, un des têtes pensantes, tourmentées et dessinantes des Monty Python, le visionnaire iconoclaste de Brazil, commence la préparation d'une nouvelle version du Baron de Münchhausen.

Sur la grande pelouse, en face de la muséolienne entrée s'alignent comme des vestiges précieux d'anciennes conquêtes, une gigantesque bombe, un lion de pierre, l'éléphant couché du dernier Fellini. Pour qui s'ouvrira bientôt ce portail monumental de jardin zoologique ? Il est tout neuf. On ne sait pas. Demain est un autre film...

D. H.

Les sorties de la rentrée

Les cinéphiles ont été frustrés. Comme la météo, les programmes ont été bien gris cet été. Heureusement, les premières sorties de la rentrée, selon l'expression aussi antinomique que consacrée, sont plus roboratives. En attendant, le 2 septembre, le dernier film de Maurice Pialat, Sous le soleil de Satan, Palme d'or au Festival de Cannes 1987, voici déjà une belle galerie de portraits. De famille, avec Ettore Scola, de monstres, avec Arthur Hiller et John McTiernan, et, bien sûr, un jeu de massacre signé Jean-Pierre Mocky.

« La Famille », d'Ettore Scola

La vie qui va

Une saga familiale qui couvre quatre-vingts ans. Les bourgeois romains de Scola sont-ils un peu nos cousins ?

UN appartement bourgeois est la vedette du dernier film d'Ettore Scola. C'est autour de lui que passent de très nombreux personnages, c'est lui que les années qui passent éparpillent le mieux. On lui fait un lifting de temps en temps en rafraîchissant ses papiers peints, en changeant ses canapés, en modernisant sa salle de bains. Mais son artère principale, le long couloir où tous les destins de la famille se croisent, reste inchangée, avec ses portes qui s'ouvrent sur des secrets adolescents, s'ouvrent sur des éclats de rire ou se ferment sur des chagrins indélébiles. L'appartement de la Famille, que l'on doit à la volonté d'Ettore Scola et au talent du décorateur Luciano Ricceri, a une forte personnalité, une réelle puissance émotionnelle. Il va être le théâtre des événements essentiels — pour ceux qui les vivent — mais mineurs en regard des convulsions extérieures, jalonnant de 1906 à 1986 l'existence du narrateur.

A la première image, on fête son baptême, et le photographe immortalise l'instant. A la dernière image, on fête ses quatre-vingts ans, et un photographe immortalise l'instant. Entre-temps, mariages, naissances, divorces, décès, la vie va chez ces gens-là que les tragédies éparpillent. On les suit, on s'y attache, ils sont sympas, propres et gentils. Bien sûr, les trois tantes sont un peu hystériques, les pauvres, elles sont restées vieilles filles. Béatrice, la femme de Carlo, est exemplaire, elle a tout compris de l'amour que son mari n'a cessé de porter à sa sœur Adriana, l'impulsive, l'artiste, celle qui est partie pour Paris...

Multitude de notations justes, de saynètes amusantes, ça tourne rond. Ce qui va moins bien, c'est le postulat même du film, son moteur. On fréquente une famille, la même famille pendant quatre-vingts ans. Or qui a jamais eu le goût et la constance de fréquenter sa propre famille durant un temps si long ? Alors, vous pensez, celle de quelqu'un d'autre ! Scola, dans un souci séduisant d'objectivité, apporte d'ailleurs lui-même les réponses aux questions que l'on se pose. A la fin, il

convie à l'anniversaire du vieux Carlo toute sa parentèle, et le patriarche ne reconnaît pas la moitié de sa descendance. Alors, vous pensez, nous non plus...

Ce problème, lié à celui — acrobatique — des maquillages, grimaçages, perruques, postiches destinés à vieillir les comédiens, et aux successions, substitutions, permutations d'acteurs (certains personnages ont jusqu'à quatre interprètes), alourdit le propos, l'enlaine dans une forme pesante, alors que le fond est irréprochable, grave et gracieux à la fois.

Scola, à vouloir trop plaider pour la pérennité, montre ici une virtuosité un peu appliquée, comme un grand pianiste qui émaille son concert de très techniques « études » de Czerny avant d'éblouir son auditoire avec des pièces où son brio peut plus librement s'exprimer.

Car il y a dans la Famille quelques scènes fulgurantes, quelques scènes magnifiques de pure comédie, où l'on retrouve toute la verve critique, toute la généreuse lucidité de l'auteur de *Nous nous sommes tant aimés*, ou d'une *Journée particulière*. Le dîner avec le prétendant français d'Adriana — Philippe Noiret désolant de pédanterie hexagonale, — le retour au bercail de l'oncle fasciste, les retrouvailles éternellement aigries mais indéfectiblement tendres, entre Carlo (Vittorio Gassman) et Adriana (Fanny Ardant). Le souper du vieillard avec son petit-fils : ces spaghetti offerts en becquée au grand-père, comme une bouchée, une bouffée de jeunesse, de gonflement et de regrets...

La vaillante « famille » nombreuse est menée sans autorité excessive par Gassman, un peu distant, très beau avec barbe (lorsqu'il joue son propre grand-père), sans barbe, avec les cheveux noirs, gris, blancs. S'y distinguent surtout les femmes, par leur présence, leur vivacité, leur adhésion à cette longue traversée. Stefania Sandrelli (Béatrice), Ottavia Piccolo (la bonne Adeline qui finit par épouser le frère de Carlo, Giulio) et Fanny Ardant, l'impétueuse Adriana, la seule qui sache mimer avec une totale vraisemblance les atteintes de l'âge.

De cette disposition, de cet effort réussi, elle peut tirer un enseignement inattendu. Plus tard, beaucoup plus tard, Fanny Ardant sera — c'est évident — une vieille dame irrésistible...

DANIEL HEYMANN.

Un entretien avec l'auteur

Retour aux aînés

A Naples, Ettore Scola effectue des repérages pour son film *Macaroni*. Un jour, il entre dans une petite boutique de brocanteur. Un vieux monsieur l'y reçoit, lui montre la photographie encadrée d'une grande famille réunie autour d'une table. La photo est ancienne, on y voit des gens d'âges divers, un petit enfant assis sur des coussins. « C'est moi », dit le vieux monsieur.

Cela m'a donné beaucoup de joie et d'émotion, dit le réalisateur. La vie avec tous ses problèmes, toutes ses épreuves, est toujours belle et digne d'être vécue. L'image peut restituer cette beauté.

De cette rencontre à Naples naquit la Famiglia.

J'y pensais obscurément depuis cinq ans à peu près. Depuis une maladie m'avait inquiété. Je recherchais l'occasion de rassembler mes souvenirs. Ma biographie n'est certes pas celle d'Hemingway, mais je me rappelle bien des détails du passé, le temps accordé à la conversation, les rencontres régulières des membres de la famille, mon père qui nous racontait son enfance.

La télévision n'existait pas. Sa voix ne provoquait pas le vide existant aujourd'hui dans les appartements où l'on ne se parle pas. Ce fut le deuxième motif, plus profond. Je crois que, chez tous les hommes, il y a les mêmes pensées, les mêmes chagrins, les mêmes tendresses. Et j'ai voulu, donc, faire un film où rien n'aurait de conclusion, où il existerait un large espace, comme un cahier de notes avec quelques dates, quelques repères.

J'ai commencé à écrire seul, puis avec mes scénaristes Ruggero Maccari et Furio Scarpelli, pour travailler sur ma mémoire. Nous écartions ce qui était trop caractéristique. Souvent, c'étaient les mêmes choses pour nous trois. En somme, il y a un tissu du souvenir qui concorde.

La Famiglia est une possibilité d'autobiographie pour ceux qui le voient. Ainsi, dans l'Unità, un député a écrit : « Je suis tout à fait éloigné de cette famille bourgeoise. Mon père était plombier. Je l'ai parfois suivi dans son travail et j'ai pu entrer comme cela dans une de ces maisons. Eh bien, je dois dire que la famille de Scola est aussi ma famille. »

Le film commence en 1906, s'achève en 1986, mais les coupes dans le temps ne sont pas forcément liées aux événements qui

ont marqué, sur ces quatre-vingts ans, l'histoire de l'Italie.

J'ai réfléchi sur le personnage principal, dit Ettore Scola. J'ai décidé de prendre un vieillard qui, en 1986, ferait le parcours du temps passé depuis sa photographie de baptême. Alors, dans le scénario, nous avons pris à rebours neuf moments, de durées diverses, selon un impératif qui était d'abandonner les événements historiques importants au profit des événements intermédiaires, où l'on sentait les effets de ce qui était déjà arrivé (ainsi la première guerre mondiale, l'instauration du fascisme, la deuxième guerre mondiale, la libération, etc.), où l'on pouvait ressentir les germes de ce qui arriverait.

On trouve des allusions, des discours historiques, mais c'est le grand appartement, la maison familiale en somme, qui représente le changement. Pour le tournage, je disposais d'un très grand décor de studio, avec toutes les pièces, l'escalier et les façades des rues extérieures selon l'orientation des fenêtres.

« L'exceptionnel n'existe pas... »

Je ne porte pas de jugement sur les faiblesses des gens du film, sur leurs défauts. Je ne suis pas d'accord quand on me dit que cette œuvre est pessimiste. Entre 1906 et 1986, entre deux photos de famille, plusieurs vies, plusieurs générations sont passées. Mais, de nouveau, il y a un petit garçon à côté d'un vieillard. C'est la vie, c'est optimiste.

Je suis persuadé que nos fils et nos petits-fils comprennent beaucoup mieux qu'il y a dix ou quinze ans l'importance et l'expérience des générations précédentes. Peut-être ont-ils besoin de retrouver une continuité, d'entretenir une relation moins agressive avec leurs aînés.

Le futur apparaît douteux, inquiétant. Les jeunes gens, les jeunes filles ne savent pas ce qu'ils vont faire. Peut-être le contact avec le passé peut-il leur servir dans le présent pour envisager l'avenir.

Tout de même, au cœur du film existe l'histoire d'un amour manqué. A la fin des années 20, Carlo (qui n'est pas encore interprété par Vittorio Gassman), se fâche avec Adriana dont il est épris. Elle part pour Paris. Carlo épouse Béatrice, la sœur d'Adriana...



appelés à décider quelque chose... qui est déjà décidé. Pour moi, le discours sur le libre arbitre — dont je ne veux pas abuser — n'est pas augustinien mais plutôt sartrien. L'existence humaine a des rythmes, des contraintes, des épisodes qu'on ne peut pas changer et qui font partie du cycle naturel. L'idée que Carlo aurait eu une autre vie s'il avait retenu Adriana dans l'escalier me fascine. Mais il ne pouvait pas la retenir.

Outre les données réelles de la société italienne (les trois sœurs, tantes de Carlo, ne se marient pas, du fait que la première n'a pas

trouvé à se caser; ensemble, elles représentent une force), il faut tenir compte du déterminisme.

Pour interpréter les rôles de Béatrice et d'Adriana, j'avais eu un moment l'idée de prendre deux sœurs jumelles, mais cela aurait causé trop de difficultés. Et puis, je cherchais moins les ressemblances physiques que les ressemblances de caractère. Alors, deux jumelles... Pour en revenir à cette histoire d'amour, je crois que l'exceptionnel n'existe pas.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

GAUMONT Ambassade — GAUMONT Opéra — GAUMONT Alésia
PARNAISIENS — FORUM Les Halles — HAUTEFEUILLE Parthé

STEVE BANNER / CHARLOTTE MCKAY / LAURE MARSAC
BERNARD PÉREZ / DOMINIQUE

LES FOUS DE BASSAN

avec STEVE BANNER

« Tout de même, au cœur du film existe l'histoire d'un amour manqué. A la fin des années 20, Carlo (qui n'est pas encore interprété par Vittorio Gassman), se fâche avec Adriana dont il est épris. Elle part pour Paris. Carlo épouse Béatrice, la sœur d'Adriana... »

— A chaque moment de notre vie, dit Ettore Scola, nous sommes

Nourriture privée de films...
a CNCL renvoie la balle à RFO

Le budget de Radu...
L'Etat consentirait une dotation supplémentaire de 25 millions de francs

Communication

Le journal...
Le film...
Le tournage...

Le tournage...
Le film...
Le tournage...

CINÉMA

Les sorties de la rentrée



Catherine Deneuve et Jean-Pierre Mocky

« Agent trouble », de J.-P. Mocky

Crimes en gros

DANS ce paysage de neige, plus blanc que blanc, l'autocar Suzanne, gage rassurant d'explorations modestes, ressemble à un fantôme en panne. Pas étonnant, il est plein à ras bord de cadavres paisibles. Cinq cents Français moyens tout à fait morts. Ça commence fort. C'est ça que se dit Adrien, routard écolo (Tom Novembre) au début du vingt-sixième film de Jean-Pierre Mocky. Adrien dépouille donc les excursionnistes de leurs biens, et ceux-ci — pour cause — ne réagissent pas.

En revanche, les responsables de l'insolite massacre se fâchent tout noir. Et exécutent Adrien. Comme dans un bon vieux polar d'Agatha Christie, l'enquête va être menée par la personne la moins armée pour ce sport dangereux, la tante du jeune défunt, ethnographe et fureuse (Catherine Deneuve). Et alors. Et voilà. S'enchaînent des épisodes angoissants et drolatiques, l'hommage au suspense hollywoodien est patent, épatant, de réjouissantes bulles de méchanceté éclatent à tout propos, polluant joyeusement l'atmosphère.

Les tueurs sont « gay » ou cardinaux, les attachés de cabinet pas nets, les vétérinaires n'aiment pas les bêtes, les antiquaires sont boiteux, les étudiants se prostituent et on les tue, tout est à peu près normal mais pas tout à fait, le moindre décor de magasin de farces et attrapes tourne au canchane brouhailleur, on glisse, on dérape vers un quotidien décalé, le fantastique n'est pas loin.

Une fois de plus, chez Mocky, les comédiens sont à la fête : Richard Bohringer, féroce et fragile, Pierre Arditi, énigmatique et les, Sylvie Joly, pathétique, et, comme toujours, Dominique Lavanant, incroyablement authentique dans l'extravagance, d'une totale générosité avec les

personnages qu'elle incarne, aussi médiocres soient-ils, formidable.

Et Catherine Deneuve? Affublée d'une affreuse perruque rousse, portant lunettes (et malgré tout ravissante, évidemment), elle plonge dans cet emploi de composition comme on se projette vers un futur que l'on attend même si on le redoute. Un jour viendra, elle le sait, où son image de marmoreenne perfection se reflète dans le miroir du temps qui passe. Déjà, ici, elle secoue le joug, elle anticipe, elle prévient : « Ce n'est pas à moi que la première ride fera peur. Des rides, j'en veux. J'en voudrai longtemps. » Touchante crânerie. Vigoureux talent qu'Agent trouble exploite joliment.

Vers le dénouement, cependant, ça se gâte. Sa passion du brouillon reprend Mocky, irrésistible. Il ne peut pas, ne veut pas terminer un film comme tout le monde, par une conclusion. Son aura de marginal prolifique, d'amar iconoclaste, en souffrirait. Puisque cette fois un producteur, un bon, un vrai (Maurice Bernart), lui a donné les moyens de ne pas tourner au rabais, lui a permis de soigner l'image, le son, de se payer une musique « hollywoodienne » de Gabriel Yared, il a bien fallu que Mocky se débrouille pour rester fidèle à sa réputation de bâcleur inspiré. Il s'est débrouillé.

Les dix dernières minutes partent en eau de caniveau. Même pas trouble comme l'agent du titre. Opaque. On n'y voit plus rien. Le pourquoi du comment de l'échec initial? Mocky s'en fout, il nous livre des bribes d'explications vagues et puis accroche le mot *Fin* vite fait. Est-ce si grave? On a ri. On s'est divertit. On a oublié ses principaux soucis. Presque jusqu'au bout. Presque, c'est déjà beaucoup.

D. H.



Arnold Schwarzenegger

« Predator » et « Une chance pas croyable »

Beaux monstres à louer



Shelley Long et Bette Midler

« Predator » et « Une chance pas croyable »

Beaux monstres à louer

COIFFÉ en brosse, menton crispé, soldat d'élite et néanmoins sans illusions, Arnold Schwarzenegger, chef d'un commando de têtes brisées, débarque dans un QG. Là, il rencontre un Noir, un vieux copain passé à la CIA, autant dire devenu rond-de-cuir, mais n'ayant rien perdu de ses muscles. Aussi, pour fêter leurs retrouvailles, le fort un bras-défer. Gros plan traditionnel des biceps gonflés, veinés, de Schwarzenegger. Il gagne. « Tu n'étais pas en Libye? », lui demande son copain. « Non, j'ai été un sauveur, pas un assassin », répond-il, et tant pis pour son ami Reagan.

Cette haute pensée ne l'empêche d'ailleurs pas, après dix minutes de film, de massacrer littéralement un groupe de guérilleros réfugiés dans une jungle non identifiée d'Amérique latine. Disons, du côté du Nicaragua. Il faut dire que, envoyé en mission avec ses hommes pour ramener trois otages, il a découvert six cadavres écorchés, pendus par les pieds en haut d'un arbre. Il est écorché, furieux.

Il ne vient pas à l'esprit des soldats d'élite que ces meurtres sauvages ne sont pas le fait des guérilleros, alors ils tuent, brûlent, saccent. Ensuite, ils cherchent à rejoindre leur hélicoptère, emmenant avec eux une prisonnière. Elle est jeune et jolie, mais les Américains semblent avoir complètement évincé toute idée de relation homme/femme. Ils s'amusent avec des grossièretés de potaches, pas davantage. Predator, de John Mac Tiernan, est un film tout public. Dans l'état actuel de la lutte contre le SIDA, il s'agit de montrer le bon exemple.

Pour cette première partie, Schwarzenegger, comme d'habitude, se moque de Rambo, et en même temps, question vaillance, il n'a rien à lui envier. Suit la longue marche dans la forêt des Petits Pouces herculeux et de leur prisonnière. Paraphrase d'Alien, un danger inconnu les guette que pressent l'un d'eux, d'origine indienne. Une créature diabolique, qui se confond avec les jeux de lumière dans les feuillages, mais foudroie tout ce qui porte une arme et déchiquette les corps, les écorche, les pend par les pieds en haut des arbres.

La forêt insondable, ses pièges, ses bruits mystérieux, son perpétuel crépuscule bruyamment éclairé par les éclats du soleil : la suspense est bien entretenu, on a peur. La créature invisible est terrifiante. Puis on l'entrevoit et, forcément, on a moins peur, d'autant plus que, par une étrange métamorphose,

elle ressemble à n'importe quel robot. A partir de là, on entre dans un délire entre BD et péplum : le troisième exploit d'Hercule, le combat singulier entre Schwarzenegger et la créature, qui essaie bien de communiquer mais ne se fait pas comprendre. Elle enlève son armure, des jets de vapeur jaillissent de ses oreilles. « Tu es une sale gueule », constate Schwarzenegger. Une gueule étrange, mais finalement pas si vilaine, presque attendrissante, et en plus cette créature sait rire...

Action, suspense et rigolade, tout ça filmé et interprété comme s'il s'agissait d'une histoire sérieuse. Un vrai bon moment à passer avec Schwarzenegger et son monstre. Et aussi, si on y tient, avec un autre monstre, autrement redoutable, Bette Midler, plus hirsute, rousse et « colchienne » que jamais dans « Une chance pas croyable », d'Arthur Hiller.

Comédienne fauchée et inculte, elle prend par hasard des cours d'art dramatique chez un professeur excentrique. Elle se trouve en rivalité avec Shelley Long, longue, fine, très PAN, très travailleuse, très ambitieuse. Elles sont toutes les deux — sans le savoir — amoureuses de Peter Coyote. C'est le seul élément crédible du film. Le reste est un puéril pastiche d'espionnage, prêtée à courses poursuites et crâneries des deux donzelles.

Chaque scène des sketches, le seul souci de la scénariste Leslie Dixon étant, semble-t-il, de ne pas faire de jaloux et de ne pas se compliquer la vie. Ce qui rappelle la vogue des films à duos, comme ceux avec Bing Crosby et Bob Hope, moins les chansons. Il y a du mouvement, un comique griffard mais pas trop, des types de personnages bien caricaturés, comme l'ex-hippy alcoolique qui fait l'indien pour touristes, Georges Carlin.

Quand même, si Leslie Dixon s'était juste un peu intéressée au film, on aurait pu mieux apprécier le charme acide et l'humour de Shelley Long, le tempérament électrique de Bette Midler pas très bien employé. Elle n'a pas grand-chose à faire, sinon courir et se déhancher, massive sur ses jambes minces (elle était enceinte quand elle a tourné).

Pourquoi des talents aussi explosifs que le sien, ou celui de Whoopi Goldberg, par exemple, ne trouvent-ils pas de scénarios à leur mesure? Les Américains suraient-ils perdu le secret du burlesque?

COLETTE GODARD.



Jean-Charles Tacchella avec les interprètes de son film.

« Travelling avant », de J.-C. Tacchella

Les « accros » de la pellicule

ILS sont trois fous de cinéma : Nino, Gilles et Donald. Ils passent leur temps dans les salles, à repérer les cadrages, les travellings et les panoramiques, les profondeurs de champ, comparant Hitchcock à Walsh ou Zinnemann à Preminger.

Jean-Charles Tacchella, l'auteur de *Travelling avant*, sait bien sûr ce qu'il raconte : lui aussi, comme ses trois morses, a « appris » le cinéma en entrant au cinéma Marbeuf à 14 heures et en en sortant à minuit, ayant vu l'écroulé, couvrant de notes son cahier de classe, quitte à revenir trois jours après pour bien voir comment Flaherty s'y est pris pour filmer les petites vagues que le derrick, en arrivant, projette sur les berges de l'étang.

Tacchella situe son film en 1948, il avait alors vingt ans et des poussières. Soit dit en passant, il ne pourrait plus aujourd'hui apprendre son métier en regardant faire les « pros », parce que les cinémas, aujourd'hui, dans leur presque totalité, ne sont plus permanents. Quand le film est commencé, après la corvée des bandes publicitaires et des caramels-menthe, les caissières bloquent la billetterie : entrées interdites, prière de revenir pour la séance suivante. La liberté d'accès aux salles n'est plus entière. C'est ici l'une des raisons du manque de talent et d'imagination de « certains » cinéastes.

Mais, en 1948, les trois mousquetaires de *Travelling avant* peuvent satisfaire leur boulimie, aux Agriculteurs, aux Ursulines et même, à partir de novembre, à la Cinémathèque de l'avenue de Messine, où Henri Langlois projette les films russes avec des sous-titres bulgares, un bonheur!

Nino et Gilles tirent le diable par la queue, ils sont « montés » du Midi, de Narbonne, par là, parce qu'à Paris il y a beaucoup plus de films, et en version originale (cela, ça n'a pas changé, Paris reste la seule ville du monde où l'on peut voir chaque semaine des centaines de films de partout).

Le troisième copain, Donald, est plus à l'aise, ses parents vivent là, il est à même d'aider un peu les deux autres. Et, bonne ficelle

du scénario, ces garçons vont rencontrer deux jeunes femmes : l'une collectionne les bobines de films qui, entreposés dans un hangar, étaient destinés à la casse, et l'autre a pour parent un exploitant de salle de cinéma, genre bougon et généreux quand même.

Le cinéma, pour une part, c'est une drogue. Un réel imaginaire. Des faisceaux de lumière qui vous arrivent dans le dos et qui vous renvoient dans le plexus des ombres, des voix. Les images et les sons du cinéma sont pourtant « naturalistes », surtout depuis que la pellicule est en couleurs (si le cinéma était de la peinture, on dirait que c'est de l'art « pompier »). Mais, en 1948, les films étaient encore en noir et blanc, ce n'était pas de l'académisme intégral. Et la lanterne magique, occulte, du cinéma, tout en vous débranchant, par des voies mystérieuses. En sortant de voir un film de Rossellini, vous aviez appris quelque chose, mais, sous vos pieds, la terre du trottoir n'était pas tout à fait ferme.

Alors la vie recommence, celle de tous les jours : un lit pour dormir, une table pour manger, et le reste. La boulimie de cinéma change-t-elle la conscience de vivre, la compromett-elle? C'est là le propos, passionnant, du film de Jean-Charles Tacchella, et ce propos est d'autant plus fouillé, cerné, que Tacchella non seulement fait preuve d'un « toucher » très rare de tous les tenants et aboutissants du cinéma, mais aussi dispose d'une « approche » extraordinaire de la vie intérieure des jeunes gens, les filles comme les garçons.

Tous les protagonistes du film ont une existence personnelle, un caractère, une âme singulière, et il faut dire que les acteurs — Thierry Frémont, Simon de la Brosse, Luc Lavandier, surtout et surtout, Alix de Konopka, Françoise Cailaud et les autres — y sont pour beaucoup. Leur jeu n'est pas stéréotypé, on sent des êtres humains plus : ils sont remarquables.

Voici un film intelligent, émouvant, d'un regard juste, un film amical.

MICHEL COURNOT.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^o Varenne
MARBRES DE RODIN
Collection du Musée
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h 45
DERNIERS JOURS JUSQU'AU 31 AOUT

LE THROMPHE - UGC Boulevard
UCC Gobelins - UGC Lyon - CONVENTION
St Charles - LES FLAMANDES Secourdes
CARRÉFOUR Pontois - ARTS Regard.
STEFANIA SANDRELLI BEN CROSS
ALBERTO MORAVIA
PLAISIRS DE FEMMES

Une offre exclusive qui concerne les
Galerias d'Art et les marchands
d'Antiquités. Nous offrons en Suisse,
VILLE Bâle, des chambres pour des
Expositions permanentes. Notre Admi-
nistration garantit les ventes, les
publications, et une clientèle interna-
tionale. Venez visiter notre Galerie à
Bâle et discuter avec nous les condi-
tions d'achat de votre place pour les
Expositions permanentes en Suisse.
Ecrivez à l'adresse suivante : Fantasy-
magasin
Artik - Kunet Handelszentrum
Römelplatz 15
CH - 4001 Basel.

RUE DE LA POTINIERE 1
ELLES SONT CULOTTES...
LE WITH G.C. Espionnage
de rire...TOUTES 7 JOURS
Des alchimistes du
verbe, Kandance
employée...VSD
L'ÉPROUVETTE
THÉÂTRE
DE LA POTINIERE
40101
M. L. L. L. L.
CLAUDE COMFORTES

FILM EN EXCLUSIVITÉ
LES FILMS ARABES ET CINÉMAS PROVENÇALS
Un film de
ETTORE SCOLA
La Famille
VITTORIO GASSMAN - FANNY ARDANT - STEFANIA SANDRELLI
la participation de PHILIPPE NOIRET

مكتبة الامم

PATRIMOINE

L'exemple italien

Le cycle infernal de la restauration

Un peu partout en Europe on restaure les monuments dégradés. Avec perspicacité. L'Italie est dans ce domaine à la pointe de la réflexion comme de la pratique. Une question reste sans réponse : pourquoi entreprendre tant de travaux coûteux si l'accélération de la consommation touristique vient les anéantir ?

LES chefs-d'œuvre de la peinture, et surtout de la sculpture murale, sont depuis quelques années l'objet d'interventions si nombreuses — parfois si spectaculaires en Italie — qu'on peut parler d'un phénomène général. Nouveau ? Non. Mais l'intervention plus ou moins bruyante des « sponsors » et l'orchestration médiatique qui la suit tendent à donner l'impression d'une mode. On s'interroge aussitôt : s'agit-il bien d'actions nécessaires et urgentes ?

L'extrême attention portée en Italie aux œuvres d'art fait qu'on s'inquiète tout à tour de leur état d'abandon, puis des risques d'un traitement malencontreux. Il y en a eu dans le passé. Aussi multiplie-t-on les expositions, les présentations, les discussions critiques — et de polémiques — sur les problèmes de restauration. Reste finalement, présente à tous les esprits, la question sérieuse entre toutes : les techniques modernes sont-elles fiables ? Leurs principes et leurs méthodes distinguent-ils radicalement — comme il le faudrait — les opérations présentes des interventions plus ou moins fautive du passé dont on se plaint.

Les ouvrages les plus célèbres ou les plus familiers sont depuis toujours les plus exposés aux manipulations du zèle. Même les marbres. Le merveilleux David adolescent de Michel-Ange semble avoir reçu d'assez bonne heure des rebuts d'or sur la chevelure et sur le feuillage dont on avait cru bon de couvrir le *genitalia* du héros biblique. On l'en a débar-

ressé par la suite, et nul n'y pense plus.

Ce n'est pas toujours si simple, comme le montre l'exposition des « Sculptures peintes » qui vient de s'ouvrir à Sienne (1). Les sculptures taillées dans le bois et entièrement revêtues de polychrome étaient la grande spécialité de la ville. Les crucifix ruisselant de « vrai » sang, les grands drapés bleu roi des madones ou écarlates des anges et des saints, répondaient à une recherche du tableau vivant, exigé par la piété et le goût réunis. Cela supposait — comme les documents le confirment — une étroite collaboration entre peintres et sculpteurs — et non les moindres, car il ne s'agit pas d'un art populaire au sens habituel (ATP, arts et traditions populaires) du mot. Mais ce qu'on admire aujourd'hui — l'accord des ors et des nappes de carmin, ces bleus sombres coupés de bandes d'azur, cet éclat de la polychromie — est toujours — ou presque — le résultat de la restauration. Quarante pièces ont été réunies justement pour en faire apprécier le bien-fondé.

L'éloquence des murs

Objet de dévotion, orgueil de l'amour-propre régional, ces statues des quatorzième et quinzième siècles ont été au cours des générations régulièrement repeintes ; et, s'il leur survient quelque accident, remaniées et réemployées. On a découvert dans une église de Sienne une statue, en peuplier, assez grande (1,44 mètre), peinte en blanc, qui avait tout l'air d'une allégorie néo-classique de la Foi. L'intuition et le savoir-faire jouant, on en a tiré une silhouette cambrée, aux drapés bleu et rouge (avec des lacunes), qui trouve sa place parmi les œuvres juvéniles de Jacopo della Quercia : une madone, très probablement. La restauration, exercice critique, explicite une découverte, appelée par le contexte historique. C'est là un cas extrême, mais il n'est pas si rare. Convaincus par les couleurs brillantes, nous ne pouvons plus supporter les bleus sales, les ocres foncés des figures — siennoises ou



Médailleur, Chapelle Brancacci, Église des Carmes à Florence.

non — qui ne sont pas encore passées par la clinique des surintendances. Notre goût évolue plus qu'on ne croit en fonction de ces impératifs.

Nous sommes au pays de la fresque ; à la différence de la France, la tapisserie ne jouait en Italie qu'un rôle secondaire dans l'habillage des sanctuaires et des châteaux. On le comprend mieux que jamais devant le décor — récemment restauré grâce aux fonds du *Fondo per l'ambiente italiano* (2) — du château de la Mantia, dans l'ancien marquisat de Saluces, au pied des Alpes. La salle baronnale est comme enveloppée de panneaux célébrant les prouesses et la vie de cour. Avec ses figures élégantes, qu'on dirait tirées d'un jeu de cartes princier, ce cycle exceptionnel illumine d'un coup la poésie des romans chevaleresques treize ou quatorze ans avant la *Ballade des dames du temps jadis*. Mais les filets d'or et d'argent avaient disparu, les couleurs s'écaillaient, la surface peinte avait besoin d'être à la

fois fixée et ranimée. Non repeinte. C'est ce qu'on a su faire.

Maintenant, il faut chaque fois une bonne âme, nous voulons dire une société généreuse, pour permettre les interventions salutaires. La maison Olivetti tient ici la vedette, tant à Milan, pour le grattage désespéré de l'épiderme de la *Cène* de Léonard — opération de longue haleine, — qu'à Florence, où s'achève cette année le nettoyage-restauration de la chapelle Brancacci, à l'église des Carmes, commencé en 1984. Cette seconde opération, dirigée par l'Institut national de Rome (professeur Baldini), plus facile à commenter, a eu davantage les honneurs de la presse et des médias ; allait-on enlever tous les repeints du dix-septième siècle ? L'élimination du feuillage qui voilait le corps nu d'Adam fut présentée comme un événement. Il s'agissait, il est vrai, de l'Adam trappu de Masaccio.

Cette chapelle a toujours été l'une des plus visitées de Florence : un lieu de pèlerinage pour

les peintres de la Renaissance, à commencer par Michel-Ange. Mais son décor a souffert : un incendie puis l'application d'un autel encombrant, qu'il a fallu arracher quand la restauration a été décidée. Des médaillons roses et clairs sont apparus. De toute façon, c'est une histoire compliquée, puisqu'il y a eu trois peintres, c'est-à-dire trois « mains », dont il faut la peine de définir minutieusement la part : l'évêque Masolino reçoit la commande vers 1426 ; son aide, le robuste Masaccio, quitta brusquement le chantier en 1428 ; Filippo Lippi termina le tout avec aisance un demi-siècle plus tard. Texte difficile, où beaucoup de savants historiens se sont emparés, mais où le heurt des styles, les trouvailles et les compromis créent un ensemble d'autant plus saisissant que les détails apparaissent mieux. Un régal pour les amateurs.

Le microclimat de la Chambre des époux

Il ne faut pas négliger le chantier de Mantoue. D'accord avec les associations locales, l'Institut central de Rome est intervenu à la *Camera degli sposi* — la Chambre des époux — du château ducal. Cette salle cubique de 8 mètres de côté, située à la pointe de l'immense bloc du palais, est l'un des plus remarquables exemples de *camera picta*, salle à décoration totale. Deux des murs étaient couverts de panneaux de cuir (disparus) ; sur les deux autres, Mantegna avait figuré deux galeries de portraits d'une incroyable acuité en rapport avec deux événements flatteurs de l'histoire des Gonzague : au-dessus s'ouvre une voûte en trompe l'œil, pleine de dorures, étourdissante à souhait. Mais on la savait en mauvais état ; humidité des murs ? Probable ; repeints fâcheux ? Comme d'habitude ; mais aussi une sorte d'anémie, des moisissures...

Les travaux, terminés au printemps, ont apporté deux informations notables. Le mur ouest, qui représentait l'arrivée du cardinal dans le paysage le plus minéral et aigu qu'on ait jamais vu, est bien peint à fresque ; mais sur le mur

nord, qui montre la famille ducal, l'analyse a révélé une technique mixte, plus un mélange à base d'huile passé *a secco* sur une préparation spéciale : ce n'est pas une fresque. Nous sommes en 1474. Le recours à cette technique mixte est tout à fait surprenant ; elle explique un certain velouté des draperies et l'éclat des accessoires, et déconcerte tout le monde.

Mais les conciliabules qui ont conclu les travaux ont soulevé une autre question. Il y a vingt-cinq ans, le palais ducal recevait un peu moins de quarante mille visiteurs par an ; aujourd'hui, près de trois cent mille. Stimulés par la publicité touristique, ils ne supportent pas de ne pas faire un tour à la *camera picta*, même au bout du palais. Un ingénieur chargé du contrôle de l'atmosphère a constaté que celle-ci évolue dangereusement avec la succession des groupes. D'où la nécessité de procéder à un contrôle, qui doit logiquement conduire à restreindre le flux des visites.

C'est la première fois que, à la suite d'une étude particulièrement serrée, cette conclusion a pu être formulée. La notion de microclimat doit être associée à ce genre de chefs-d'œuvre : ce qui exclut une consommation touristique intense, facteur d'altérations lentes et incurables. On se rappelle ce qui arriva il y a vingt ans à la grotte préhistorique de Lascaux : on l'a fermée et on a offert au public une copie parfaite : est-ce vers des solutions de ce genre qu'il faudra s'orienter ? On serait à la veille d'une incroyable révolution, s'il n'y avait pas d'autre moyen d'échapper au cycle infernal des restaurations rendues périodiquement nécessaires par l'afflux incontrôlé des foules. Il y a là, désormais, une chaîne de problèmes difficiles à éluder.

ANDRÉ CHASTEL.

(1) « Sculptures peintes » : œuvres des sculpteurs sur bois et des peintres de Sienne, 1200-1450. Quarante-six pièces, exposition organisée par Alessandro Bagnoli et Piero Torrici. Pinacothèque nationale de Sienne (jusqu'au 31 décembre).

(2) Association de protection et d'intervention pour les édifices et les espaces menacés de disparition ou d'être dégradés, la FAI a son siège à Milan.

ARCHITECTURE

La Menil Collection à Houston

Chi va piano, va sano

Le bâtiment de la Menil Collection conçu par Renzo Piano a ouvert ses portes au début de l'été à Houston, Texas. On connaît en France l'ensemble rassemblé par la famille de Menil, puisqu'il a été exposé en partie au Grand Palais voici deux ans. Le travail de l'architecte Renzo Piano est à la hauteur de cette collection.

L'UNE des plus jolies chansons composées — par ceux qui ne l'aimaient pas — lors de la naissance du Centre Pompidou fut un hymne funèbre. Elle enterrait d'un seul coup d'un seul, et la modernité, et la technologie, dont Beaubourg devait être à l'évidence le dernier et monstrueux avatar, dinosaure architectural qui marquait la fin de l'espace. L'évolution de celle-ci devait pourtant se présenter de façon exactement inverse.

Dans la floraison d'écoles antagonistes qui marque les dix dernières années, l'« hyper-technologisme » s'est révélé l'une des voies les plus fécondes et les plus originales. Sinon la moins coûteuse... Ses chefs de file, Foster, Piano, Rogers, se sont souvent trouvés associés soit au sein d'agences, soit pour des projets particuliers (ainsi Piano et Rogers pour le Centre déjà nommé), avant d'adopter une conception du métier nettement plus individualiste.

Car ce qu'on imaginait être un groupe aux idées homogènes s'est révélé former une collection de talents aux inspirations différentes, voire aux principes contradictoires. L'élégance somptueuse de Foster pour la banque de Hongkong, la somptueuse désinvolture qui régit le siège imaginé par Rogers, soudainement expressionniste, pour la Lloyds de Londres, enfin le bâtiment de la Menil Collection, mécanique de précision conçue par Piano (associé, pour la circonstance, à Richard Fitzgerald, un architecte de Houston, et aidé par ses ingénieurs habituels : Ove Arup and Partners, Peter Rice, etc.). Voilà trois exemples qui montrent l'éclatement de l'« esthétique

techno-romantique », pour reprendre l'utile expression d'un des *vade-mecum* de l'architecture moderne (1).

Expression d'autant plus utile qu'elle est décomposable. Comme si Foster était parti avec l'esthétique, Rogers avec le romantisme, et Piano avec la technique. C'est ce dernier, aujourd'hui, qui nous retient, pour avoir mis sa technique, précisément, au service de la collection de Menil. Celle-ci compte près de 10 000 pièces de toute nature, mais axes autour de quatre centres d'intérêt principal : Antiquité, art byzantin et médiéval, art primitif, vingtième siècle.

C'est ainsi qu'au Grand Palais on pouvait passer, comme on le fait à Houston, d'une statuette cycladique aux profondeurs d'Yves Klein, d'une sculpture de la côte nord-ouest de l'Amérique à une icône crétoise, ou à une peinture de Rothko... Rothko dont une chapelle conserve d'ailleurs le nom, plutôt que celui des saints qui l'habitaient, à deux pas du bâtiment de Piano.

Trois architectes avaient déjà été consultés, dont l'omniprésent Philip Johnson, auxquels M^{me} Dominique de Menil — « un client difficile à comprendre mais qui savait bien ce qu'il voulait » — confirme aujourd'hui l'architecte choisi — a finalement préféré la rigueur méthodique de l'italien Renzo Piano. Loin de se spécialiser dans un genre défini (musées, HLM, églises, centrales nucléaires...), ce Génois d'origine a à son actif des projets d'essences très variées (2) : à collection hétéroclite, architecte éclectique... M^{me} de Menil voulait un musée qui apparaisse petit de l'extérieur mais qui soit vaste à l'intérieur. Un musée qui soit un lieu « de beauté et d'enchantement », « où les objets puissent être envisagés à de multiples niveaux », « où s'établisse une relation entre œuvres et leur présentation ».

Les premières ébauches du projet Piano remontent à 1981. A l'inverse de Beaubourg et de son musée d'art moderne, le bâtiment devait préserver le secret des œuvres, et même celui de la collection, l'essentiel restant en réserve, tandis qu'un

petit nombre de pièces, deux cents à trois cents, seraient tour à tour exposées. Un retour, en somme, aux origines du musée. La rigueur, cependant, n'exclut pas le chant de l'architecture. Une habitude classique nous porte à ne la percevoir que dans les styles et les formes, c'est-à-dire dans l'épaisseur de la construction : elle nous fait oublier que la subtilité d'une mécanique peut susciter de transparence et de richesse spatiale. « L'architecture, pour qui je vendrais ma sœur », nous confiera d'ailleurs Piano, preuve italienne et verbale de la sensibilité tapie derrière le technicien.

Aux exigences du client s'ajoutaient celles du site et du climat très changeant de Houston. Il fallait que le bâtiment soit en mesure de résister aux cyclones du Texas, profite du soleil de l'Etat sans faire pour autant courir de risques aux œuvres, les milliers qui resteraient en réserve, comme les deux ou trois cents qui, tour à tour, auraient l'honneur des salles d'exposition. Pour les premières, l'abri tout trouvé, hermétique à souhait, fut placé au premier étage : une *Treasure house*, réserve à l'abri du soleil, où règne la lumière halogène. Les objets y sont jalousement protégés des agressions de la nature et des foules, tout en restant accessibles aux chercheurs ou aux groupes qui en font la demande.

Percher un coffre-fort au premier étage ne relevait pas d'un génie particulier. Il était plus complexe d'imaginer 100 000 pieds carrés de salles publiques et leurs équipements sophistiqués dans le quartier historique de Montrose, où s'est formée l'agglomération du dix-neuvième siècle. Le musée, en effet, se trouve entouré par ces maisons de bois, construites selon la technique du *balloon frame* (3), et qui nous sont devenues familières à travers les westerns. Préservées, quelquefois déplacées, celles-ci ont finalement donné comme un écran au long bâtiment de Piano.

Faisant écho au paysage texan, auquel il reste largement ouvert, l'ensemble des parois extérieures a été traité en planches de cyprès, système d'isolation et de protection qui a fait ses preuves

si l'on en croit l'entourage du musée. La couverture a fait l'objet d'une réponse plus technique : Trois cents « feuilles » de ferro-ciment, retenues par une charpente tridimensionnelle en fonte ductile, et articulées pour répondre à l'instabilité caractéristique chronique du soleil. C'est sous ces vagues de ciment, qui assurent un éclairage naturel et élément aux plus fragiles des créations humaines, que sont dispersées, savamment, les deux cents œuvres simultanément présentes ; chacune dispose ainsi de toute la place nécessaire pour être replacée dans son contexte.

A distance honorable, une *Energy House* (centrale d'énergie) rassemble toutes les machines utiles à l'heureuse transpiration et à la saine circulation d'un tel bâtiment. Ainsi, pas un bruit dans le musée sinon, pour les oreilles sensibles, celui de la circulation de l'eau. L'accumulation de tels détails laisse, par instant, penser que la perfection technique va chasser l'humain pour ne plus servir que les œuvres. Réponse de Renzo Piano : « Il est temps de penser la modernité comme la normalité (4) ».

FREDÉRIC EDELMANN.

(1) *Encyclopédie de l'architecture du vingtième siècle*, publiée sous la direction de Vittorio Magnago. Une nouvelle traduction, largement modifiée et augmentée, vient d'être publiée aux Editions Sers/Vito.

(2) Pour l'en tenir aux plus récents : des bureaux à Montecarlo Maggiori (Vienne), ou à Naples pour Olivetti ; la rénovation de locaux industriels pour le groupe Schindler, à Montreuil ; la mise en espace de l'exposition Calder, de Turin (1982), un « espace musical » provisoire pour le *Prométhée* de Luigi Nono, à Milan (1983-1984), le Palais des sports de Ravenne ou encore le fameux synchrotron de Grenoble, destiné à accueillir des particules fleunnardes à partir de 1992.

(3) Technique de construction très rapide qui consiste à édifier d'abord une charpente sur laquelle sont ensuite clouées horizontalement des planches qui se recouvrent en partie à la manière de tuiles.

(4) Pour une réponse plus complète, on se reportera à l'ouvrage de Renzo Piano, écrit avec la collaboration de Frank Renerier : *Chantier ouvert au public*, Editions Artaud, coll. « Architectures », 1985, 170 F.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

ANTONIN ARTAUD. Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 11 octobre.

VOIES DIVERSES. Acquisitions récentes du Musée national d'art moderne. Galeries contemporaines, r.d.-ch. mezzanines. Jusqu'au 30 août.

NOUVELLES TENDANCES. Les avant-gardes de la fin du XIX^e siècle. La mutation des styles. Galerie du CCL. Jusqu'au 8 septembre.

LES. Galerie de la BPL. Jusqu'au 21 septembre.

PAUL COUTURERIDGE. Galerie du Forum, r.d.-ch. Jusqu'au 13 septembre.

HUGH FERRISS. METROPOLIS. Galerie d'architecture. CCL. Jusqu'au 14 septembre.

IL CORSO DEL COLELLA. Casa Ombroso. Corso Van Bruggen. Franck O. Gohery. Forum. Galeries contemporaines. Jusqu'au 5 octobre.

LA FRIQUE ET LA LETTRE. Pratiques de cinquante systèmes d'écriture ou de symboles graphiques. BPL. Jusqu'au 31 août.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-36-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

CHARLES MATTON. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-22-30-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 45. Jusqu'au 14 septembre.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FUSCO PAAJACCO. Jusqu'au 3 octobre. ORNAMENTISTES DU XV^e AU XVIII^e SIÈCLE, gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée principale quai des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

PISSARRO VU D'ABRAHAM. Musée Pissarro (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 15, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

PARIS 37. Champs-Élysées du Peuplement international des arts et des techniques dans la vie moderne. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf le mardi, de 10 h à 17 h à 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 août.

L'ART INDÉPENDANT. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 20 septembre.

KALKE EN CHINE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 novembre.

LUCIANO FABRO. Etas ; JOHN ARNOLD. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

LA MARINE DE 1937 ; Océans des hommes. Musée de la marine. Palais de Chaillot (45-53-31-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre.

IMAGES DE JARDINS. Musée national des monuments français, place du Trocadère. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1^{er} octobre.

L'INVITATION AU VOYAGE. Auteur de la donation Louis-Vuitton. Jusqu'au 30 août ; GILBERT LÉSSER. Arrière de théâtre. Jusqu'au 31 août. Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-60-52-14). Du mercredi au samedi, de 12 h 30 à 19 h ; le dimanche, de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F.

RARES AFFICHES 1900 des collections de musée. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (42-46-19-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

TREASURES DU TIBET. Régions mystiques du Tibet-Chine. Musée national d'histoire naturelle. Galerie de botanique, 57, rue Cuvier (43-36-19-09). Sauf mardi,

de 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et mort. Musée de l'homme, palais de Chaillot (45-53-30-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 15. Jusqu'au 1^{er} octobre.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR. 1947-1957. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

PARIS. COUTURE ANNÉE 38. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-le-Grec (47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 20 septembre.

PABLO PICASSO. Œuvre à la carte des arts. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (45-62-39-94). Jusqu'au 31 août.

MARIE DE RODIN. Collections du musée. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (47-60-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 août.

MERKADO. Centre d'histoire. Jardin du musée. Jusqu'au 14 septembre.

LE SACRÉ : A PROPOS D'UN MILLÉNAIRE. 987-1987. Hôtel de Soubise. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

LA III^e RÉPUBLIQUE. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-32-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

LE MARAIS. Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Amand. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

ÉLÉPHANTILLAGE. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Muséographie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-59-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

LES EXPOSITIONS. Les expositions de l'été. Jusqu'au 30 août. LA LITTÉRAIRE D'ÉPIQUE. Jusqu'au 2 septembre. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 19 h à 45 ; le samedi, de 10 h à 17 h à 30 ; le dimanche, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

PROJET DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (45-55-99-48). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h à 15. Jusqu'au 28 septembre.

DEUX ET DÉSERT. Musée Rodin, 16, rue A-Drouot (43-48-67-27). Jusqu'au 21 septembre.

Centres culturels

CORRU VU PAR. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai. Sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 1^{er} octobre.

COUP DE MISTRAL À MARSEILLE. Un été pour les arts plastiques. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 30 ; le mercredi de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1^{er} octobre.

KENZO TANGE. 40 ans d'architecte et d'architecte. École nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 septembre.

RAYMOND QUENEAU REGARDS SUR PARIS. Palais de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-52-14). Du mercredi au samedi, de 12 h 30 à 19 h ; le dimanche, de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F.

LABOUREUR. Peinture gravée. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Jusqu'au 6 septembre.

LE MUSÉE D'ICELLES À PARIS. Centre Walonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Tous les jours de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 août.

JEAN MASSAGIER. rétrospective 1937-1987. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). Du mardi au samedi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 5 septembre.

9 SCULPTEURS CANADIENS EN TOUSCANE. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine. Sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

LE PEINTRE DEVANT SON NOIR. 222 autportraits. Collection Général Schiller. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-07). Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 septembre.

AUDUBON. au vie, son œuvre. Profil des arts du Parc Floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-65-73-92). Jusqu'au 6 septembre.

ATHIOPES. VESTIGES DE GLAIRE. Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Jusqu'au 3 octobre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Villes de l'été et d'été. Musée Grand, place St-Jean-de-Malte. Jusqu'au 15 septembre ; Musée. Fondation Vassier, 1, avenue Marcel-Pagnol. Jusqu'au 6 septembre ; Peter Kluge. Peintures 1960-1987. Préface contemporaine. Jusqu'au 30 août. Le relais au sud ; Michèle de Lemaury. Musée des Typographes, 13, rue de la Mairie (42-31-05-78). Jusqu'au 22 décembre.

ALBI. Rodin. Sculptures et esquisses. Musée Toulouse-Lautrec (43-54-14-09). Jusqu'au 6 septembre.

ANGERS. Qu'est-ce qu'il faut ? Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (41-88-64-53). Jusqu'au 30 septembre. Clak. Peintures, tapisseries. Musée Jean-Loup, 4, boulevard Arago (41-67-41-06). Jusqu'au 30 août.

ANGOULEME. Guy Le Moine. Hôtel Saint-Simon, 15, rue de la Cloche-Verte (45-92-34-10). Jusqu'au 26 septembre.

ANTIBES. Hans Ertzberg. Musée Pissarro. Château Grimaldi (46-47-41-06). Jusqu'au 15 septembre.

AUBUSSON. Le Carrière. Peintures. Musée départemental de la tapisserie, 1, rue de la République (43-22-32-82). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

AUTUN. Bourgogne médiévale. Le Miroir du sol. 20 ans de recherches archéologiques. Hôtel de ville. Salle de réunions. Jusqu'au 27 septembre.

AVALLON. Histoires de la sculpture : César, les trois dernières années de son œuvre. Salle Saint-Pierre, collégiale St-Lazare. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

AVIGNON. Gilles Allard, Édouard Arnaud et le théâtre. Grande chapelle du Palais des papes. Jusqu'au 30 septembre. Ado Chak. Palais des Papes. Salle de théologie. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 28 septembre.

BAVONNE. Qu'est-ce que la religion inspire ? Le mardi, de 9 h à 17 h à 15. Jusqu'au 28 septembre.

BEAUVAIS. Les châteaux de la préhistoire en Picardie. Musée départemental. Ancien palais épiscopal (44-53-13-60). Jusqu'au 27 septembre.

BELLAC. Villes de l'été. L'été. Maison des Villes (45-70-39-80). Jusqu'au 31 août.

BERLIERE. La pièce populaire dans le Perche de la fin du XIX^e siècle à nos jours. Musée départemental des arts et traditions populaires de Perche. Sainte-Gauburge. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 1^{er} octobre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BRENAVY. La Seine. Musée de l'Éclairage. 1220-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 15 septembre.

BLOIS. Tapisseries de Lorjon. Musée des beaux-arts. Château (54-74-16-06). Jusqu'au 31 août.

BORDAUL. Mario Marz. CAPC. Musée d'art contemporain, entresol Laïné, rue Foy (56-44-16-53). Jusqu'au 13 septembre. « Italie, histoire d'une collection ». Musée et galerie des beaux-arts, cours d'Allier (56-90-91-60). Jusqu'au 1^{er} septembre.

BOURG-EN-BRESSE. Georges Noël : New-York/Paris, 1976-1987. Musée de Brion, salle capitulaire, 63, bd de Brion. Jusqu'au 15 septembre.

CAEN. Synthesisme et botanique : la naissance des tapisseries de l'été au dix-neuvième siècle. Musée des beaux-arts, rue des Fossés-du-Château (31-85-28-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de la peinture. Château-Musée. Jusqu'au 30 septembre.

CAHORS. Auguste Rodin : le monument des héros de la ville et ses photographes. Musée de Cahors, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 15 septembre.

CANNES. Marie-Françoise. Rétrospective 1950-1970. La Malmouss, 47 La Croixette (93-99-04-04). Jusqu'au 21 septembre.

CARCASSONNE. Chypre, la vie quotidienne sous les rois Lusitaniens. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (68-47-80-90). Jusqu'au 31 août ; Sentele style. 12 peintures du nord-ouest des États-Unis. Tous mercredis de la Cité. Jusqu'au 31 août ; Pissarro. Musée de la Ville (45-30-30-29). Jusqu'au 31 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CAUDRY. Musée de la Ville. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 15. Jusqu'au 14 septembre.

CRANVILLE. Christian Dior. « L'œuvre inédite ». Musée Richard Anseron. Jusqu'au 21 septembre.

GRENOBLE. César Dossena. Jehu Anselme. Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 14 septembre ; Jean-Luc Vi-mont. Local time. Centre national d'art contemporain, 155, cours Boniat (76-21-95-84). Jusqu'au 13 septembre.

GUEBILIER. Regards, artistes connus et méconnus. Musée du Floral (89-74-22-89). Jusqu'au 31 octobre. Hors-série à Pierre Lévy. Hôtel du Floral. Août.

ISSOIRE. Musée : œuvres récentes. Centre culturel N. Pons. Jusqu'au 13 septembre.

JOURNY. Le peintre et l'écrit. Atelier Curatier, 32, rue Montant-en-Palais (86-62-06-65). Jusqu'au 13 septembre.

LARGES-INOPOLE. La vérité par son Centre régional d'art contemporain. Jusqu'au 6 septembre.

LACHASSAGNE. Lyon-Japan. La Carve, Centre d'art actuel. Jusqu'au 21 septembre.

LA ROCHE-SUR-YON. 1968-1970 : 20 œuvres de musée de l'École Supérieure. Musée municipal, rue Jean-Jaures (51-05-54-23). Jusqu'au 31 août.

LA ROCHE-SUR-YON. 1968-1970 : 20 œuvres de musée de l'École Supérieure. Musée municipal, rue Jean-Jaures (51-05-54-23). Jusqu'au 31 août.

LA ROCHE-SUR-YON. 1968-1970 : 20 œuvres de musée de l'École Supérieure. Musée municipal, rue Jean-Jaures (51-05-54-23). Jusqu'au 31 août.

LA ROCHE-SUR

FESTIVALS

Festival estival de Paris

(48-84-98-01)

Jeudi 20, Maison de Radio-France, Grand

auditorium, 20 h 30 : Orchestre national

d'Ile-de-France, dir. : A. Paris. (Ravel-
Roussel).

Vendredi 21, église Saint-Germain-
des-Prés, 20 h 30 : M. Chapuis (Tito-
Luz, Grigny, Dandrieu, Buxtehude,
Bach). Auditorium des Halles, 19 h :
Saint-Estienne, compositeur de musique.

Samedi 22, Auditorium des Halles,
20 h 30 : voir le 21 à 19 h. Maison de
Radio-France, Grand Auditorium, 15 h :
Final du VII^e concours international de
Chœur de Paris, avec les Musiciens du
Louvain.

Dimanche 23, Maison-Laffitte, Châteaux,
17 h 30 : E. Ferré (Renaissance italienne
et anglaise).

Lundi 24, Église St-Séverin, 20 h 30 :
ensemble vocal Grégor (Polyphonie du
siècle d'or).

Mardi 25, Auditorium des Halles, 19 h :
G. Malcom (Händel).

Auvergne

LA CHAISE-DIEU, 30^e Festival de
musique française (71-09-48-28), Abbe-
ville, le 25, 21 à 15 : G. Caillet.

Bourgogne

SAINT-FARGEAU, Châteaux (86-74-
05-57), le 23 à 20 h 30 : P. Roge (Bo-
llero, Mozart, Schumann, Debussy,
Stravinsky).

Bretagne

FOURÈRES, Eglise Saint-Sulpice (99-
94-12-20), le 27 à 21 h : Gilles de Rais, le
messie des innocents.

LANNION, 30^e Festival international
d'orgue et de musique (96-37-07-33).

Centre

CLUSES, Forêt (54-31-22-57),
21 à 30 : François Villon (dern. le 23).

GARGES, 30^e Festival (54-47-
83-11), Église romane, le 21 à 16 h :
Concert des élèves de l'Académie inter-
nationale de Harpe de Gargès, le 22 à
18 h : Ensemble Jacques Moderne (musi-
que des cours européens du XVI^e s.),
Assemblée vocal à St-Victor, Châteaux,
Concerts de musique, à partir du
23 : IV^e Concours international de Harpe.

Champagne-Ardenne

REIMS, Festival Cathédrale de la Vierge
(26-47-25-69), le 26, 27 à 22 h : Apo-
calypse, le 22, à 23 h : Cathédrale de
la Vierge, le 23, à 22 h : Cathédrale
des saints.

Languedoc-Roussillon

LAMALOU-LES-BAINS, Festival d'opé-
ra (65-67-33), Théâtre du casino,
le 22, 23 à 21 h : Trois valses
(Strauss).

Midi-Pyrénées

ASSIÈS, Châteaux (65-40-56-27), le 15 :
Festival de jazz.

SAINT-BERTRAND-DE-COM-
MINGS, Festival (61-48-32-00), cathé-
drale, le 22 à 21 h 30 : J.P. Brousse
(Bach).

CONQUES (65-68-11-43), abbaye, le 23
à 21 h : M. Bouvard, A. Carré.

DURAS, Châteaux (83-83-70-18), 20 h 45 :
le 22, Hommage à Marcel Landowski ; le
26 : Nuit lyrique de l'opéra (Bizet,
Cavalli, Puccini, Verdi, Mounssier...).

Normandie

SAINT-PIERRE-DU-VAUVRAY, Monu-
ment d'André (32-59-00-89), le 22 à 20 h :
Kuo Wen-Pai (Méditerranée) ; le 23 à
16 h : Concert des participants du stage
provo, dir. C. Zérah.

Provence / Côte d'Azur

LA ROQUE-D'ANTHÈRE, (42-50-
51-51), le 21 à 21 h 30 : H. Henck
(Kochlin) ; le 22 à 21 h 30 : A. de Lar-
roche (Beethoven, Granados) ; le 23 à
18 h : H. Woodward (Barnabé, Boule-
vard) ; le 23 à 13 h 30 : K. et M. Laibson.

LUBERON, Festival international de
chœur à cordes (90-72-36-72), Église de
Roussillon, le 21 à 20 h : Quatuor Voys,
P. Mazarin (Mozart, Stravinsky) ;
Abbaye de Silvacane, le 22 à 20 h :
idem ; Église de Gout, le 24 à 20 h :
idem.

Rhône-Alpes

FLAINE (50-90-80-01), le 21 à 19 h 30 :
S. Gassan à 20 h 30 : Orchestre symphonique
du Festival de Flaine, dir. L. Festi-
gand.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

(de 11 h à 21 h tous les jours)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

LES FILMS NOUVEAUX

AGENT TROUBLE, Film français de

J.P. Mocky : Gaumont Hall, 1^{er}

(42-97-49-70) ; Grand Rex, 2^e (42-
36-83-93) ; 14-Juillet Odéon, 6 (42-
25-98-83) ; Saint-André-des-Arts, 6

(43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 9

(43-59-29-46) ; George-V, 8 (45-
62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier,

8 (43-87-35-43) ; France, 9 (47-
70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11

(43-57-90-81) ; Faubourg, 13 (43-
31-56-86) ; Gaumont Aléa, 13

(43-27-44-50) ; Miramar, 14 (43-
20-89-52) ; 7-Paradisiens, 14 (43-
20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle,

15 (43-73-79-79) ; Gaumont

Convention, 15 (46-28-42-27) ;
Maillo, 17 (47-48-06-06) ; Pathé

Wepfer, 18 (45-22-46-01) ; Cam-
betta, 20 (46-36-10-96).

ALERTE SUR WASHINGTON, Film

américain de Michael Farkas,

vo. : Gaumont Ambassade, 8 (43-
59-19-08) ; 7-Paradisiens, 14 (43-
47-42-60-33) ; Faubourg, 13 (43-
31-56-86) ; Gaumont Aléa, 13

(43-27-44-50) ; Gaumont Paris-
ma, 14 (43-55-30-40) ; Gaumont

Convention, 15 (46-28-42-27) ;
Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA FAMILLE, Film italien de

R. Scola : vo. : Gaumont Hall, 1^{er}

(42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6

(42-25-10-30) ; Pagoda, 7 (47-05-
12-15) ; Gaumont Champs Élysées,

8 (45-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille,

11 (43-57-40-81) ; Biévenne

Montparnasse, 14 (45-46-25-02) ;
14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-73-
79-79) ; Maillo, 17 (47-48-06-06) ;

vo. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-
60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8

(43-87-35-43) ; Nation, 12 (43-43-
04-67) ; Faubourg, 13 (43-31-
56-86) ; Gaumont Aléa, 13 (43-
27-44-50) ; Montparnasse Pathé, 14

(43-20-12-08) ; Gaumont Con-
vention, 15 (46-28-42-27) ; Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES FOUS DE BASSAN, Film

français de Y. Simonson : vo.

Form Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-
33-74) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-
60-33) ; Hautefeuille, 6 (46-32-
79-38) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Aléa,

13 (43-27-44-50) ; 7-Paradisiens,
14 (45-32-30-32).

NEUVILLE MA BELLE, Film suisse

de Marc Killy : Triomphe, 6 (45-62-
47-56).

PERSONAL SERVICES (*), Film

britannique de T. Jones : vo. : Clichy

Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC

Danton, 6 (42-52-10-30) ; Biarritz,

8 (43-62-20-40) ; V.F. Rex, 2 (42-
36-83-93) ; UGC Montparnasse, 9

(45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9

(45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille,

12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin,

12 (43-36-22-44) ; Miramar, 14 (43-
20-89-52) ; UGC Convention, 15

(46-28-42-27) ; Cam-
betta, 20 (46-36-10-96) ; Images, 18

(45-22-46-01).

UNE CHANCE PAS CROYABLE, Film

français de F. Compin : vo. : Clichy

Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Danton,

6 (42-52-10-30) ; Biarritz, 8 (43-62-20-40) ; V.F. Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 9

(45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9

(45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille,

12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin,

12 (43-36-22-44) ; Miramar, 14 (43-
20-89-52) ; UGC Convention, 15

(46-28-42-27) ; Cam-
betta, 20 (46-36-10-96) ; Images, 18

(45-22-46-01).

UN FILM FRANÇAIS DE CHRISTIAN GION (1987). Avec

Michel Galabru, 15.50 Cinéma : Colonel Redi. m m m Film

germano-hongrois d'Istvan Szabo (1984). Avec Klaus-Maria

Brandauer, H.C. Bloch, 17.45 Cabot cadin, 18.05 Série :

Flash Gordon, 18.30 Flash d'informations, 18.32 Top 50,

19.00 Larry et Baldi, 19.25 Jeu : La guesse de

l'emploi, 19.55 Flash d'informations, 20.05 Série : Stu-

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté

dimanche-jour. Signification des symboles : * Signal dans le Monde radio-télévision - □ Film à voir - m On peut voir

m m m Pas manquer m m m Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 19 août

TF 1

20.40 Feuilleton : Dallas. Quand tout a commencé (1^{re} par-

tie). 21.40 Feuilleton : Le gérant. De Marion Sarraut,

d'après le roman de Juliette Benzoni, Avec Laurent Le

Doyen, Marianne Anka (7^e épisode), 22.55 Journal.

23.15 Série : Les embouteilles. Les possédés, 0.05 Court

métrage. L'amour de l'autre, de Daniel Ziskind.

A 2

20.30 L'heure de vérité. Invité : Harlem Désir. Le président

de SOS-Racisme répondra aux questions de François-Henri

de Virion, A. Duhamel, A. du Roy. 21.50 Profession com-
ique. Pierre Mondy, 22.45 Abolitions. Meeting international

de Zurich, 6.15 Journal.

FR 3

20.30 Variétés : Discos d'or. Sous le soleil de la Côte d'Azur.

Avec Corynne Charby, David et Jonathan, Gérard Blanc,

Jackie Pajon, Johnny Hallyday, Marie Myrman, El Chato,

Jérôme Pion, 21.45 Magazine : Thalassa. De Georges Per-

naud. Guantamora, la baie des Yankees, 22.30 Journal.

23.00 Comédie musicale : Le cantique des can-
tiques. D'Emmanuel Laurent, avec Chéck Doukour, Jean

Marc Avocat. Premier acte : Le grillé et le bouilli, 0.05

Nazario synchronisé. Championnat d'Europe : Élimi-
natoires solo, 0.15 Prélude à la nuit. Enek, de Mark Lavri ;

Avantagile, de Givron Uri, par l'Ensemble Meir Shileya.

CANAL PLUS

20.55 Cinéma : Les brutes dans la ville. m Film américain de

Robert Parrish (1971). Avec Stella Stevens, Telly Savalas,

Robert Shaw, Martin Landau. Dans un petit village du

Mexique, une jeune femme cherche à faire la lumière sur la

mort de son mari. Vieux roulier d'Hollywood, Robert Par-

rish s'est contenté, pour ses derniers films, de montrer son

service-film dans des scripts d'intérêt moyen. Les brutes dans

la ville ne vaut pas un western d'Anthony Mann, mais il offre

nettement au-dessus de la production spaghetti moyenne.

22.30 Flash d'informations, 22.30 Cinéma : Cinq jours ce

printemps-là m Film américain de Fred Zinneman

(1982). Avec Sean Connery, Betsy Brantley, Lambert Wil-

son, Isabel Dean, 0.15 Cinéma : Contes immoraux, m Film

français de Walerian Borowczyk (1974). Avec Lise Danvers,

Francine Luccioni, 1.10 Cinéma : Beau temps mais orageux

en fin de journée, m Film français de Gérard Frot-Coutaz

(1986). Avec Micheline Preste, Claude Piepli, 2.35 Série :

Capitaine Née.

Jeudi 20 août

TF 1

13.50 Feuilleton : Les hommes de Rose. (4^e épisode).

14.45 Cinéma-vacances. Calimero ; Broccage ; Titin et le

trésor de Rackham le Rouge ; Infos magazine ; Les gourna-

dières de Parrot ; Alice au pays des merveilles ; L'île des res-

capes ; Variétés : Dorothea, 15.15 Quatre à Visseme,

15.30 Cinéma-vacances (suite), 16.30 Variétés : Des clips

des stars d'hiver, David Bowie ; Charlie Couture ; Sabine

Pataud ; Billy Idol ; Peter Gabriel, 17.05 Feuilleton : Les

Buddbrook, (7^e épisode), 18.00 Mini-journal, pour les

jeunes. De Pierre Drevet, 18.15 Série : Mammis. Pour une

signature, 19.10 Feuilleton : Sams-Barbara, 19.35 Jeu : La

ruée de la fortune, 20.00 Journal, 20.35 Feuilleton : Le

sergent de la gendarmerie, De Dan Croux, d'après le roman de Hei-

man Wouk, avec Robert Mitchum, Alice Doc Graw, Jan

Michael Vincent (7^e épisode), 22.15 Variétés : Spectacle

théâtral. Hubert Félix Thieffine au Zénith en octobre

1985, 23.10 Journal, 23.30 Série : Les embouteilles. Con-
tra-
tante.

A 2

13.45 Téléfilm : Ellis Island, les portes de l'espoir. De Jerry

London, d'après le roman de Fred Mustard Stewart (dernière

partie), 15.30 Feuilleton : Rose Carnot, 15.55 Sports éti-

vation : championnat d'Europe à Strasbourg (plongeon de

haut vol femmes ; 400 m. femmes ; 100 m. femmes ; 100 m.

dos femmes ; 200 m. dos hommes ; relais 4 x 100 m.

femmes), 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres, D'Armand

Jammot, présenté par Patrice Laffont, 19.15 Actualités

spéciales, 19.45 Les nouveaux théâtres de Bouvard,

20.00 Journal, 20.30 Cinéma : Hôtel de la plage, m Film

français de Michel Lang (1978). Avec Daniel Ceccaldi,

Myrman Boyer, Guy Marchand, Francis Lemaire. Au mois

d'août, une bande de vacanciers se retrouve à l'Hôtel de la

plage : des idylles se nouent, chez les adolescents, mais aussi

chez les adultes. Michel Lang, lancé par « nous les

petites Anglaises », s'est adapté au style de son producteur,

Marcel Dassault ; il a réalisé un film de vacances, pour le

public familial ; ça pourrait être charmant, c'est insipide,

pas toujours d'un goût exquis, et finalement pas en scène.

22.15 Documentaire : Les maîtres théâtres de la métamor-

phose, D'Alain Pagnon. Maquilleurs, profiteurs, chirur-

giens esthétiques dévoilent les secrets de l'art, 23.10 Docu-

mentaire : Le corps vivant. La vie avant la naissance

(1^{re} partie), 23.40 Journal.

FR 3

13.25 Feuilleton : Thierry la Fronde, 14.00 Agenda des

vacances, 14.25 Les livres de l'été, 14.45 Look, 14.50 Top

melody, 14.55 Carte postale, 15.10 Les papies, les mamies

de la 3, 15.20 Pense-bêtes, 15.30 Splendeur sauvage,

16.00 Cinéma, 16.05 Variétés, 16.15 Le télé de Pédi,

16.25 Sélection Miss France, 17.00 Feuilleton : Vire la vie !

17.30 Le mariage enchanté, 17.35 Mickey, Donald et Cie,

18.30 Série : Les papas, 18.35 Série : Corsaires et filibus-

tiers, 19.00 Le 19-20 de l'information, De 19.15 à 19.35,

actualités régionales, 19.55 Inspecteur Gadget, 20.04 Jeu

MÉDECINE

Après l'autorisation donnée par le gouvernement américain

81 volontaires vont être soumis au vaccin contre le SIDA

Le gouvernement américain a confirmé, le mardi 18 août, que ce serait bien le vaccin contre le SIDA mis au point par la firme pharmaceutique MicroGeneSys (West Haven, Connecticut) qui, le premier, serait expérimenté sur l'homme sous l'égide du National Institute of Health (NIH) (le Monde du 19 août). Un porte-parole de la Food and Drug Administration a, en outre, indiqué que quatre-vingt-sept personnes volontaires non infectées par le virus du SIDA, en majorité des homosexuels, allaient être recrutées en vue de participer à la première expérimentation clinique.

Mis au point en collaboration avec des chercheurs du NIH, le vaccin de MicroGeneSys est fabriqué à partir d'une protéine de l'enveloppe du virus, la GP160. « De ce fait », indique M. Anthony Fanci, directeur de l'institut national de l'allergie et des maladies infectieuses, il est impossible qu'il puisse transmettre lui-même la maladie. En mars dernier, une première expérimentation, faite au Centre canadien de contrôle des maladies (Ottawa) sur des singes rhesus, avait permis d'obtenir des résultats intéressants, puisque l'injection du vaccin avait induit l'apparition d'anticorps neutralisant le virus du SIDA. Des

expérimentations semblables avaient ensuite été faites sur d'autres animaux, en particulier des chimpanzés.

Dans un premier temps, il va donc s'agir de montrer que ce vaccin, lorsqu'il est administré à une personne saine, n'entraîne pas d'effets secondaires graves et, qu'en outre, il provoque l'apparition d'anticorps neutralisants, éventuellement protecteurs contre le virus. Cette première étude, qui durera six mois, sera effectuée sous la responsabilité du docteur Clifford Lane, du NIH. Parmi les quatre-vingt-sept personnes saines qui y participeront, soixante-quinze seront des homosexuels et six des hétérosexuels. Soixante-huit seront des hommes et deux des femmes. Un mois plus tard, une injection de rappel leur sera pratiquée. Les autres personnes participant à l'étude recevront une protéine non vaccinante en guise de placebo.

Si le vaccin se révèle être sans danger et s'il induit l'apparition d'une bonne réponse immunitaire, une deuxième série d'études pourra débuter, sur un plus grand nombre d'individus. Restera alors, si tout se passe bien, à régler le point le plus difficile : prouver, *in vivo*, que ce

vaccin protège bien l'individu du virus du SIDA. En sachant qu'en aucun cas on ne doit exposer volontairement une personne au virus.

Pas avant la fin des années 90

Mais on n'en est pas encore là. « Le vaccin, que ce soit celui-ci ou un autre, ne sera pas disponible avant la fin des années 1990 », a prévenu le docteur Fanci. D'autres vaccins, eux aussi candidats pour une expérimentation humaine, attendent toujours l'autorisation de la FDA. Il s'agit, en particulier, de ceux de OncoGen et de l'université George Washington.

L'expérimentation, qui devrait inévitablement débiter aux États-Unis, ne constituera pourtant pas une véritable première. L'an dernier, au Zaïre, une expérience « similaire » avait déjà été faite sous la direction des professeurs Luthuma (Kinshasa) et Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris). A cette occasion, le professeur Zagury s'était inoculé un vaccin mis au point par une équipe du NIH (docteurs Bernard Moss et Robert Gallo). Lors de la troisième conférence internationale sur le SIDA, qui s'est déroulée en juin à

Washington, le professeur Zagury avait rapporté les premiers résultats de son expérimentation : le vaccin avait bien provoqué l'apparition d'anticorps neutralisants, mais à un taux sans doute trop faible pour protéger efficacement contre le virus du SIDA. D'autres essais cliniques sont actuellement en cours au Zaïre.

A l'Institut Pasteur, on indique qu'aucune demande n'a été formulée en vue de procéder à une expérimentation humaine avec le vaccin mis au point par Pasteur Vaccins, les expériences sur le chimpanzé n'étant pas encore terminées.

Selon le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur), la décision des autorités américaines d'autoriser une expérimentation, sur l'homme, d'un vaccin contre le SIDA ne signifie pas que le problème du vaccin est « réglé ». Il s'agit simplement de la suite logique des essais réalisés chez le singe. Le professeur Montagnier s'élève de la décision des responsables du NIH de choisir en majorité des homosexuels pour faire cet essai. Selon lui, il aurait été plus prudent de choisir, dans un premier temps, des personnes n'appartenant pas à des groupes à risque.

FRANK NOUCHIL

SCIENCES

La crise de la NASA et les succès politiques

L'avenir du programme spatial divise les experts américains

(Suite de la première page.)

« Il n'y a aucun doute que l'exploration, la prospection et la colonisation de Mars doivent être les objectifs ultimes de l'exploration humaine de l'espace », précise l'astronome américaine, mais « les États-Unis ne doivent pas se jeter tête baissée vers Mars » et ils devraient plutôt « poursuivre méthodiquement » leur investigation de l'espace.

Cette analyse n'est, semble-t-il, partagée ni par M. Fletcher, ni par l'Advisory Council de la NASA. Le responsable de ce dernier, Michael Collins — qui participa au vol lunaire Apollo-11 — considère en effet qu'il n'y a aucune raison de retourner sur la Lune. Nul doute que les polémiques à ce sujet ne fient que commencer, d'autant que, selon un porte-parole de l'Agence spatiale américaine, le rapport Ride ne sera utilisé que comme base de travail dont la NASA n'adopterait pas nécessairement toutes les recommandations.

Recommandations nombreuses au demeurant, car si Sally Ride estime que les vols habités vers la Lune, puis vers Mars, sont nécessaires, la priorité reste pour elle l'observation de la Terre. Et l'astronaute précise que, pour mener à bien ces différents programmes, la capacité de transport doit disposer des Américains avec leur flotte de quatre navettes (1) n'y suffira pas. Elle préconise aussi, tout spécialement pour ces « missions tournées vers la Terre », la mise en orbite de dix plateformes (cinq en orbite polaire et cinq autres en orbite géosynchrone) dont la construction pourrait être faite en collaboration avec les Européens et les Japonais.

L'avance des Soviétiques

Il reste que le programme spatial américain aurait besoin d'« orientations à long terme », précise Sally Ride, qui s'inquiète de l'avance prise par les Soviétiques et des progrès réalisés par les Japonais.

C'est bien l'une des principales préoccupations de la NASA et des milieux américains spécialisés qui ne peuvent que constater que leur pays n'est plus aujourd'hui le maître de l'espace. Cette analyse venait déjà avant l'explosion de la navette Challenger en janvier

1986. Mais cet accident n'a fait que révéler et accentuer ce que la revue *Aviation Week and Space Technology* nomme « la plus grave crise » qu'ait connue la NASA depuis sa création, en 1958. L'éditorialiste de cet hebdomadaire en accuse M. Fletcher, qui n'a pas réussi à diriger efficacement l'Agence. Par sa faute, « le moral à la NASA est au plus bas, le désordre règne dans les programmes et nombre de responsables de qualité ont démissionné ou sont sur le point de le faire ».

M. William Graham, le conseiller scientifique du président Reagan, est lui aussi mis sur la sellette : il lui est reproché d'avoir gâché les efforts de M. Fletcher pour obtenir le soutien de la Maison Blanche. Quant à cette dernière, elle a été accusée par les membres de son sous-comité pour les sciences spatiales et leurs applications, de ne pas avoir su « redonner une nouvelle vigueur » au programme spatial civil américain.

C'est dire qu'outre-Atlantique l'ambiance n'est pas des plus sereines. Conscient qu'il lui faut sortir de ce mauvais pas, M. Fletcher multiplie, depuis la fin juillet, les rencontres avec des représentants de la Maison Blanche, et il a exposé à Ronald Reagan lui-même les principales lignes du programme spatial soviétique. A en croire les observateurs américains, l'entourage de M. Reagan serait prêt à faire de réels efforts pour que les États-Unis retrouvent leur suprématie dans l'espace. Sans doute le président pourra-t-il donner une preuve de sa bonne volonté en soutenant l'administrateur de la NASA, qui demande pour son agence près de 12 milliards de dollars pour l'année fiscale 1989, soit 2,4 milliards de plus qu'en 1988.

ELISABETH GORDON.

(1) Outre les trois navettes spatiales dont elle dispose actuellement, la NASA a prévu d'en construire une quatrième pour remplacer Challenger.

Histoire d'une compétition

Les Soviétiques marquent des points

Dans la compétition acharnée que mènent les Deux Grands pour la conquête de l'espace, l'URSS marque actuellement incontestablement des points. Les Soviétiques étaient, il est vrai, parmi les premiers dans la course, en lançant en octobre 1957, le premier Spoutnik et en faisant, en avril 1961, de Youri Gagarine le premier homme de l'espace. Il n'en fallait pas plus pour que les Américains, frappés dans leur orgueil national et mis en cause dans leur suprématie technologique, mettent les bouchées doubles en matière spatiale. Aussi ont-ils lancé l'ambitieux programme Apollo et, le 21 juillet 1969, deux astronautes américains, Neil Armstrong et Edwin Aldrin, faisaient quelques pas sur la Lune. Les Américains réussissent là ce que les Soviétiques ne sont encore jamais parvenus à réaliser.

Depuis, Américains et Soviétiques ont multiplié les missions habitées et inhabitées, poursuivant de conserve une exploration marquée, de part et d'autre, par quelques échecs — avec notamment le mort de quatre cosmonautes soviétiques, l'un en 1967

et les autres en 1971, à l'atterrissage de leur vaisseau spatial.

Les options retenues par les deux pays étaient toutefois différentes. Les Soviétiques ont opté pour des lanceurs classiques et la construction de stations orbitales (Salout 7, puis Mir) susceptibles d'accueillir des cosmonautes pour des missions de longue durée. Les Américains ont préféré tout miser sur la navette spatiale, susceptible à la fois d'envoyer des hommes dans l'espace et de mettre des satellites en orbite. Ce cargo récupérable, plus élaboré que les lanceurs classiques, s'est aussi révélé plus fragile. L'explosion en vol de Challenger, le 28 janvier 1986, qui a provoqué la mort de sept astronautes, l'a malheureusement démontré. L'accident, suivi de plusieurs échecs de tirs de lanceurs classiques, a mis « l'Aigle à terre » pour de longs mois. Pendant ce temps, les Soviétiques continuent leur bonhomme de chemin dans l'espace, cependant que les Européens, puis les Japonais et aujourd'hui les Chinois, font preuve d'ambition dans ce domaine.

E.E.

SPORTS

NATATION : championnats d'Europe

L'Albatros abattu

Surprise lors des premières épreuves des championnats d'Europe de natation, qui ont lieu jusqu'au dimanche 23 août à Strasbourg. La vedette de l'Allemagne de l'Ouest, Michael Gross, a raté son rendez-vous. Dans le bassin de la piscine de Schiltigheim, le détenteur du record du monde du 200 mètres nage libre n'a terminé que troisième, derrière le jeune Suédois Anders Holmertz. Par ailleurs, l'adversaire à éliminer le Britannique Adrian Moorhouse, qui a même profité de la finale du 100 mètres brasse pour améliorer son record d'Europe en réalisant 1 min 2 s 13.

Chez les femmes, l'Allemande de l'Est, Kristin Otto, a régné sur le 100 mètres nage libre, tandis que l'équipe féminine de RDA battait le record du monde du relais 4 x 200 mètres nage libre en 7 min 55 s 47. Classées quatrièmes, les relayeuses françaises ont amélioré le record de France de la spécialité (8 min 12 s 60).

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Impérial, Gross l'a été dans la première longueur de bassin. En tête au virage, celui que l'on surnomme l'Albatros par référence à ses longs bras qui plongent avec dextérité dans l'eau, menait encore la course aux 150 mètres. C'est dans les dix derniers mètres que la belle mécanique s'est enrayée. Le grand oiseau a semblé stopper son élan, juste le temps nécessaire pour permettre à deux de ses poursuivants de lui ravir la victoire.

La soif de vaincre n'habitait plus le champion allemand. Le détenteur de deux titres olympiques, la vedette du championnat du monde de Madrid l'an dernier, la star de vingt-trois ans qui avait failli remettre en cause sa participation aux épreuves de Strasbourg pour protester contre sa non-sélection dans le 200 mètres papillon un moment envisagée par la Fédération allemande, a sombré. Les séquelles d'une luxation de l'épaule au printemps ontelles affaibli ce géant de 2,03 mètres ? Les épreuves à venir permettront de vérifier si l'Albatros peut encore défendre ses autres titres européens.

« Je n'ai jamais pensé abattre Gross », avoue avec simplicité le Suédois Anders Holmertz. L'étudiant en mécanique de dix-neuf ans, ne pensait pas que son meilleur temps de 1 min 50 s 24 réalisé il y a trois semaines lors des championnats de Suède serait un prétexte à une médaille d'or à Strasbourg. Il s'est beaucoup entraîné pour s'accrocher au sillage du grand Allemand mais se déclare tout surpris de monter sur le podium.

« Ce sont les derniers dix mètres », répétait-il, légèrement impressionné par tous les étrangers qui lui demandent sa recette

miracle. Avec Giorgio Lamberti, un Italien de dix-huit ans, ils ont simplement doublé Gross, en panne près de l'arrivée. Leur jeunesse et leur respect du maître les empêchent presque d'assumer complètement leur victoire.

Le mur de la minute

Adrian Moorhouse ne possède pas, ou plus, la même fraîcheur juvénile. A vingt-trois ans, le spécialiste du 100 m brasse s'est forgé une carapace à toute épreuve. Il s'aligne dans les championnats pour gagner, un point c'est tout. Sa déconvenue de Madrid, après une disqualification décidée par les juges, lui a fourni « une motivation inébranlable ».

L'homme ne s'occupe plus des autres nageurs. « Je fais ma course à moi sans regarder autour de mon sillage, car les résultats en pâtiraient », affirme le Britannique. En professionnel, il sait analyser son parcours et mettre un peu en veilleuse son orgueil pour reconnaître qu'il est peut-être parti un peu trop vite.

Mais rapidement il rappelle que le titre est à nouveau accroché autour de son cou et que cette victoire s'accompagne d'un record d'Europe. Son objectif est de gagner les deux petites secondes qui le séparent encore du « mur de la minute ».

Ce nageur, qui cherche à se dépasser lui-même, vise les Jeux olympiques de Séoul. Salarié par des sponsors, le seul nageur professionnel de son pays va poursuivre ses huit entraînements hebdomadaires pendant l'hiver, en quête de nouvelles victoires. Le masque de fermeté d'Adrian Moorhouse se craquelle seulement lorsqu'il avoue en souriant qu'il aime quand même bien « être hors de l'eau ».

SERGE BOLLOCH.

SKI : mort de Charles Diebold

Le père des « chamois »

Il était le père des fameux « chamois de France » que des millions de skieurs français ont passés, ou tenté de passer, au cours de leur apprentissage dans les écoles de ski des stations de sports d'hiver. Charles Diebold, qui s'est éteint le samedi 15 août, à l'âge de quatre-vingt-dix ans dans une maison de retraite de Kaysersberg en Alsace, était un pionnier méconnu du ski français.

Il fut le créateur de la station de Val d'Isère. « Des prés en pente, sans cailloux ni clôtures. J'ai su immédiatement que ma vie était ici », disait-il. Déclaré en 1931 après avoir découvert ce petit village moribond de 177 habitants. Il devint directeur de la station en 1941 et créa dès 1947 le premier Critérium de la neige, devenu par la suite l'une des plus importantes compétitions internationales sous le nom de Critérium de la première neige. Sous son impulsion, Val d'Isère atteindra 2.200 habitants.

Mais ce passionné de ski était surtout un pédagogue. Né à Mutterholz en 1897, il avait chausé les skis pour la première fois en 1917 sur le front russe, et dès 1925 il ouvrait dans les Vosges la première école de ski française, sur le modèle autrichien.

Ses réflexions en firent l'un des principaux créateurs de la méthode française, qu'il se chargea de diffuser lorsque Léo Lagrange, ministre de l'Éducation physique et des sports, le nomma en 1937 directeur de l'École fédérale implantée à Val d'Isère. Quelques années plus tard, il fut chargé d'organiser tout le ski français sur le plan corporatif.

Pour cet Alsacien, à qui l'on doit aussi l'idée du slalom géant, la désignation de la Savoie, et particulièrement de Val d'Isère, pour les Jeux olympiques de 1932, fut un ultime hommage.

Aux championnats du monde de Clermont-Ferrand

Polémique autour des lutteurs palestiniens

Les Israéliens et les Palestiniens en viendront-ils aux mains à Clermont-Ferrand ? La capitale auvergnate accueille, jusqu'à la fin du mois, les championnats du monde de lutte, pour lesquels sont engagés des athlètes israéliens et palestiniens. La présence d'une délégation palestinienne, acceptée par la Fédération française, organisatrice de l'épreuve, a suscité une vive polémique, qui avait même l'ouverture des championnats.

Pour M. Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël à Paris, c'est une « provocation ». Son indignation a été reprise en écho par trois dirigeants du Parti radical, dont M. Georges Mesnager, président de l'Association des maires de France amis d'Israël, qui, « inquiets de la politisation croissante des manifestations sportives de haut niveau (...) déplorent la participation d'athlètes palestiniens, en violation des règles et usages en vigueur dans les compétitions internationales ».

Ces dernières devraient-elles être réservées aux seuls États ? La réponse diffère d'un sport à l'autre. « Les Palestiniens ont un peuple comme les autres », a déclaré le responsable de l'équipe de lutte, rappelant qu'Israéliens et Palestiniens se sont déjà côtoyés, « par exemple en juillet au Danemark, en gymnastique rythmique ». « Les sportifs palestiniens entendent prendre leur place dans la communauté internationale », a-t-il ajouté. Sa délégation était toutefois absente, le mardi 18 août, pour la cérémonie d'ouverture.

rejeté les pouvoirs

de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

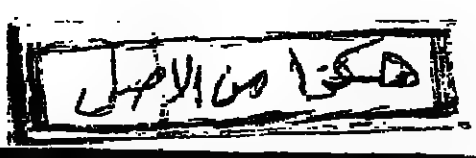
Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

Le maire de Poitiers, Pierre Pélissier, a refusé de signer le décret de nomination de l'hôpital de Poitiers sera

مكتبة الامم المتحدة



Société

JUSTICE

La Cour de cassation a rejeté les pourvois des docteurs Diallo, Archambeau et Mériel

L'affaire de l'hôpital de Poitiers sera jugée par la cour d'assises de la Vienne

Les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau et le professeur Pierre Desfontaines-Mériel comparaîtront devant la cour d'assises de la Vienne. Celle-ci devra se prononcer sur la culpabilité des trois médecins de la mort d'une femme de trente-trois ans, Nicole Berneron, survenue le 30 octobre 1984 lors d'une opération au Centre hospitalier universitaire régional de Poitiers.

Mardi 18 août, la chambre criminelle de la Cour de cassation, après avoir examiné les pourvois formés par les médecins, a cassé l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers du 12 mai 1987 qui les renvoyait devant la cour d'assises, mais uniquement sur la constitution de partie civile du CHUR. Toutes les autres dispositions étant maintenues, l'arrêt de renvoi sera donc seulement amputé des passages concernant cette constitution de partie civile, jugée irrecevable par les magistrats supérieurs.

Pour M. Jacques Rouvière, avocat du professeur Mériel, il n'aurait pas dans les attributions de son client de vérifier le respirateur, mais l'avocat a été surtout attaché à contester la notion de délit complexe. « On lui reproche une faute médicale, une négligence. La situation est exactement la même si l'inversion avait été accidentelle. En le renvoyant devant la cour d'assises, on le prive d'un deuxième degré de juridiction », a protesté M. Rouvière en s'opposant à ce que son client soit « mis au rang des criminels qui cherchent à s'éluder ».

Conseil de l'époux de Nicole Berneron, partie civile, M. Michel Coussé a rappelé les principaux moyens soulevés avant de conclure : « C'est une procédure pénale grave qui a déjà trop duré », et après avoir évoqué le contexte de l'affaire en la qualifiant de « prise d'otage d'un malade », l'avocat a lancé cet avertissement : « Il serait regrettable que notre justice donne l'apparence d'hésiter devant les possibles criminalités en blouse blanche ».

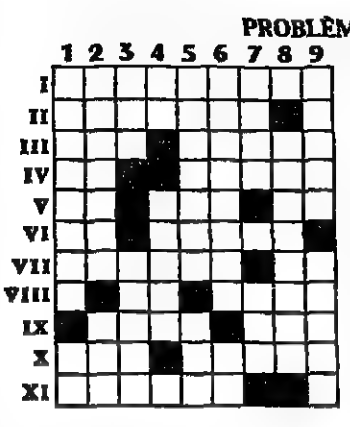
Devant les avocats qui s'en sont étonnés, l'avocat général M. François Rabut, se montrant extrêmement bref en se refusant à examiner chacun des moyens de cassation soulevés, et s'il a été relatif aux expertises et à l'absence de serment de certains témoins, ce fut pour les balayer en quelques mots : toutefois, il considéra que le CHUR ne pouvait valablement se constituer partie civile puisque une collectivité publique ne peut invoquer un préjudice moral.

Après six heures de délibéré, la chambre criminelle de la Cour de cassation se rangea à son avis. Les lites internes d'un monde médical volontiers discret, seront donc évoquées publiquement devant les jurés de la Vienne, et des plaidoiries, qui ont bien souvent dépassé le caractère purement formel en usage devant la juridiction suprême, laisseront présager des débats d'une certaine acuité devant la cour d'assises.

MAURICE PEYROT.

Informations « services »

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4553
Dont la légende en surprendra plus d'un. XI. Qui peut écorcher malgré son absence de piquant.

VERTICALEMENT
1. En chair mais pas en os. Ne fait pas grand-chose afin de faire évoluer la situation. — 2. Est utile même à celui qui ne mêche pas ses mots. Est vu quotidiennement sur le petit écran. — 3. Qui nous a peut-être fait mettre l'eau à la bouche. Mieux vaut être dessus que dessous. — 4. Note. Son tronc a de multiples branches. — 5. Est employé pour nettoyer. A souvent le feu au derrière. — 6. Elle nous est utile pour creuser et percer. Pédale en tête. — 7. Est bon pour les oreilles ou mauvais pour la santé. S'intéresse parfois à elle. — 8. Est prêt à offrir plus qu'il ne peut donner. — 9. Sont idéales pour enlever le morcaou. Propose à une circulation fort silencieuse.

Solution du problème n° 4552
Horizontalement
I. Beauverie. — II. Avril. Mûr. — III. Veine. Pré. — IV. BC. Cure. — V. Théâtre. — VI. Te. Lièvre. — VII. Cloture. — VIII. Chêne. — IX. Char. Rapa. — X. Oup. Goble. — XI. Sière. Nua.

Verticalement
1. Bavette. Cox. 2. Evêché. Chut. — 3. Uri. Chap. — 4. Vin. Aller. — 5. Election. GE. — 6. Urethre. — 7. Imprimv. Eon. — 8. Eura. RR. Pin. — 9. Ré. Déesse.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 20 AOÛT

- « Les vedettes qui reposent au Père Lachaise », 10 h 30, boulevard Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).
- « Paris-couture années 1930 », 14 h 30, musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I-e-de-Serbie (L'Art pour tous).
- « Les villages de Paris : le village de Charente », 15 heures, entrée de l'église Saint-Blaise, 4, place Saint-Blaise (Monuments historiques).
- « Le vieux Paris au musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Monuments historiques).
- « Saint-Etienne-du-Mont et le vieux village de Sainte-Genève », 15 heures, entrée du musée, 2, rue Louis-Bouilly (Paris et son histoire).
- « Le café Procope », 15 heures, 13, rue de l'Antienne-Comédie (Arcus).
- « Versailles : quartier et la naissance de l'art gothique », 15 heures, devant le portail central (C. Mérie).
- « Le Marais. De l'hôtel de Sully à l'hôtel Carnavalet », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (L. Haullier).
- « Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filiales).
- « Hôtels, jardins et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Rénovation du passé).
- « Souvenirs de la Commune de Paris », 14 h 45, boulevard Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

Les municipalités et les nouvelles prisons : une majorité de satisfaits

Dans les vingt-neuf communes retenues pour la construction des nouvelles prisons, l'essentiel des réactions d'un extrême à l'autre : pour M. Théodore Aillaud, maire sans étiquette de Tarsaccon (Bouches-du-Rhône), « un centre de détention, c'est une sorte de situation à perpétuité » ; pour le conseil municipal



communiste de Nanterre (Hauts-de-Seine), le projet d'implantation d'un centre pénitentiaire est « scandaleux ».

Reste une étonnante majorité de communes satisfaites : celles qui s'étaient portées candidates. Pour les trois ou quatre cas où l'administration a fait jouer son pouvoir discrétionnaire, les conseils municipaux ne se sont pas encore prononcés ou ont opté pour le rejet pur et simple.

A la chancellerie, on indique avoir reçu près de trois cents dossiers de candidatures, dont seulement cent

A la prison des Baumettes

Une information judiciaire est ouverte à propos d'un détenu blessé

Une information judiciaire a été ouverte sur la demande du parquet du tribunal de Marseille à la suite de la blessure d'un détenu de la maison d'arrêt des Baumettes, le 14 août, lors de la préparation des transferts de prisonniers.

Au lendemain de la mutinerie de détenus du bâtiment A, Philippe Massé, vingt-cinq ans, condamné pour proxénétisme et trafic de stupéfiants, aurait été frappé à coups de matraque par une vingtaine de gardiens et souffrirait d'un traumatisme crânien. M. Jacques Daguerre, directeur de la maison d'arrêt, a confirmé qu'il y avait eu un « incident » lors de la préparation des transferts et que ce détenu, présentant une « blessure douteuse », a été hospitalisé durant deux heures à l'hôpital de la Timone avant de regagner la prison-hôpital des Baumettes, où il continue de recevoir des soins.

D'autre part, le parquet du tribunal de Marseille a annoncé qu'une information contre X... serait ouverte après les incidents qui se sont produits le 13 août dans cette prison. L'information vise notamment les faits de rébellion de prisonniers, destructions, dégradations volontaires d'objets mobiliers et de biens immobiliers, violences et voies de faits à agents de la force publique.

Le parquet indique en outre que, dans les jours à venir et vraisemblablement d'ici la fin de la semaine, deux personnes contre qui « des faits plus précis peuvent être d'ores et déjà retenus » feront l'objet d'une comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Marseille.

EN BREF

- « Triple peine de prison à vie pour un infirmier américain. — Donald Harvey, employé à l'hôpital de Cincinnati, a été condamné, le mardi 18 août, à trois peines de réclusion à perpétuité après avoir avoué le meurtre de vingt-quatre personnes, pour la plupart des patients âgés, en phase terminale de leur maladie ou dans le coma, et qu'il a empoisonnés avec du cyanure et de la mort-aux-rats. — (AP, Reuters.)
- « Le père de la fillette retrouvée morte dans le Gard inculpé d'assassinat. — Gérard Cléméron, qui a avoué, le lundi 17 août, avoir tué sa fille de trois ans et demi, a été inculpé, mardi, d'assassinat par M. Patrick Derdeyn, juge d'instruction à Nîmes.
- En instance de divorce, Gérard Cléméron, trente-trois ans, chimiste intermédiaire dans la banlieue lyonnaise, avait bénéficié de la garde de sa fille début juillet. Il devait la rendre à sa mère le 4 août.

X. H.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaître (1982-1985)

Dotée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 280 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG	399 F	762 F	1 069 F	1 380 F
PAYS-BAS	399 F	762 F	1 069 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les sous-propos en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde LEMONDE est le plus lisible, excepté dimanche, 9 480 par jour par le Monde c/o Speedprint, 45-46 38 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Succès dans postage paid at L.C.I. and additional offices. E.V. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O. Box 45-46 38 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 19 août à 0 h TU et le jeudi 20 août à 24 h TU.

Les hautes pressions d'Europe protègent la France du temps perturbé océanique; une zone orageuse sur l'Atlantique s'approche lentement de l'ouest du pays.

Jeuillet matin: un temps calme mais souvent brumeux prédominera, les bancs de brume ou de brouillard seront plus fréquents de l'Aquitaine au Nord-Est; des nuages bas couvriront le ciel près de la Manche.

Au cours de la matinée, le temps ensoleillé s'installera, et l'après-midi

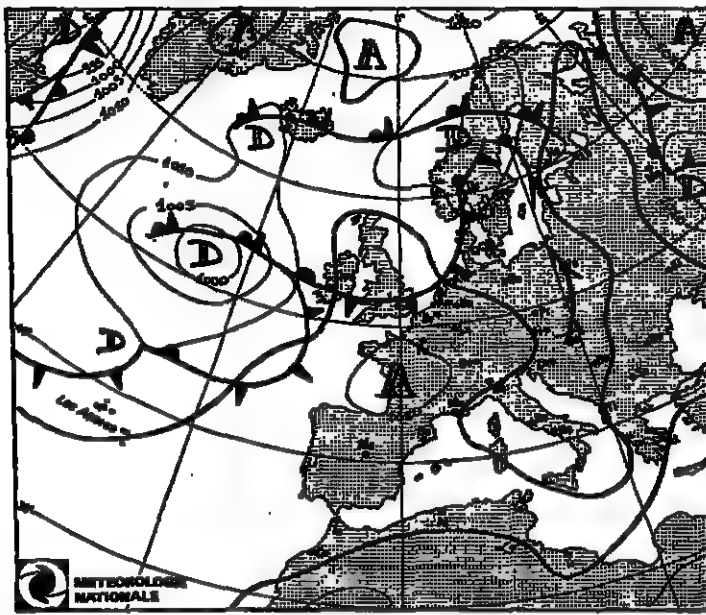
le ciel sera bien dégagé, ce qui permettra aux températures maximales de dépasser la normale saisonnière.

Il fera du nouveau très chaud sur les régions méridionales, avec parfois plus de 34 degrés dans l'intérieur.

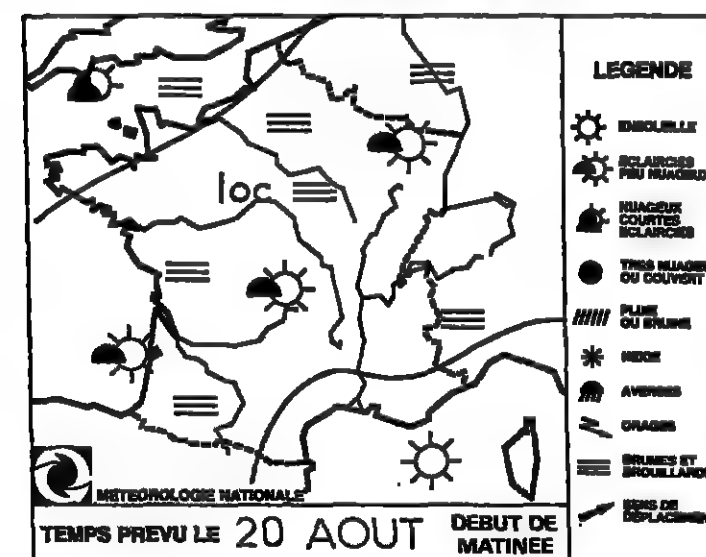
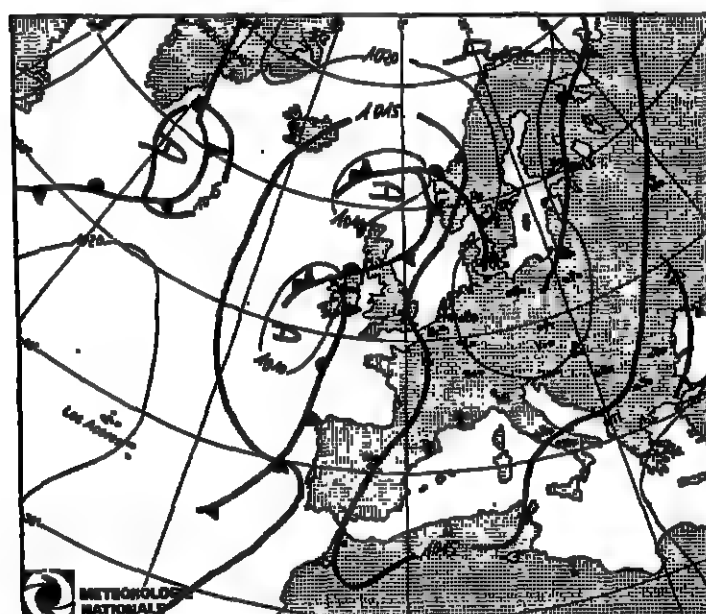
Plus au nord, les températures avoisineront 24 degrés près de la Manche, 26 à 31 degrés ailleurs. Dans la soirée, le temps deviendra lourd de la Bretagne à l'Aquitaine où des foyers orageux très isolés pourront apparaître.

Le vent de secteur sud dominant sera faible.

SITUATION LE 19 AOÛT 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 AOÛT A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Values extrêmes relevées entre le 18-8 à 6 heures TU et le 19-8-1987 à 6 heures TU

FRANCE	TOUTES	TOULOUSE	PARIS	LYON	MARSEILLE	NICE	STRASBOURG	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	BERLIN	MOSCOU	MADRID	BARCELONE	BOLOGNE	GENÈVE	BOULOGNE	LA ROCHE	LYON	MARSEILLE	NICE	STRASBOURG	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	BERLIN	MOSCOU	MADRID	BARCELONE	BOLOGNE	GENÈVE	BOULOGNE	LA ROCHE
29	19	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27
19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— Agnès et Jean-Jacques BROU, Elie et Hélène, ont la très grande joie d'annoncer la naissance et le baptême de

Constance,

le 30 juillet et le 14 août 1987, à Tahiti.

BP 4642, Papeete (Polynésie française).

Décès

— Françoise Hollestein Et ses enfants, font part de décès de

M^{me} Andrée ARTHAUD,

survenue le 17 août 1987.

La célébration aura lieu le jeudi 20 août, à 9 h 15, en l'église Marie-Madeleine de Gennevilliers et Talma-tion à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

— M. et M^{me} Pierre Barthe, Leurs enfants et petits-enfants, font part de décès de

M. Jean BARNES,

survenue dans sa quatre-vingt-troisième année, à Tulette (Drôme), le 16 août 1987.

Généraliste / Généraliste / Généraliste / Espérons !

BP 1577, Dax (Séguin).

— La famille Borden a la douleur de faire part du décès du

docteur Bernard BORDEN,

laboratoire Chénay-Saint.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le jeudi 13 août 1987, à Toulouse.

Château de Saint-Martin-de-Villégien, 11300 Lézian.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 19 août 1987 :

DES ARRÊTÉS

— N° 87-674 du 17 août 1987 fixant la composition des conseils de prud'hommes.

— Du 17 août 1987 portant classement parmi les monuments historiques du château d'Esquelbecq (Nord) avec ses dépendances.

— N° 87-679 du 17 août 1987 fixant la liste des forêts et terrains à

boiser ou à restaurer appartenant à l'Etat, dont la gestion et l'équipement sont confiés à l'Office national des forêts.

DES LISTES

— Des élèves diplômés de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (année scolaire 1986-1987).

— Des candidats admis aux concours de directeur d'hôpital quatrième classe 1987.

Le Monde ANNONCE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

11^e arr^t

Ench. maison individuelle, 120 m² env., 2 000 000 F, 40-45-17-77.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

appartements achats

11^e arr^t

Ench. maison individuelle, 120 m² env., 2 000 000 F, 40-45-17-77.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

bureaux

11^e arr^t

Ench. maison individuelle, 120 m² env., 2 000 000 F, 40-45-17-77.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

18^e arr^t

Prof. lib. possibilité, 40 m² env., 1 500 000 F, 45-23-08-98.

هكذا قال

SOCIAL

Une campagne en faveur des demandeurs d'emploi

M. Séguin presse l'administration de mettre en place dès cette année les mesures de lutte contre le chômage

Les grandes manœuvres sont lancées. La mobilisation en faveur des demandeurs d'emploi est décrétée. Un seul objectif pour M. Philippe Séguin : faire baisser les chiffres du chômage au début de 1988, année de l'élection présidentielle.

Par une circulaire en date du 7 août, le ministre des affaires sociales et de l'emploi vient de donner le coup d'envoi à une campagne de grande ampleur. Elle consistera à mobiliser l'ensemble des services de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises et des associations pour lutter contre le chômage. M. Séguin insiste sur le fait que cette campagne doit être menée de façon coordonnée et que tous les acteurs doivent être impliqués. Il rappelle que le chômage est un problème qui concerne tout le monde et que la lutte contre le chômage est une tâche collective.

Prématurément écorné, le plan a donc été reconstitué et, dans sa deuxième version, amplifié. Aux 247 000 stages retrouvés, il faut ajouter les 10 000 contrats de réinsertion en alternance (CRA) et les 20 000 stages de réinsertion en alternance (SRA) issus de la loi du 10 juillet 1987, qui devraient favoriser l'utilisation de chômeurs de longue durée par les entreprises.

Avec le premier dispositif, pour lequel le gouvernement a engagé un crédit de 350 millions de francs pour la formation, hors charges sociales, les chômeurs de longue durée sont embauchés au SMIC pendant deux ans par les entreprises, qui sont exonérées des cotisations la première année et n'ont pas à supporter le coût de la formation.

Avec le deuxième dispositif, l'Etat consacrera 210 millions de francs à la formation des stagiaires, dont 75 millions qui iront à la formation en entreprise. Chômeur de plus de deux ans, le bénéficiaire sera payé 3 915 F net par mois par l'Etat, soit au SMIC, l'employeur n'ayant pas à supporter les charges sociales. Ainsi, l'entreprise pourra employer une main-d'œuvre gratuite. Dans les deux cas, une embauche donnerait ensuite lieu à une exonération de 50 % des charges sociales.

Le dispositif se présente donc de la manière suivante :
1) Les stages FNE (Fonds national de l'emploi), qui coûteront 405 millions de francs pour 45 000 bénéficiaires d'une formation de six mois ;
2) Les stages modulaires pour 87 100 personnes, d'une durée équivalente, pour lesquels 774 millions de francs sont prévus (l'AFPA et le Fonds d'action sociale interviennent dans cette catégorie pour des opérations expérimentales) ;
3) Les stages de mise à niveau, qui s'adresseront à 19 000 chômeurs pour une dépense de 98,6 millions de francs.

Les actions en faveur des femmes isolées sans ressources, modestes en chiffres absolus, sont les plus chères. Au prix unitaire de 23 300 francs, les programmes locaux d'insertion des femmes isolées et privées d'appui financier (PLPIF) nécessiteront 116 millions de francs. Equivalent des TUC, ils sont destinés à 5 000 femmes. Quant aux 20 000 stages FNE qui leur sont réservés, pour une enveloppe globale de 25 millions de francs, ils seront moitié moins coûteux en moyenne.

Les stages pour les jeunes, âgés de seize à vingt-cinq ans, en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, visent à aider un public sans formation ni qualification, le plus souvent à la recherche d'un premier emploi. Sous une forme à peine différente, cette formule reprend le principe du dispositif lancé par M. Marcel Rigout et poursuivi par M. Michel Delebarre, respectivement ancien ministre de la formation professionnelle et ancien ministre du travail. Initialement prévu pour accueillir 90 000 jeunes, il a été élargi de façon à en absorber 140 000. Une partie du programme a déjà été épuisée, semble-t-il avec la fin de l'année scolaire.

Une première vague de 75 530 stages est en cours ou en début d'exécution pour un engagement financier qui doit dépasser les 915 millions de francs. Une deuxième vague, pour 407 millions de francs, est en préparation et concerne 44 970 jeunes. La durée de ces actions, qualitativement et quantitativement impressionnantes, va de quatre mois, pour la formule la plus courte, à huit mois. Une note du ministère des affaires sociales précise que, pour les stages de qualification, « il est important » que les opérations « puissent démarrer dès le mois de novembre ». « Le calendrier (sic), est-il précisé dans ce cas, devra pouvoir s'étaler sur la période de novembre 1987 à février 1988 au rythme moyen de 5 000 entrées par mois. » Une autre formule, qui peut intervenir après un stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), une formation en alternance ou après un TUC, devra « être mise en place au cours du premier trimestre de 1988 ».

Pour chaque formule du plan Séguin, les régions sont tenues de réaliser un objectif pour lequel est affecté une enveloppe financière. « En retournant les tableaux de bord », souligne M. Séguin dans sa note aux fonctionnaires, il vous avait été demandé [...] de me confirmer votre engagement sur la réalisation effective des stages prévus. « Je crois devoir vous rappeler à nouveau toute l'importance que le gouvernement attache à la mise en œuvre dans les délais prévus de ces programmes », conclut de façon pressante le ministre. « Je vous demande de veiller personnellement à leur réalisation ».

Le plan comprend principalement le placement en stage de 277 000 personnes, à partir de la rentrée de septembre. Il s'adresse aux femmes, aux jeunes et aux adultes, chômeurs de longue durée ou présentant des difficultés particulières d'insertion. Accessoirement, et sans que les objectifs soient chiffrés, il table aussi sur les effets de plusieurs dispositions particulières, rendues possibles par de nouveaux décrets publiés en ce moment.

S'inscrivant dans une vaste opération de lutte et de prévention contre le chômage de longue durée, ces mesures auront évidemment pour résultat immédiat de modifier les statistiques mensuelles de l'ANPE, celles de janvier et de février 1988 étant politiquement les plus stratégiques.

Cela coûte cher : 3 milliards de francs environ, sans compter les charges sociales ou les exonérations qui sont supportées par le budget de l'Etat. Des budgets comme ceux de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), pour 35 millions de francs, et du Fonds d'action sociale, pour 11 millions de francs, sont sollicités pour alléger la facture globale.

Des opérations déjà engagées
Poussé par les événements, soumis à une forte pression de la part de ses collègues du gouvernement, rendus inquiets par la montée du chômage au printemps dernier, M. Philippe Séguin avait dû anticiper sur le lancement de ce programme. Il a dû le faire aussi sur les 247 000 stages alors annoncés et impatiemment attendus. Plus de 20 000 stages modulaires pour les chômeurs de longue durée et près de 20 000 pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans en difficulté ont déjà été entrepris. Ils expliquent pour partie la baisse du nombre de demandeurs d'emploi enregistrée depuis.

Des dispositions nécessaires
Le chômage est l'indicateur économique le plus sensible pour le corps électoral. Les socialistes ne l'ignorent pas et ont accoutumé le traitement social du chômage. Les droits le reconnaissent, qui met en place des mesures dont les impacts électoraux sont évidents.

Il faut cependant reconnaître que la plupart de ces dispositions sont, désormais devenues indispensables, faute d'une reprise de l'emploi. M. Séguin est condamné à accoutumer la politique de traitement social, redécouverte par le gouvernement de M. Chirac. Il doit multiplier les actions qui auront sans aucun doute des conséquences positives pour les publics visés. Continuément, il est amené à réclamer davantage de moyens auprès de M. Balladur, à son tour entraîné par l'engrenage. Hors des échéances politiques, toute la question est de savoir jusqu'où et jusqu'à quand. A un moment donné, il faudra bien réviser la politique de l'emploi.

AFFAIRES

Après un « ramassage » en Bourse

M. Jérôme Seydoux devient le principal actionnaire de Prouvost

M. Jérôme Seydoux, qui avait acheté en Bourse 11,7 % de Prouvost, en détient maintenant près de 25 %. L'ancien du premier groupe textile français est maintenant en balance, le front uni de ses actionnaires traditionnels se lézardant. La Commission des opérations de Bourse va demander à M. Seydoux s'il entend prendre le contrôle de l'affaire. En cas de réponse positive, ce qui est probable, la COB demandera à ce que la suite des rachats prenne la forme d'offre publique (OPA) afin de ne pas léser les petits porteurs d'actions.

Le dossier Prouvost, qui agite la chronique boursière de l'été, a pris un tournant, le mardi 18 août : dans la matinée, le patron des Chargeurs SA, M. Seydoux, annonçait qu'il possédait, après un « ramassage » en Bourse, 24,84 % du capital du groupe lainier. Mais surtout, dans la journée, on apprenait que certains membres de la famille Prouvost lui avaient cédé entre 5 % et 7 % de leurs titres lors de la deuxième vague d'achats intervenue la semaine dernière. Il est vrai que la hausse du titre, monté jusqu'à 489 F (contre 265 F à la fin du mois de juillet), permet aux vendeurs de réaliser des plus-values importantes.

Le capital de Prouvost, jusqu'ici « verrouillé » par ses actionnaires traditionnels, qui en détenaient 60 % (les 40 % restants étant dans le public), prend donc une tout autre allure : les familles Lefebvre et Prouvost n'en possèdent plus que 22 % à 24 %. Les banques amies réunies au sein de la SAFTI : 16 %, Vitep-établissements Viteux : 15 %. En face, les Chargeurs détiennent 25 %, et 20 % à 22 % restent dans le public.

Certes, le noyau dur d'actionnaires — grâce au jeu des votes doubles — contrôle encore entre 56 % et 68 % des droits de vote. Mais M. Seydoux est désormais le plus gros actionnaire de Prouvost. Ce qui scelle toute possibilité de lui jouer un rôle de « partenaire dormant ». Surtout, il est clair aujourd'hui que c'est la question du contrôle du groupe qui se joue. La

Paysage bouleversé

Que les nostalgiques des grandes familles industrielles ne se désolent pas pour autant : c'est un autre héritier prestigieux qui se présente à la porte de Prouvost. Et qui plus est, le patron d'un groupe qui s'est développé à partir du textile précisément. Créée en 1925, l'entreprise des Chargeurs a exercé son activité dans l'industrie des textiles artificiels à base de viscose jusqu'en 1951. Le groupe, aujourd'hui plus connu pour ses activités dans les transports, maritimes et aériens (M. Seydoux contrôle UTA), fait d'ailleurs depuis plusieurs mois un retour remarqué à ses sources. Après la reprise en novembre 1986 de l'entreprise Delcor (production et commercialisation d'étoffes en maille), les Chargeurs réalisent l'an passé un chiffre d'affaires estimé à 1 milliard de francs dans ce secteur, et déclarent vouloir doubler ce chiffre cette année (Le Monde affaires du 24 janvier).

L'activité textile du groupe de M. Jérôme Seydoux s'appuie jusqu'ici sur deux grands pôles : un ensemble de sociétés spécialisées dans l'ennoblissement (teinture, blanchiment, impression) autour de l'ex-groupe Pricel, d'une part. Un autre, constitué autour de la Lainière de Picardie, d'autre part. Sans oublier les éponges Spontex, à la limite entre le textile et l'entretien ménager, à Beauvais... Et son équipe, avec le rachat de Delcor, s'est enrichie de nombreux cadres venus de Rhône-Poulenc, un autre ex-grand du textile.

Si M. Seydoux prend le contrôle de Prouvost (8,4 milliards de francs de chiffre d'affaires), le paysage de l'industrie française du textile va se trouver, une nouvelle fois, bouleversé, après le virage pris par Bousac sous la houlette de M. Bernard Arnault, et face à DMC, le numéro un du coton en France, présidé par M. Julien Charlier, un autre grand patron du secteur qui aurait bien aimé lui aussi ajouter la laine de Prouvost à son empire.

M. Jérôme Seydoux arrivera-t-il à ses fins ou l'équipe dirigeante actuelle de Prouvost trouvera-t-elle la parade à l'abordage effectué par l'héritier des Schlumberger ? Il est en tout cas difficile d'imaginer deux maîtres à bord de Prouvost. Or M. Christian Derveloy comme M. Jérôme Seydoux passent pour avoir de fortes personnalités. Il y a fort à parier que le feuillet Prouvost est loin d'être terminé.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Le IAS porte plainte contre la France. — La société internationale aviation service (IAS), qui avait offert pour le compte de Sabena (filiale de la Sabena) le charter à destination des Antilles bloqué pendant une journée à l'aéroport de Bruxelles au début d'août (Le Monde du 8 août), a déposé une plainte contre la France devant la Commission européenne. Les responsables d'IAS estiment que tout « quota » de passagers par nationalité introduit une notion de discrimination.

PATRICE DE BEER.

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Après la Belgique en proie à l'austérité (le Monde du 15 août), après l'Espagne à cheval sur le dix-neuvième et vingt et unième siècle (le Monde du 19 août), le Monde jette aujourd'hui son « Regard » sur la Chine, qui a beaucoup changé depuis que les contraintes administratives se relâchent. L'argent et l'appétit du gain tourmentent une partie de la population.

Pour limiter les abus, la fraude et la corruption

Le gouvernement chinois réglemente l'activité du commerce privé



PÉKIN

de notre correspondant

Le gouvernement chinois a rendu public, le mercredi 19 août, une nouvelle réglementation concernant le commerce privé. Pratiquement inexistant à la fin de la révolution culturelle, le commerce privé concerne désormais 18,5 millions de personnes et est en augmentation constante. Ce texte vise à la

fois à garantir les droits des petits commerçants contre les abus d'une administration tatillonne et parfois corrompue et à assurer que le secteur privé n'abuse pas de sa position pour gruger ses clients ou frauder le fisc.

Un des effets les plus frappants de l'ouverture et de la réforme économique en Chine est la frénésie de profit à tout prix, la magie de l'argent, qui s'est emparée d'une grande partie de la population. Un drame a défrayé la chronique la semaine dernière : une lycéenne de Chengdu (Sichuan) s'est noyée au cours d'une baignade devant une quarantaine de personnes indifférentes. Répondant aux applications de ses camarades, certains ont dit : « Combien ne payez-vous ? Personne ne ferait ça pour moins de 200 ou 300 yuans » (deux à trois fois le salaire mensuel urbain). Quand elle fut morte, la famille dut payer 80 yuans pour récupérer le cadavre, et 17,5 yuans pour le ramener à son domicile.

Dans les campagnes, des personnes ou des entreprises peu scrupuleuses profitent de la naïveté des paysans pour s'enrichir, même s'ils savent qu'une fois pris ils risquent le camp de travail, voire une balle dans la nuque (la balle est à la charge de la famille du condamné) : au Guangxi, 50 000 hectares de rizières ont été détruits par des engrais de mauvaise qualité importés d'autres provinces ; au Hubei, des centaines d'hectares ont été rendus impropres à la culture, un vendeur d'insecticide ayant recommandé aux paysans d'épandre dix fois la dose normale ; au Shanxi, un paysan s'est fait prendre pour avoir vendu de fausses

semences à des fonctionnaires d'une autre province qui avaient accepté ses pots-de-vin. Les journaux sont pleins de ce genre d'informations, l'actualité politique estivale étant rare ou se dissimulant dans les stations balnéaires pour dirigeants (Le Monde du 9-10 août).

Appât du gain

Une enquête vient d'être ouverte sur l'importation de plus de 50 000 tonnes d'huile à usage industriel qui a été reconditionnée comme « huile de table ». Selon un responsable du ministère de la santé, cette huile contient « des produits chimiques toxiques tels des dérivés du benzène », mais qui ne seraient pas mortels. « Il est choquant que des compagnies (d'Etat) se livrent à de telles pratiques pour gagner de l'argent », a-t-il déclaré. Les ventes de produits empoisonnés ou impropres à la consommation ne cessent de croître : au Shanxi, 20 000 personnes ont été empoisonnées par de l'huile de coton de mauvaise qualité, 130 sont mortes. L'alcool frelaté à base de méthanol a tué 129 personnes et en a rendu aveugles 38. Les insecticides tuent des dizaines de personnes par an. Entre 20 et 30 % des produits alimentaires cuisés dans le pays sont impropres à la consommation, selon les Nouvelles commerciales. Un million et demi de fabricants et de vendeurs de nourriture avariée ont été sanctionnés depuis 1984.

Au Gansu, au Fujian, au Shanxi, au Sichuan, au Jiangxi, au Henan...

Le pillage de tombes et les trafiquants d'antiquités se livrent au grand jour à des déprédations catastrophiques et à un trafic effréné. Il s'agit souvent de paysans, mais aussi de cadres du parti, d'enseignants, attirés par l'argent. Au Henan et au Hebei, des centaines de personnes, utilisant des dizaines de camions, volent quotidiennement par centaines de tonnes de minerai d'or dans les mines d'Etat de Xiaojinlin, de Shanggong et de Zhangjiaokou. Selon les Nouvelles de la métallurgie, la police locale relâche les voleurs, même s'ils sont pris sur le fait. Certaines mines ont été tellement endommagées par cette marée de mineurs maniant la dynamite qu'elles ont dû être fermées pour remise en état.

En même temps, Pékin s'est lancé dans une vaste campagne contre la négligence et le bureaucratisme des cadres qui coûtent à l'Etat des milliards de yuans et de nombreuses vies humaines. Ainsi ces vingt-huit petites filles du Jiangxi tuées par l'effondrement des toilettes de leur école primaire construite sciemment sans respect des normes de sécurité. Ce sont là des lectures d'été pour les Chinois, avant qu'ils ne soient submergés sous les textes politiques à l'occasion du prochain congrès du PCC. Elles visent à leur montrer que les autorités se préoccupent de ces dérives qui, avec la hausse des prix et la corruption, nuisent à l'image de marque des réformes, et donnent au besoin des arguments à ceux des conservateurs favorables au statu quo.

PATRICE DE BEER.

Economie

CONJONCTURE

La production industrielle française a fortement progressé en juin

La production industrielle en France a progressé de 1,9 % en juin par rapport à mai, l'indice mensuel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 étant passé de 103 à 104,9 après correction des variations saisonnières (bâti et travaux publics exclus). Par rapport à juin 1986, la progression est de 2,9 %.

L'indice mensuel de la production industrielle n'avait jamais atteint ce niveau. Tout au plus s'en était-il approché en novembre 1986 (104). Ce résultat — qui confirme le regain d'optimisme dont font preuve les chefs d'entreprise dans leurs réponses aux enquêtes de l'INSEE — prouve peut-être que l'activité est plus soutenue qu'on ne le prévoyait.

Mais cette bonne performance demandera à être confirmée au cours des prochains mois. L'INSEE dans sa note de conjoncture de juillet prévoyait une légère baisse de la production industrielle au second semestre de 1987 due à un allègement des stocks.

Remplacé sur une longue période (1980-1987), la « performance » de juin est finalement modeste : progression de 5 % en fin de six ans. Elle s'est expliquée à la fin du printemps par la production des industries du verre (+ 4,2 % en un mois), de la chimie de base (+ 3,6 %), des biens d'équipement ménagers (+ 4,3 %), de l'automobile (+ 3,6 %) et de l'énergie (+ 2,6 %). Seul secteur ayant enregistré une baisse : les industries agro-alimentaires (- 2,8 %). L'indice bâtiment-génie civil a stagné en juin à 93 sur la base 100 en 1980 mais progresse toutefois sensiblement par rapport à son très bas niveau de juin 1986.

Indices à suivre...

A. V.

Fiscalité locale : pas de révision des bases de calcul l'an prochain

Les maires et les élus locaux vont être rassurés : il est maintenant presque certain que les valeurs locatives de la taxe foncière bâtie et de la taxe foncière non bâtie qui servent de base au calcul de ces deux impôts ne seront pas actualisées en 1988. En prenant cette décision le gouvernement veut éviter des modifications importantes de

ces deux taxes locales qui indisposeraient bien des contribuables alors que des élections cantonales, municipales et sénatoriales se profilent à l'horizon. Un texte devra pourtant être voté par le Parlement puisque l'actualisation des bases devait intervenir en 1988.

POINT DE VUE

Pour un impôt foncier unique

par Bernard Bonno
docteur en sciences économiques

EN 1988, la France fêtera le bicentenaire de la Révolution, l'année même des élections municipales. Dans son essai sur l'« Ancien Régime et la Révolution », Alexis de Tocqueville consacre de nombreuses pages à la centralisation administrative, à l'organisation territoriale et à l'archaïsme du système fiscal, qui, selon l'auteur, seraient en grande partie à l'origine des événements de 1789.

On a dit de la décentralisation qu'elle serait la grande affaire du septennat de François Mitterrand. On dit aujourd'hui que la réforme du système fiscal français serait une des priorités du prochain septennat, quel que soit le candidat élu. Si on se limite au système fiscal local, tout, ou presque, a déjà été dit à propos de son archaïsme, et, cependant, la plupart des rapports rédigés à la demande des gouvernements ou des parlementaires n'ont jamais dépassé le seuil des « groupes de travail ».

Ce dossier, toujours ouvert et jamais réformé, est vraisemblablement l'un des plus épineux à traiter. Sans cesse remodelé depuis la fin de la première guerre mondiale, le système des « quatre vieilles » (1) plonge ses racines dans l'Ancien Régime. Impossible à réformer, ne devrait-il pas alors être abandonné purement et simplement au profit

d'une législation fiscale locale entièrement nouvelle qui répondrait tout à la fois aux structures de la société contemporaine et aux exigences de la décentralisation ? La solution que nous proposons est la suppression des quatre impôts directs locaux et leur remplacement par un véritable impôt foncier unique perçu localement. Cet impôt s'apparenterait au système de la « Property Tax » en vigueur aux États-Unis.

Son assiette serait constituée par la valeur des immobilisations commerciales, industrielles, résidentielles et agricoles et son taux serait librement fixé par les collectivités territoriales.

La nouvelle taxe locale serait assise sur la valeur vénale déclarée par le propriétaire (valeur opposable en cas de mutation) et non sur une valeur évaluée administrativement comme c'est le cas aux États-Unis. Les entreprises ne seraient taxées que sur la valeur des biens immobiliers, à l'exclusion des salaires, ce qui, à la différence du système actuel, ne pénaliserait pas les entreprises de main-d'œuvre.

Les résidents seraient imposés sur la base de la valeur vénale de leurs biens immobiliers, ce qui permettrait aux collectivités locales de récupérer une partie de la plus-value dégagée par les propriétaires fonciers, du fait des aménagements urbains réalisés par les municipalités.

De même, la taxation sur la valeur vénale des terres agricoles aurait le mérite de freiner la spéculation et de libérer plus facilement des terrains propres à l'urbanisation sans pénaliser les exploitants, qui s'estiment actuellement trop lourdement imposés.

Dans tous les cas, la valeur vénale serait déclarée par le propriétaire, ce qui se traduirait par une économie de moyens au niveau de l'administration fiscale, dont le moitié des effectifs (soit trente mille agents) est aujourd'hui mobilisée pour l'établissement des rôles et le recouvrement des impôts locaux.

Transferts importants

L'application brutale de cette réforme nécessiterait, bien évidemment, d'engendrer des transferts de charges entre les contribuables. La France en a vu d'autres, notamment lors du passage de la patente à la taxe professionnelle. Il s'agit alors d'effectuer des simulations avant toute réforme et d'apporter des correctifs aux éventuels « effets pervers ».

Un obstacle plus sérieux nous paraît être celui du rendement de l'impôt. Les communes tirent en effet près de la moitié de leurs recettes de fonctionnement du produit des contributions directes locales. Comment reconstituer cette ressource sans surcharger certains contribuables ? La disparition de la taxe d'habitation (25 % du produit actuel des impôts locaux) pourrait être compensée, à terme, par une extension de la tarification des services publics locaux (transfert contribuable-usager). On assiste déjà à une généralisation du principe de tarification, qui est en pratique depuis de nombreuses années dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, des cantines scolaires, des ordures ménagères... Pourquoi alors ne pas étendre cette pratique à d'autres services à caractère

culturel et sportif, qui bénéficieraient, ainsi que le montrent la plupart des enquêtes, à une frange généralement aisée et bien informée de la population ?

Qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agit pas de réserver l'accès à la culture et au sport aux plus favorisés, car rien n'empêche les collectivités locales de pratiquer des tarifs discriminatoires sous certaines conditions ou, mieux, d'octroyer une aide financière aux plus démunis. Il paraît préférable d'attribuer une aide financière à un nombre réduit de familles et de faire payer le service rendu à tous les usagers, plutôt que d'offrir un service « potentiellement » accessible à tous, mais supporté par l'ensemble des contribuables. Ce système aurait, en outre, l'avantage de conduire à une véritable connaissance du coût des services locaux et à une réflexion sur l'amélioration de leur gestion (régies, concessions, affermage, recours aux sociétés privées). Cette politique est désormais possible, à quelques exceptions près, avec la libération des prix des services publics locaux.

Renforcer

les mécanismes de solidarité

Ce nouveau système serait parfaitement cohérent avec la décentralisation car l'impôt foncier unique resterait un impôt défini et perçu localement au taux librement fixé par les élus, qui conserveraient la maîtrise de son évolution, alors qu'aujourd'hui, 30 % du produit de la taxe professionnelle sont répartis au niveau de l'État par le biais du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle. Il convient de rappeler également que la politique de dégrèvement et d'exonération décidée au titre de la taxe d'habitation et du foncier bâti échappe en grande partie au pouvoir des élus locaux.

Le complément indispensable à ce dispositif devrait être un renforcement des mécanismes de solidarité financière entre les collectivités locales.

Il conviendrait de créer des fonds locaux de péréquation (FLP) alimentés par le produit d'un écrêtement de la totalité des bases d'imposition communales dépassant un certain seuil. Le produit de ces fonds permettrait de financer des mesures d'aménagement du territoire (rééquilibrage des pôles de développement économique, revitalisation des zones rurales...) Il faudrait néanmoins éviter que les actions de ces fonds ne nuisent à l'implantation optimale des activités en créant des conditions artificielles de développement commandées uniquement par des préoccupations électorales...

Nous pensons que cette réforme irait dans le sens des orientations du IX^e Plan, mais elle ne ferait pas l'économie d'une autre réflexion, tout aussi importante, sur l'indispensable réforme territoriale. La France compte actuellement plus de 36 000 communes, dont 22 000 ont moins de... 500 habitants ! La France est un des seuls pays d'Europe à n'avoir pas pu, ou pas su, réduire le nombre de ses collectivités locales.

(1) Qualificatif attribué aux quatre taxes directes locales : taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxe foncière bâtie, taxe foncière non bâtie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BICM

BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS

15, rue des Pyrénées - 75001

Les comptes de la BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS, arrêtés au 30 juin 1987, font apparaître un bénéfice net de 26 374 598 F pour le premier semestre de l'exercice 1987 contre 12 971 621 F pour le premier semestre 1986.

Ce bénéfice net s'élève après provision pour imputation du personnel de 1 761 705 F et provision pour impôt sur les sociétés de 26 481 000 F.

Marchés financiers

PARIS, 18 août

Retour de la baisse

Après quatre séances de hausse, la Bourse de Paris a, mardi, brusquement fait volte-face. Relativement fermes ces derniers jours, la plupart des grandes valeurs ont rendu la main, surtout Peugeot, CSF, Saint-Gobain, Total, Midi et Paribas. Michelin a été plus résistant, et BSN à peu près seul de la cote à maintenir ses positions. Bref, à la clôture, l'indicateur instantané, dont la progression depuis le 12 août atteignait 3,2 %, se replait de 1,1 % environ.

La correction technique était inévitable, d'autant que la fin du mois boursier est proche. La liquidation générale aura en effet lieu vendredi prochain. Cependant, la hausse des taux d'intérêt qui se poursuit inquiète les milieux financiers.

Le Trésor a dû, lundi, lors de son adjudication hebdomadaire, relever de 0,2 % environ les rendements offerts sur ses bons.

Enfin, avec la baisse rapide du dollar, l'intérêt se concentre sur le deuschematic, pour porter sur huit autres monnaies du SME. Le franc français en particulier s'affaiblit et, comme l'actualité en ce creux de l'été n'est pas riche, de nouvelles rumeurs sur un rajustement des parités se remettent à circuler.

Les Chargeurs SA viennent d'annoncer une augmentation de leur participation dans Prouvost, qui passe de 11,7 % à près de 25 %. La minorité de blocage est en vue. L'action Prouvost a baissé de 9 %, et 66 000 titres avaient déjà été échangés à 13 h 45.

Sur le marché obligataire et sur le MATIF, la déception se succède à elle-même, avec les échéances de mars et de juin 1988 à près de 99.

NEW-YORK, 18 août

Vif repli

Après avoir atteint de nouveaux sommets en début de semaine, Wall Street a, mardi, brusquement fait volte-face. Le repli a été d'importance puisque, en séance, le « Dow » a perdu plus de 70 points. Une reprise devait causer l'effacement de la baisse, mais l'indice des industries a accusé une baisse de 45,92 points à 2 654,65, ce qui n'est déjà pas mal. Le bilan de la journée a été, lui, très mauvais. Sur 2 007 valeurs traitées, 1 299 ont reculé, 393 seulement ont progressé et 315 n'ont pas varié.

Cette journée assez spectaculaire a été pour partie due au facteur technique, mais également au plongeon du dollar, favorisé par de fortes ventes étrangères.

Les professionnels étaient généralement assez inquiets. La faiblesse du dollar est pour eux un mauvais présage, car, en se perpétuant, elle pourrait décourager les investissements de l'étranger en valeurs américaines. Pour l'instant au « Big Board », aucun signe de panique n'est apparu. Au contraire, le repli s'est opéré en bon ordre, avec que les chasseurs de bonnes affaires ne fassent remonter un peu les cours.

L'activité a augmenté, mais pas démesurément, pour porter sur 198,4 millions de titres contre 166,12 millions la veille.

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 18 août
Alcatel	81 1/2	82 3/4
Alstom	86 1/2	85 3/4
A.T.T.	24 3/4	24
Banque	52	51 1/2
Bois	55 5/8	55 1/2
Caisses d'épargne	127	125 3/8
Chemins de fer	102 1/2	99 1/2
CSF	103 3/4	102 1/2
Edf	111 1/4	108 7/8
Genève	85 1/2	83 1/2
Grandes Mairies	58 1/2	57 1/2
Industriel	74 1/4	74
LM	174 1/2	173 1/2
Midi	51 1/4	50 1/2
Paribas	74 3/8	73 1/2
Peugeot	48 1/2	48 1/2
Saint-Gobain	43 1/2	42 1/2
Toshiba	28 1/2	28 1/2
Union	37 1/2	37 1/2
Wendel	71	69 3/4
Worms	81 1/2	80

CHANGES

Dollar : 6,17 F

Le dollar s'est de nouveau replié mercredi sur toutes les places financières pour coter 6,1675 F (contre 6,1930 F) et 1,8450 DM (contre 1,8550 DM). Il n'a cependant pas fini au plus bas de sa journée, après avoir racheté effectués par les vendeurs à découvert.

FRANCFORT	18 août	19 août
Dollar (en DM)	1,859	1,849
TOKYO	18 août	19 août
Dollar (en yen)	148,5	148,35

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (19 août) : 77/167 1/2

New-York (18 août) : 611/16 1/2

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

17 août	18 août
Valeurs françaises	1034
Valeurs étrangères	1348
Coté des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)	
Indice général	4153 4118

NEW-YORK (indice Dow Jones)

17 août	18 août
Industrielles	2780,57 2654,65

LONDRES (indice Financial Times)

17 août	18 août
Industrielles	1764 1732,32
Mines d'or	401,60 400,00
Fonds d'Etat	86,67 86,36

TOKYO

18 août	19 août
Nikkei Dow Jones	2534,34 2523,59
Indice général	289,78 289,42

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 août

Nombre de contrats : 70 292 (record)

COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	99,25	99,15	99,05	99
Précédent	99,95	99,85	99,75	99

LA VIE DE LA COTE

DE BEERS : 50 % DE PROFITS EN PLUS. — La De Beers, un des plus grands trusts miniers du monde, annonce pour le premier semestre une augmentation de 50 % de son bénéfice net attribuable, dont le montant atteint 393 millions de rands. Le bénéfice net consolidé s'élève à 589 millions de rands (+ 38,5 %). Le dividende intermédiaire est majoré de 37,5 % à 27,5 cents.

Cependant les profits tirés de l'activité dans l'industrie du diamant n'ont que faiblement pro-

gressé (+ 4,9 %), pour atteindre 469 millions de rands.

GOLDFIELDS : AMÉLIORATION DU BÉNÉFICE, SANS PLUS. — Pour l'exercice achevé le 30 juin dernier, les comptes font ressortir un bénéfice impossible de 335,6 millions de rands (+ 15,6 %). Le bénéfice net augmente dans les mêmes proportions (+ 15,5 %) à 300,9 millions de rands. Le dividende final est fixé à 120 cents (+ 14,3 %), faisant un total de 185 cents (+ 15,6 %).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

	18 août	19 août	18 août	19 août	18 août	19 août
SE-IL	6,140	6,140	+ 38	+ 53	+ 77	+ 142
DM	4,6120	4,6170	- 75	- 58	- 129	- 93
Yen (100)	4,2264	4,2396	+ 148	+ 156	+ 278	+ 281

	18 août	19 août	18 août	19 août	18 août	19 août
SE-IL	3,395	3,3424	+ 181	+ 118	+ 286	+ 291
DM	2,9026	2,9500	+ 57	+ 67	+ 117	+ 133
Yen (100)	16,777	16,998	+ 139	+ 206	+ 275	+ 406
F.S.	4,835	4,8375	+ 139	+ 157	+ 264	+ 291
L (1 000)	4,828	4,8139	+ 322	+ 279	+ 549	+ 606
Euro	9,328	9,3300	- 289	- 382	- 328	- 334

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 7/8	7	7 1/16	7 1/8
SE-IL	3 1/16	3 15/16	3 13/16	3 15/16	3 13/16	3 15/16	4 1/8	4 1/4
DM	5	5 1/4	5 3/16	5 1/4	5 3/16	5 1/4	5 3/8	5 1/2
Yen (100)	5 3/4	6 1/4	6 3/8	6 11/16	6 9/16	6 7/8	6 7/8	7 3/16
F.S.	12 3/8	13 1/8	13 1/4	13 3/8	13 3/8	13 3/8	13 3/8	14 1/8
L (1 000)	12 3/8	13 1/8	13 1/4	13 3/8	13 3/8	13 3/8	13 3/8	14 1/8
Euro	9 3/4	10	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 3/8
R.f.m.p.	7 3/8	7 5/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	8 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 18 août
Alcatel	81 1/2	82 3/4
Alstom	86 1/2	85 3/4
A.T.T.	24 3/4	24
Banque	52	51 1/2
Bois	55 5/8	55 1/2
Caisses d'épargne	127	125 3/8
Chemins de fer	102 1/2	99 1/2
CSF	103 3/4	102 1/2
Edf	111 1/4	108 7/8
Genève	85 1/2	83 1/2
Grandes Mairies	58 1/2	57 1/2
Industriel	74 1/4	74
LM	174 1/2	173 1/2
Midi	51 1/4	50 1/2
Paribas	74 3/8	73 1/2
Peugeot	48 1/2	48 1/2
Saint-Gobain	43 1/2	42 1/2
Toshiba	28 1/2	28 1/2
Union	37 1/2	37 1/2
Wendel	71	69 3/4
Worms	81 1/2	80

Comptant

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 18 août
Alcatel	81 1/2	82 3/4
Alstom	86 1/2	85 3/4
A.T.T.	24 3/4	24
Banque	52	51 1/2
Bois	55 5/8	55 1/2
Caisses d'épargne	127	125 3/8
Chemins de fer	102 1/2	99 1/2
CSF	103 3/4	102 1/2
Edf	111 1/4	108 7/8
Genève	85 1/2	83 1/2
Grandes Mairies	58 1/2	57 1/2
Industriel	74 1/4	74
LM	174 1/2	173 1/2
Midi	51 1/4	50 1/2
Paribas	74 3/8	73 1/2
Peugeot	48 1/2	48 1/2
Saint-Gobain	43 1/2	42 1/2
Toshiba	28 1/2	28 1/2
Union	37 1/2	37 1/2
Wendel	71	69 3/4
Worms	81 1/2	80

Second marché

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 18 août
Alcatel	81 1/2	82 3/4
Alstom	86 1/2	85 3/4
A.T.T.	24 3/4	24
Banque	52	51 1/2
Bois	55 5/8	55 1/2
Caisses d'épargne	127	125 3/8
Chemins de fer	102 1/2	99 1/2
CSF	103 3/4	102 1/2
Edf	111 1/4	108 7/8
Genève	85 1/2	83 1/2
Grandes Mairies	58 1/2	57 1/2
Industriel	74 1/4	74
LM	174 1/2	173 1/2
Midi	51 1/4	50 1/2
Paribas	74 3/8	73 1/2
Peugeot	48 1/2	48 1/2
Saint-Gobain	43 1/2	42 1/2
Toshiba	28 1/2	28 1/2
Union	37 1/2	37 1/2
Wendel	71	69 3/4
Worms	81 1/2	80

BOURSE DE PARIS

18 AOÛT Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel																													
Competition	VALEURS	Cross	Premer	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cross	Premer	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cross	Premer	Dernier	%												
210	A.S. 1972	1915	1900	1868	-0.47	790	Chd. Linn. (C)	786	782	784	- 0.25	825	Lucybell Branch	780	780	780	- 1.27	1980	Salem	1865	1865	1865	- 1.02	87	Deborah	129	130	138	+ 0.02
222	C.N.E. 37	4240	4246	4245	+ 0.12	1110	Chd. Linn. (C)	1100	1100	1100	- 0.90	830	Lucybell Branch	780	780	780	- 0.90	1750	Salvador	1822	1800	1800	- 1.22	88	Deborah	129	130	138	+ 0.02
232	B.P.T. 17	4240	4246	4245	+ 0.12	240	Comet S.A.	239	230	227	- 0.32	840	Lucybell Branch	780	780	780	- 0.90	1750	Salvador	1822	1800	1800	- 1.22	89	Deborah	129	130	138	+ 0.02
124	C.E.T. 17	1120	1127	1127	- 0.28	2700	Comet S.A.	2680	2676	2680	+ 3.21	1210	Lucybell Branch	1210	1210	1210	- 1.72	700	S.A.T.	757	750	750	- 0.79	770	Deborah	129	130	138	+ 0.02
124	C.E.T. 17	1120	1127	1127	- 0.28	430	Comet S.A.	432	435	435	- 1.89	1220	Lucybell Branch	1210	1210	1210	- 1.72	700	S.A.T.	757	750	750	- 0.79	770	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd. Linn. (C)	88	87	85	- 0.57	115	S.C.D.A.	117	112	113	- 0.44	780	Deborah	129	130	138	+ 0.02
200	Chd. Linn. (C)	1310	1315	1315	+ 0.16	350	Comet S.A.	349	350	350	- 0.58	90	Chd.																

Comptant (selection)**SICAV** (collection)

18/8

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prêts incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prêts incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prêts incl.	Rachet net
Obligations																							
Emp. 7-8 1875	9776		Compagnie Ind.	149 90	148	Magnésie Ind.	251	250	1898	1898	A.A. & C.	338 33	318 32			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 8, 9, 10, 11 75	125 90	2 117	C.I.P. (Rente Ind.)	115	113	Musard S.A.	405	395	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 12 75	100 90	2 016	C.I. Méditerran.	613	600	Musard Paris	405	395	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 13 75	101 80	2 017	Comp. Suez	476	476	Musard Paris	412 20	414	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 14 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 15 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 16 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 17 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 18 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 19 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 20 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 21 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 22 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 23 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 24 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 25 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 26 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 27 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 28 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 29 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 30 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 31 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 32 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 33 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 34 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 35 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 36 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 37 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 38 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 39 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 40 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 41 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 42 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 43 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 44 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 45 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 46 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 47 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 48 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 49 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 50 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 51 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 52 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 53 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 54 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 55 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 56 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 57 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 58 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 59 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 60 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 61 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 62 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 63 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 64 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 65 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 66 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 67 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 68 75	101 80	2 017	Comp. Suez	680	620	0	0	0	1898	1898	Acton Invest.	485 57	485 57			Prudhomme	246 82	246 82		Prudhomme	110 01	107 58	
Emp. 69 75	101 80	2 017	Comp. Suez</																				

Second marché (selection)

Hors-cote 175

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			
	Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours	
ASP.S.A.	1000	1010	Drelin	500	500	Motoculture	228	227	d	Alcatel	330	326	Alcatel	330	326	Alcatel	330	326	Alcatel	330	326
Aévia Information	510	509	Drelin Orl. cour.	500	500	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
Aévia	440	445	Drelin Ind. Ind.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.A.C.	700	700	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.C.M.	975	975	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P.	670	660	Drelin S. D. D.	270	275	M.M.L.	700	699		C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105	C.E.M.	105	105
B.P																					

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	C
	préc.	18/8	Achet	Vente		préc.		
Ecu-Livre (£ 1)	6 286	6 193	6 660	6 462	Or fin (à la onze)	91700	916	
ECU-Livre	6 828	6 828			Or fin (au lingot)	91800	916	
Allemagne (100 DM)	319 370	333 390	324	342	Plaques françaises (20 g)	583		
Belgique (100 F)	18 083	18 074	16 450	16 560	Plaques françaises (10 g)	335		
Spain-Pes (100 P)	237 350	236 351	237 500	235 600	Plaques italiennes (20 g)	389		
Danemark (100 ind)	85 800	86 870	83	90	Plaques italiennes (10 g)	522		
Norvège (100 kr)	91 600	91 380	87	94	Suèdoises	653		
Grande-Bretagne (£ 1)	9 817	9 834	9 800	10 380	Plaques de 20 dollars	1570	2	
1000 Couronnes (1000 S)	4 416	4 400	4 350	4 600	Plaques de 10 dollars	1590	1	
Italie (100 L)	6 867	6 814	6 350	6 450	Plaques de 5 dollars	900		
1000 Liras (1000 L)	402 500	402 870	380 600	412 800	Plaques de 20 francs	636	3	
Suède (100 kr)	98 960	96 690	92 500	98 100	Plaques de 10 francs	640		
Autriche (100 sch)	4 810	4 785	46 300	46 700	Plaques de 5 francs	450		
Grèce (100 drs)	42 500	42 465	40 700	40 800	Or-Londres	484 80		
Portugal (100 esc)	27 272	27 267	3 800	4 600	Or Zurich	453		
Canada (50 can)	4 777	4 640	4 480	4 480	Or Hong Kong	454 25		
Japan (100 yen)	4 117	4 200	4 065	4 260	Argent Londres	7 83		

MINTEL

**La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE**

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ECONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Brésil : la grève générale du 20 août. — Chili : la tension s'accroît entre Washington et Santiago. 4 Corée du Sud : l'agitation sociale. — Le suicide de Rudolf Hess. 5 La situation dans le Golfe. — Liban : l'évasion de M. Charles Glass.	8 Les socialistes s'efforcent d'apaiser leurs querelles. — La Nouvelle-Calédonie privée de « l'heure de vérité », avec H. Désir. — Communication : le budget de RFI ; à TF 1, le « Mini-Journal de Patrice Dravet » est supprimé.	14 81 volontaires américains vont être soumis au vaccin contre le SIDA. — Sports : les championnats d'Europe de natation. 15 Les trois médecins de Poitiers devant la cour d'assises de la Vienne.	9-10 Les séries de la rentrée : Etienne Scola, Jean-Pierre Mocky, Jean-Charles Tacchella, John McTiernan, Arthur Hiller. 11 Patrimoine : le cycle infernal de la restauration. — Architecture : la Merrill Collection à Houston.	17 M. Séguin presse l'administration de mettre en place des cartes de mesures de lutte contre le chômage. 18 Fiscalité locale : pas de révision des bases de calcul avant l'an prochain. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 15 Météorologie 15 Mots croisés 15 Carnet 16 Expositions 12 Spectacles 13 Radio-Télévision 13 Annonces classées 16	● 10 h : Le mini-journal JOUR. ● 11 h/14 h 30 : Rendez-vous à la Bourse de Paris. BOURSE. Golf : Paris : dernières dépêches. IUR. Actualités, Sports, International. Culture, Jeux, Bourse. 3615 Tapez LEMONDE

Le dollar à nouveau vulnérable : 6,16 F à Paris

Le dollar perd la cote. Déjà en repli ces derniers jours sur ses plus hauts cours de l'année situés au début du mois d'août, il a battu un nouveau record, le mardi 18 août, à New-York, avant de trouver un soul de résistance. Et sur les indications fournies par le marché américain, le billet vert a reflé, le mercredi 19 août, sur toutes les grandes places financières internationales, avant de se redresser un peu.

Il a coté 6,1675 F (après 6,1550 F) contre 6,1930 F la veille, 1,8415 DM contre 1,8530 de la veille, 146 yens (après 145,40 yens) contre 148,55 yens. A Wall Street, où l'on craint que la chute du dollar n'écarte les investisseurs étrangers du marché des actions, le « Dow », qui avait culminé lundi à 2 700 points, a perdu près de 40 points. Ainsi en une dizaine de jours le dollar a baissé de 3 % environ par rapport au franc français et au deutschemark, mais surtout de 4,5 % à l'égard du yen.

Réaction tardive de l'étranger à l'aggravation du déficit commercial américain pour juin (15,7 milliards de dollars) annoncée à la veille du week-end ? Les cambistes n'avaient pas d'autres explications à fournir sur le repli précipité du dollar mardi soir. A leur avis la résistance assez surprenante manifestée lundi par le billet vert n'a été due qu'à une forte demande de dollars émanant de l'étranger, du Japon en particulier, pour régler les achats d'obligations américaines faits la semaine passée dans le cadre de l'opération de refi-

nançement (28 milliards de dollars) lancée par le Trésor des Etats-Unis.

La Réserve fédérale, la Banque du Japon et la Bundesbank seraient, dit-on, intervenues pour stopper la glissade du dollar. Mais les spécialistes n'en croient pas un mot, affirmant que le rebondissement de la devise américaine est consécutive, d'abord, à l'annonce de l'attaque d'un pétrolier libérien dans le golfe Arabo-Persique, ensuite aux rachats des vendeurs à découvert.

Après ce court intermède, le dollar va-t-il se remettre à baisser ? Le sentiment est partagé. Le ministre des Finances japonais, M. Kiichi Miyazawa, a déclaré mercredi matin devant une commission parlementaire que les mouvements actuels du dollar étaient « temporaires » et « pas inquiétants à long terme ». Il a cependant indiqué que les autorités monétaires agiraient en réponse à des « fluctuations soudaines sur court terme ».

Pour les professionnels, une chose est certaine : le dollar est désormais vulnérable. Mercredi, les marchés ont été nerveux et actifs.

A. D.

● **Change : Stabilité des réserves.** — Les avoirs officiels de change de la Banque de France se sont stabilisés en juillet. Ils atteignent à la fin du mois 417,643 milliards de francs, contre 417,638 milliards à la fin du mois de juin. La baisse des avoirs en devises (4,5 milliards) a été compensée par une hausse des avoirs en ECU (4 milliards).

Le feuilleton de la privatisation La CLT renouvelle sa candidature au rachat de RMC-TMC

Feuilleton de l'hiver (éclipsé par l'attribution de la 5 et de la 6), feuilleton du printemps (supplanté par l'annonce de la vente de TF1), feuilleton de l'été (un peu oublié au profit des autorisations de radio FM parisiennes), la privatisation de RMC-TMC pourrait bien jouer les feuilletons vedettes de l'automne. A moins que le gouvernement — tiraillé, divisé — ne décide purement et simplement de l'enterrer.

Des nombreux candidats déclarés à l'automne dernier, il ne subsiste, semble-t-il, ces derniers jours, que deux challengers de poids : Jean-Claude Decaux, soutenu par Matignon, et Claude Douce, allié au groupe Perrier et soutenu par le clan Lorient. Or, voilà que, la semaine passée (le 15 août), le premier amoncelé officiellement son retrait, tandis que Matignon laissait filtrer l'hypothèse d'une troisième voie : un tour de table élargi à des professionnels de la télévision jusqu'à lors évacués des privatisations.

Hachette se profilait. Riche — son exclusion récente des tours de table des télévisions lui laisse d'abondantes liquidités — propriétaire du premier quotidien de la Côte d'Azur, le *Provençal*, allié du groupe Rizzoli, qui convoite le réseau italien de TMC, et malmené par la CNIL, qui, après avoir dégué ses ambitions en matière de télévision, se révèle assez hostile à son projet FM intitulé *Europe 2*. Hachette donc, sans doute moins intéressée par TMC dont elle s'est retirée il y a quelques mois que par RMC, la radio monégasque si importante au Sud, et dont l'éven-

tuelle alliance avec Europe 1 formerait le plus puissant réseau de radio de l'Hexagone. De quoi effrayer l'autre « grande périphérique », RTL, qui soudain se réveille et dont la maison mère, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), actionnaire de RTL-TV et de M6, renouvelle soudainement une candidature qu'on avait largement oubliée.

Stupeur des différents partenaires et autres candidats. Surprise également de la Sofirat, prise depuis plusieurs mois entre le mariage de Matignon et l'ennemi de la rue de Valois, sans oublier le feu de la principauté monégasque, décidément inquiète de la tournure des événements. Aucun commentateur ne parvient de la CLT, mais l'on comprend combien, côté RTL, une alliance Europe 1-RMC est jugée inacceptable et contraire à la concurrence.

« Si Hachette a connu des déconvenues dans le domaine de la télévision, suggère même quelqu'un, qu'on les compense avec le même média, c'est-à-dire TMC. Seul. »

En fait, il semble bien que l'arrivée d'Hachette dans la course monégasque ravive quelques rivalités et stimule de soudaines appétits. Hava, qui démentait il y a peu être indigne pour un tel rôle, se réveille à la position : et certains vont jusqu'à imaginer un retour de M. Jimmy Goldsmith, lui aussi exclu récemment de la compétition télé, et des Presses de la Cité, après tout elles aussi concurrentes, mais dans le domaine de l'édition, de la « pieuvre verte ».

ANNICK COJEAN.

SRI-LANKA : l'attentat de Colombo

Les terroristes auraient disposé de complicités dans les services de sécurité

NEW-DELHI
de notre correspondant

Le président Jayewardene a eu beaucoup de chance de sortir indemne de l'attentat de mardi 18 août dans l'enceinte du Parlement de Colombo. Tous les témoins confirment en effet que les deux grenades, qui ont explosé dans une salle où se tenait une réunion du groupe parlementaire du parti gouvernemental (UNP, Parti national uni), ont été lancées en direction du chef de l'Etat. Les deux projectiles ont rebondi sur une table, éparpillant ainsi M. Jayewardene.

Le bilan définitif de cet attentat est de un mort (M. Keerthi Abhidan, parlementaire et ministre du district de Matara, dans le sud de l'île) et d'une vingtaine de blessés. Parmi ceux-ci figurent plusieurs ministres dont le premier ministre, M. Premadasa, blessé superficiellement, ainsi que l'influent ministre de la sécurité nationale, M. Lalith Abhidan, qui est dans un état grave. Tous deux ont été longtemps hospitalisés à l'Accord de paix signé le 29 juillet, à Colombo, par le président srilankais et le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, et ne cachent pas leur ambition de succéder un jour à M. Jayewardene, âgé de quatre-vingt ans.

Les premiers éléments de l'enquête font apparaître que ce sont les assaillants (qui n'ont pas été retrouvés) disposaient de complicités parmi les forces de sécurité. Mardi soir, un groupe jingoïste, le Mouvement patriotique du peuple, a revendiqué la responsabilité de l'attentat, accusant le gouvernement d'avoir « trahi le peuple ». Un porte-parole de ce groupe a affirmé par téléphone, au correspondant de la BBC à Colombo, que ses quelques « cinq mille membres » ne cessent pas leur action tant que l'accord de paix ne sera pas abrogé et que l'armée indienne n'aura pas quitté l'île.

Les soupçons, à Colombo, se portent davantage sur le JVP (Front de libération du peuple), organisation révolutionnaire marxiste clandestine active dans le sud de l'île. Le JVP est à l'origine de l'insurrection de 1971 dirigée contre le gouvernement du premier ministre de l'époque, M. Bandaranaike, aujourd'hui dans l'opposition. Interdit en 1983, le JVP remplit de ses cadres depuis un peu plus d'un an et recense ses sympathisants au sein de la jeunesse srilankaise, voire parmi certaines unités de l'armée. Il aurait volé près d'un million d'armes à feu au cours des dernières semaines.

Depuis quelques jours, des tracts sont apparus dans les rues de la capitale, menaçant de mort tout parlementaire qui voterait en faveur de la ratification de l'accord de paix. D'autres tracts ont été distribués sur les campus, dénonçant « l'indianisation du Sri-Lanka ».

L'attentat de Colombo n'a apparemment pas remis en cause la tradition des groupes séparatistes. Dans la journée de mardi, les Tigres — le principal groupe — ont livré une grande quantité d'armes à la force indienne, dans plusieurs villes du nord et de l'est. D'autres mouvements tamouls en ont fait de même.

Le commandement de l'armée indienne à Sri-Lanka ne se fait cependant guère d'illusion : toutes les armes ne seront pas rendues, et les bonnes dispositions manifestées par les séparatistes tamouls ne doivent pas cacher que ceux-ci n'ont pas abandonné leur objectif. M. Rajiv Gandhi a téléphoné, mardi, au chef de l'Etat srilankais pour lui exprimer son soulagement en apprenant qu'il n'avait pas été blessé.

● **Réaction à l'attentat.** — Le gouvernement américain a vivement condamné, dès mardi, l'attentat de Colombo. Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, s'est déclaré, de son côté, « profondément choqué ». — (AFP.)

En Turquie

Nouveau massacre de villageois par les séparatistes kurdes

Vingt-deux personnes auraient été tuées, selon un bilan provisoire, au cours d'un nouveau raid des séparatistes kurdes contre des villages du sud-est de la Turquie.

Ce dernier raid s'est déroulé, selon l'agence de presse turque Anatolie, dans la nuit du mardi 18 au mercredi 19 août, dans un village de la province de Siirt. Les assaillants auraient tué les trois gardes du village avant de se débarrasser sur les habitants. Outre les morts, une trentaine de villageois auraient été blessés.

Plus d'une centaine de civils, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués depuis le début de l'année au cours des opérations menées par la plus radicale des organisations kurdes, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les séparatistes kurdes prétendent justifier ces massacres par la lutte contre les « protecteurs de village », milices kurdes créées en 1985 par le gouvernement d'Ankara. Ces méthodes, et notamment le fait de s'en prendre aux populations civiles, ont mis le PKK au ban des autres organisations kurdes de Turquie et d'Irak.

Le gouvernement turc avait mis en place en juillet dernier un gouvernement de coordination disposant de pouvoirs exceptionnels pour superviser la lutte contre le PKK dans les huit provinces du Sud-Est anatolien. Sans empêcher les raids, les accrochages entre l'armée et les terroristes kurdes se sont eux aussi multi-

pliés. Quatre rebelles kurdes, accusés de plus de soixante meurtres, avaient été tués le 9 août dernier. Le même jour, deux soldats avaient été tués lors d'une attaque contre un poste de gendarmerie.

Le problème cambodgien

Discussions entre la Chine et la Thaïlande

Pékin. — Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a appelé la communauté internationale à faire pression sur le Vietnam pour obtenir le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et à réaffirmer le soutien de la Chine à un plan de paix proposé par la résistance cambodgienne, a rapporté, le mardi 18 août, l'agence Chine nouvelle. M. Wu, qui prononcera un discours à l'occasion de la visite en Chine du ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sawatsit, a notamment mis en doute la volonté de Hanoi de résoudre le problème cambodgien, en dépit d'une récente « flexibilité », a rapporté l'agence.

Il a félicité la Thaïlande et les autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour leur soutien à la proposition de paix émanant de la résistance cambodgienne. M. Siddhi, qui est arrivé mardi à Pékin, était mandaté par les membres de l'ASEAN (Singapour, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Malaisie et Brunei) pour discuter avec les autorités chinoises d'une éventuelle rencontre informelle ou « cocktail party » à Djakarta entre les différentes factions du Cambodge. Le ministre thaïlandais devait se rendre vendredi en Corée du Nord pour rencontrer le prince Norodom Sihanouk, qui est mis en congé de la direction de la coalition de résistance cambodgienne pour une année. Les deux hommes devaient également s'entretenir de cette « réunion informelle ». — (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 août

Nouveau repli

Le mouvement de baisse s'est poursuivi mercredi matin à la Bourse de Paris, en se ralentissant toutefois un peu. A la clôture de la séance préliminaire, l'indice de tendance accusait un repli de 0,83 %.

Parmi les valeurs les plus affectées (-2 % à -3 %) : Midi, Châteauneuf, Durt, Eno, OFFI, Alstom, Paribas, Michelin recule de 1,5 %. Reprise de Prouvost (+3,1 %). Avance de Skis Rossignol, L'Oréal, Total et Galeries Lafayette.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Financ.	Dernier cours
Accor	482 50	482 50	486
Agencys News	537	537	535
Air Liquide (L)	688	688	685
Banque Paribas	688	680	677
Bouygues	2850	2850	2822
Bovygues	1200	1190	1194
B.S.N.	4805	4870	4870
Camille	1281	1286	1318
Châteauneuf	948	948	943
Elf-Aquitaine	4000	4000	4000
Enel	4000	4000	4000
Lafarge-Capelle	1100	1100	1090
Lyons, des Eaux	329 30	329	322 50
Midi (C)	2300	2286	2280
Midi-Hennessy	998	998	997
Oréal (L)	386	470	480
Paribas	738	734	736
Paribas	840	836	836
Paribas-C.F.	1080	1080	1080
T.A.T.	810	806	810

CAPELOU

LITERIES
CONVERTIBLES
ÉLÉMENTS-BOIS

LUNDI

31 AOÛT

RÉOUVERTURE

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS-11^e - M^o PARMENTIER

A B C D E F G

Dans la construction automobile

Les Etats-Unis et le Japon signent un accord

Les Etats-Unis et le Japon ont conclu, le mardi 18 août, un accord cadre sur les pièces automobiles, qui s'inscrit dans les discussions bilatérales engagées entre les deux pays dans le but de réduire l'important déficit commercial américain.

Cet accord comprend des échanges de banques de données sur les pièces et l'établissement d'une sorte de cahier des charges des fournisseurs. Il vise à augmenter la part des composants américains dans les automobiles japonaises montées aux Etats-Unis mais aussi dans celles fabriquées au Japon.

En juin

Hausse de 4,3 % de la production industrielle japonaise

La production industrielle au Japon a fait un bond en juin (+4,3 % par rapport à mai), l'indice corrigé des variations saisonnières passant de 120,2 à 125,4 sur la base 100 en 1980. En un an (juin 1987 comparé à juin 1986), la progression est de 3 %.

Viol dans une colonie de vacances

L'économie d'une colonie de vacances installée à la Maison familiale de Pontoux-sur-l'Adour (Landes) a été ébranlée, le lundi 17 août, à la maison d'arrêt de Mont-de-Marsan, après avoir été inculpé de viol sur enfant de moins de quinze ans par un juge d'instruction de Dax.

Agé de vingt-deux ans, l'économiste, M. Bouamar Said, domicilié dans la région parisienne comme l'ensemble des membres de la colonie, avait violé une fillette de dix ans dans la nuit du 15 au 16 août. L'enfant avait prévenu une monitrice qui avait alerté les gendarmes de Pontoux. Ceux-ci ont interpellé l'employé sans difficulté.

Le numéro du « Monde » daté 19 août 1987 a été tiré à 450 179 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15 • LEMONDE

Accusé de vols et d'abus de confiance

Le directeur adjoint de l'hôpital de Briare a été écroué

ORLÈANS
de notre correspondant

Le directeur adjoint de l'hôpital de Briare (Loiret), M. Jean-Claude Dumontier, quarante-sept ans, a été inculpé, le mardi 18 août, de vols et d'abus de confiance, et incarcéré à la maison d'arrêt de Montargis. Il lui est reproché d'avoir détourné 600 000 francs des caisses de l'hôpital. Les vols ont été constatés par M. Dumontier : durant son absence, le président du conseil d'administration de l'hôpital, M. Dominique de Courcel, a examiné les comptes de l'établissement, des fournisseurs se plaignant de ne pas avoir été payés. C'est dans ces circonstances qu'il a constaté le détournement des fonds et qu'il a porté plainte. M. Dumontier aurait soustrait à plusieurs reprises des sommes en

liquides provenant notamment des pensions de malades et qui auraient été déposées à la banque.

L'hôpital de Briare est un établissement privé sous tutelle de l'Etat depuis 1976. Il compte cent dix lits, emploie soixante-dix personnes et héberge surtout des personnes âgées. Entré en fonction en septembre 1986, M. Jean-Claude Dumontier avait gravi tous les échelons de l'administration de la maison pour devenir directeur adjoint, le poste de directeur étant occupé par le médecin-chef de l'hôpital.

M. Dumontier avait un train de vie assez que les Briarais jugent normal, compte tenu de son traitement de 25 000 francs par mois. Il n'avait pas repris son travail le 3 août, comme prévu. Il a été interpellé à son domicile.

R.G.

Deux disparitions

Le metteur en scène américain

Clarence Brown

Le metteur en scène américain Clarence Brown, qui avait obtenu six nominations pour les Oscars dans les années 30 et 40, est décédé, lundi 17 août, à Santa-Monica (Californie), à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

[Né le 10 mai 1890 à Clinton (Massachusetts), Clarence Brown avait d'abord été, entre 1915 et 1920, l'assistant de Maurice Tourneur, maître français du film muet, avec lequel il avait réalisé notamment *Le Dernier des Mohicans* (1920). Il devint ensuite l'un des grands metteurs en scène de Hollywood en lançant l'actrice Greta Garbo dans *Le Châli* et *Le Diable* (1927). Il adapta *Anna Karenine* (1933), d'après Tolstoï et *L'Inferno* (1949), d'après Faustler. Auteur de 52 films au cours d'une carrière de près de quarante ans, il obtint six nominations pour les Oscars, pour *Anna Karenine* (1933), *Romance* (1930), *A Free Soul* (1931), *The Human Comedy* (1943), *National Velvet* (1944) et *The Yearling* (1946). Seul parmi les réalisateurs de Hollywood, Billy Wilder a obtenu plus de nominations pour les Oscars.]

La musicologue

Thérèse Marix-Spire

La musicologue Thérèse Marix-Spire est morte, le 14 août, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

[Lorsqu'on lui parlait de musique, elle disait : « J'ai écrit quelques petites choses sur le romantisme ». En fait, deux gros volumes. L'un, sous le titre *George Sand et la musique*, proposait de réconcilier, en quelque 700 pages, autour du personnage de la Dame de Nohant, le romantisme européen et la musique. L'autre, consacré aux *Lettres inédites de George Sand* et de *Pauline Viardot*, était une anthologie d'une romancière confirmée pour une cantatrice de dix-huit ans dont poèmes et musiques du dix-neuvième siècle allaient faire un tout.

Femme du poète André Spire, Thérèse Marix-Spire avait obtenu ses diplômes de littérature et de musique à Bordeaux. Violoniste, elle s'était initiée à l'orchestration auprès de Vincent d'Indy. Elle avait été l'épouse d'André Spire pour la musicologie.

Bibliophile dans diverses universités françaises, conservateur à la bibliothèque de la Sorbonne après 1951, elle avait accueilli de nombreuses réunions de dépouillement d'archives à l'étranger et avait donné cours et conférences aux Etats-Unis. Elle avait consacré de très nombreux articles à Liszt, Gounod et Bizet.]

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

كتابنا العربي

Khartoum et le

Phénix

MASSACRES

Plusieurs centaines de morts

à Khartoum et dans le sud

de la République arabe

du Soudan

Après son

La

Chambre

de la

Assemblée

générale

du

Parlement

du

Soudan

Après son

La

Chambre

de la

Assemblée

générale

du

Parlement

du

Soudan

Après son

La

Chambre

de la

Assemblée

générale

du

Parlement

du

Soudan

Après son

La

Chambre

de la

Assemblée

générale

du

Parlement

du

Soudan

Après son

La

Chambre

de la

Assemblée